

RAPPORT DE GESTION

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés	6
--	---

Gestion de patrimoine

Revue des activités	15
---------------------	----

Revue des résultats d'exploitation par secteur	23
--	----

Gestion d'actifs

Revue des activités	27
---------------------	----

Revue des résultats d'exploitation par secteur	35
--	----

Investissements stratégiques et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur	38
--	----

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée	40
---------------------------------	----

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées	43
---	----

Gestion des risques	47
---------------------	----

Cadre des services financiers	61
-------------------------------	----

Estimations et méthodes comptables critiques	63
--	----

Contrôle interne à l'égard de l'information financière	64
--	----

Autres renseignements	64
-----------------------	----

rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats d'exploitation et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») au 31 mars 2021 et pour le trimestre clos à cette date, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités (les « états financiers intermédiaires »), ainsi qu'au rapport annuel 2020 de la Société financière IGM Inc. déposés sur le site www.sedar.com. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 mars 2021 et pour le trimestre clos à cette date est daté du 6 mai 2021.

Mode de présentation et sommaire des méthodes comptables

Les états financiers intermédiaires de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34, *Information financière intermédiaire* (les « normes IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires).

Déclarations prospectives

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société à certaines dates et pour les périodes closes à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction. Ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, le rendement, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection dont il est question. Ces facteurs et ces hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances. Bien que la Société considère ces hypothèses comme étant raisonnables en fonction de l'information dont dispose actuellement la direction, elles pourraient se révéler inexactes.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, le rendement et les résultats de la

Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou des conséquences imprévues de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, des éclosions de maladies ou des pandémies (comme la COVID-19), de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société et ses filiales pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi en vigueur au Canada ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Des renseignements supplémentaires concernant les risques et incertitudes associés aux activités de la Société et les facteurs et hypothèses significatives sur lesquels les renseignements contenus dans les déclarations prospectives sont fondés sont fournis dans ses documents d'information, y compris le présent rapport de gestion et sa plus récente notice annuelle, déposés auprès des autorités canadiennes en valeurs mobilières et accessibles au www.sedar.com.

Mesures financières non conformes aux normes IFRS et mesures additionnelles conformes aux normes IFRS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure additionnelle conforme aux normes IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre.

Le « bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice dilué ajusté par action » (le « BPA ») et le « rendement ajusté des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » sont des mesures financières non conformes aux normes IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non conformes aux normes IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant intérêts et impôt » (le « BAII »), le « bénéfice ajusté avant intérêts et impôt » (le « BAII ajusté »), « le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente » (le « BAIIA avant les commissions de vente ») et « le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente » (le « BAIIA après les commissions de vente ») sont également des mesures additionnelles non conformes aux normes IFRS. Le BAII, le BAII ajusté, le BAIIA avant les commissions de vente et le BAIIA après les commissions de vente sont des mesures complémentaires de la performance

utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut toutes les commissions de vente de fonds communs de placement et est comparable à celui des périodes précédentes. Le BAIIA après les commissions de vente comprend toutes les commissions de vente et met en évidence l'ensemble des flux de trésorerie. Les autres éléments non récurrents ou qui pourraient rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre sont ensuite exclus pour obtenir le BAIIA avant les commissions de vente et le BAIIA après les commissions de vente. Ces mesures financières non conformes aux normes IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des normes IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Le « bénéfice avant impôt sur le résultat » et le « bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires » sont des mesures additionnelles conformes aux normes IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures sont considérées comme des mesures additionnelles conformes aux normes IFRS puisqu'elles s'ajoutent aux postes minimums requis par les normes IFRS et qu'elles sont pertinentes pour comprendre la performance financière de l'entité.

Se reporter aux rapprochements pertinents des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des résultats présentés conformément aux normes IFRS dans les tableaux 1, 2 et 3.

Sommaire des résultats d'exploitation consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de gestion d'actifs et de patrimoine de premier plan qui soutient des conseillers financiers et les clients qu'elle sert au Canada, ainsi que des investisseurs institutionnels en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. La Société exerce ses activités par l'intermédiaire d'un certain nombre de filiales en exploitation et détient aussi de nombreux investissements stratégiques dont tirent avantage ces filiales et qui améliorent les perspectives de croissance de la Société. IG Gestion de patrimoine, gestionnaire de patrimoine, et Placements Mackenzie, gestionnaire d'actifs, sont les principales filiales en exploitation de la Société. La Société exerce également des activités par l'intermédiaire d'Investment Planning Counsel, gestionnaire de patrimoine, et détient des investissements stratégiques dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), China Asset Management Co., Ltd. (« China AMC »), Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf ») et Wealthsimple Financial Corp. (« Wealthsimple »), comme il est décrit de façon plus détaillée dans le présent rapport de gestion.

Au troisième trimestre de 2020, la Société a réorganisé son information financière et ses informations à fournir connexes afin qu'elles reflètent ses secteurs à présenter actuels, soit Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs et Investissements stratégiques et autres. Au premier trimestre de 2021, la Société a ajouté des informations à fournir à l'égard de ses secteurs à présenter, lesquelles seront présentées au poste Bénéfice net. Ces secteurs sont décrits dans le présent rapport de gestion.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM se chiffraient à 248,5 G\$ au 31 mars 2021, soit les montants les plus élevés de l'histoire de la Société, comparativement à 168,4 G\$ au 31 mars 2020 et à 240,0 G\$ au 31 décembre 2020, comme il est présenté dans le tableau 5. L'augmentation de 47,6 % depuis le 31 mars 2020 était attribuable au rendement des placements obtenu par les clients de 41,3 G\$, aux flux nets des clients de 8,5 G\$ et aux acquisitions d'entreprises nettes de 30,3 G\$ au quatrième trimestre de 2020. Pour le premier trimestre de 2021, la moyenne du total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils s'est établie à 243,9 G\$, comparativement à 186,0 G\$ pour le premier trimestre de 2020.

Au 31 mars 2021, le total de l'actif géré, qui est le plus élevé de l'histoire de la Société, s'élevait à 221,6 G\$, comparativement à 147,5 G\$ au 31 mars 2020 et à 214,0 G\$ au 31 décembre 2020, comme il est présenté dans le tableau 5. Pour le premier trimestre de 2021, le total de l'actif géré moyen s'est établi à 217,6 G\$, comparativement à 163,3 G\$ pour le premier trimestre de 2020.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires pour le trimestre clos le 31 mars 2021 s'est établi à 202,2 M\$, ou 85 cents par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 160,9 M\$, ou 68 cents par action, pour la période correspondante de 2020, soit une augmentation de 25,0 % du bénéfice par action.

Les capitaux propres se chiffraient à 5,2 G\$ au 31 mars 2021, comparativement à 5,0 G\$ au 31 décembre 2020. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires fondé sur le bénéfice net pour le trimestre clos le 31 mars 2021 s'est établi à 14,8 %, contre 14,1 % pour la période correspondante de 2020. Compte non tenu de l'incidence des titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, déduction faite de l'impôt, le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires au 31 mars 2021 est de 16,9 %. Le dividende trimestriel par action ordinaire déclaré au premier trimestre de 2021 s'est établi à 56,25 cents, soit le même montant qu'au quatrième trimestre de 2020.

WEALTHSIMPLE FINANCIAL CORP. (« WEALTHSIMPLE »)

Wealthsimple est un gestionnaire de placements en ligne qui offre des conseils en matière de placement.

Le 3 mai 2021, Wealthsimple a annoncé une mobilisation de capitaux propres de 750 M\$ effectuée en fonction d'une évaluation qui donne lieu à une augmentation de la valeur de l'investissement d'IGM dans Wealthsimple de 897 M\$ pour la porter à 1,45 G\$ au 31 mars 2021.

La transaction comprend un placement initial de 250 M\$, ainsi qu'un placement secondaire de 500 M\$ par le groupe de sociétés de Power Corporation du Canada. À la suite du placement secondaire, la Société financière IGM cédera une partie de son investissement pour un produit d'environ 295 M\$ (257 M\$ après impôt) et conservera une participation de 23 % évaluée à 1,15 G\$.

COVID-19

Les gouvernements à l'échelle planétaire ont mis en place des mesures d'urgence pour freiner la propagation d'une nouvelle souche de coronavirus (« COVID-19 »). Ces mesures, qui comprennent des interdictions de voyager, des fermetures d'entreprises non essentielles, des périodes de quarantaine volontaire et la distanciation sociale, ont provoqué une grande volatilité et un affaiblissement important sur les marchés boursiers mondiaux et des perturbations significatives pour les entreprises à l'échelle mondiale. Les gouvernements et les banques centrales ont réagi par des interventions monétaires et budgétaires importantes afin de stabiliser les conditions économiques.

La volatilité des marchés des capitaux en 2020 a été importante, et la tendance à la hausse s'est poursuivie au cours des quatre derniers trimestres.

- L'indice composé S&P/TSX a augmenté de 7,3 % au premier trimestre de 2021. En 2020, il y a eu une augmentation de 2,2 %, après une baisse de 21,6 % au premier trimestre de 2020.

- Les marchés boursiers américains, représentés par l'indice S&P 500, ont augmenté de 5,8 % au premier trimestre de 2021. Le rendement annuel pour 2020 s'est établi à 16,3 %, après une baisse de 20,0 % au premier trimestre de 2020.
- L'indice obligataire universel FTSE TMX Canada a diminué de 5,7 % au premier trimestre de 2021 alors que les taux d'intérêt à long terme ont augmenté d'environ 0,50 % au cours du trimestre. En 2020, il a connu une hausse de 5,9 %, y compris une hausse de 0,9 % au premier trimestre de 2020.
- Les placements de nos clients ont obtenu un rendement moyen de 2,7 % au premier trimestre de 2021. En 2020, le rendement des placements des clients s'est établi à 6,5 %, après une baisse de 11,7 % au premier trimestre de 2020.

L'actif géré et l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM ont augmenté, passant de 240,0 G\$ au 31 décembre 2020 et de 168,4 G\$ au 31 mars 2020 à 248,5 G\$ au 31 mars 2021, ce qui représente des hausses de 3,6 % et de 47,6 %, respectivement. L'augmentation de 47,6 % comprend les acquisitions d'entreprises nettes de GLC et de Greenchip de 30,3 G\$ réalisées au quatrième trimestre et reflète également la reprise sur les marchés boursiers mondiaux après le premier trimestre de 2020.

Même si des progrès ont été faits en ce qui concerne le déploiement des vaccins, la durée et la véritable incidence de la pandémie de COVID-19, tout comme l'efficacité des interventions des gouvernements et des banques centrales,

TABLEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX NORMES IFRS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021		31 DÉCEMBRE 2020		31 MARS 2020	
	BÉNÉFICE	BPA ¹	BÉNÉFICE	BPA ¹	BÉNÉFICE	BPA ¹
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non conforme aux normes IFRS	202,2 \$	0,85 \$	204,3 \$	0,86 \$	160,9 \$	0,68 \$
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition et de l'impôt	-	-	21,4	0,09	-	-
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	-	-	3,4	0,01	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – conforme aux normes IFRS	202,2 \$	0,85 \$	229,1 \$	0,96 \$	160,9 \$	0,68 \$
BAIIA avant les commissions de vente – mesure non conforme aux normes IFRS	333,2 \$		326,4 \$		271,7 \$	
Commissions fondées sur les ventes versées	(47,1)		(41,3)		(40,7)	
BAIIA après les commissions de vente – mesure non conforme aux normes IFRS	286,1		285,1		231,0	
Commissions fondées sur les ventes versées pouvant faire l'objet d'un amortissement	40,2		36,1		33,0	
Amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif	(12,1)		(10,6)		(7,7)	
Amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs	(24,0)		(21,5)		(20,1)	
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt sur le résultat – mesure non conforme aux normes IFRS	290,2		289,1		236,2	
Charges d'intérêts ²	(28,1)		(27,9)		(27,3)	
Autres éléments (montant brut)						
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition (21,4 \$ après impôt)	-		25,2		-	
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	-		3,4		-	
Bénéfice avant impôt sur le résultat	262,1		289,8		208,9	
Impôt sur le résultat	59,7		60,5		48,0	
Bénéfice net	202,4		229,3		160,9	
Participation ne donnant pas le contrôle	0,2		0,2		-	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – conforme aux normes IFRS	202,2 \$		229,1 \$		160,9 \$	

1. Bénéfice dilué par action.

2. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et des intérêts sur les contrats de location.

demeurent incertaines pour l'instant. Par conséquent, il n'est pas possible d'évaluer de façon fiable la durée et la gravité de ces événements, ni leur incidence sur les résultats financiers ou la situation financière de la Société et de ses filiales en exploitation au cours des périodes futures.

La COVID-19 pourrait, à l'heure actuelle et ultérieurement, exposer la Société à un certain nombre de risques inhérents à la nature de ses activités, notamment le risque de liquidité; le risque de crédit; le risque d'entreprise et les risques liés à l'actif géré et à l'actif sous services-conseils; le risque opérationnel; le risque lié à la gouvernance, à la surveillance et à la planification stratégique; les faits nouveaux en matière de réglementation; et le risque lié au personnel. Ces risques sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion.

CHANGEMENTS APPORTÉS À LA PRÉSENTATION

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2021, la Société présentera des informations additionnelles à l'égard de ses secteurs à présenter, lesquelles seront incluses au poste Bénéfice net, alors qu'elles étaient auparavant incluses au poste Bénéfice avant intérêts et impôt. Ces changements sont apportés dans la foulée des améliorations aux informations à fournir annoncées par la Société au troisième trimestre de 2020, qui ont été présentées afin d'accroître la transparence en ce qui a trait aux principaux facteurs qui sous-tendent chaque secteur d'activité et d'aider les parties prenantes à comprendre et à évaluer les composantes de la valeur. Les secteurs à présenter de la Société sont dorénavant Gestion de patrimoine, Gestion d'actifs et Investissements stratégiques et autres.

Les données comparatives des périodes précédentes ont été retraitées pour tenir compte des changements.

Ces changements n'ont eu aucune incidence sur le bénéfice déclaré de la Société.

Ces changements visent à :

- refléter plus adéquatement le rendement des activités des secteurs sous-jacents;
- refléter la capacité de levier financier des secteurs;
- encourager la méthode fondée sur la somme des parties pour l'évaluation de la valeur.

Pour calculer le bénéfice net du secteur, la dette et les intérêts sont affectés à chaque secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. La charge d'impôt sur le résultat est calculée en fonction des produits et des charges compris dans chaque secteur.

SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs, décrits ci-dessous, tiennent compte de l'information financière interne et de l'évaluation de la performance de la Société (tableaux 2 et 3).

- **Gestion de patrimoine** – Ce secteur reflète les activités des sociétés en exploitation qui sont principalement axées sur la prestation de services de planification financière et de services connexes à des ménages canadiens. Ce secteur comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine et d'Investment Planning Counsel. Ces sociétés sont des organisations de distribution au détail qui offrent des services aux ménages canadiens par l'entremise de leurs courtiers en valeurs mobilières, de leurs courtiers en épargne collective (fonds communs de placement) et d'autres filiales autorisées à distribuer des produits et des services financiers. La plus grande partie des produits de ce secteur sont tirés de la prestation de conseils financiers et de la distribution de produits et de services financiers à des ménages canadiens. Ce secteur comprend aussi les activités de gestion de placement de ces organisations, notamment des services de gestion de fonds communs de placement et de gestion de portefeuille discrétionnaire.
- **Gestion d'actifs** – Ce secteur reflète les activités des sociétés en exploitation qui sont principalement axées sur la prestation de services de gestion de placements et représente les activités de Placements Mackenzie. Les services de gestion de placements sont fournis pour une gamme de fonds d'investissement qui sont distribués par l'intermédiaire de courtiers et de conseillers financiers externes, de même que par l'intermédiaire de mandats de services-conseils pour les investisseurs d'institutions financières et de fonds de retraite et d'autres investisseurs institutionnels.
- **Investissements stratégiques et autres** – Ce secteur représente les principaux investissements stratégiques effectués par la Société, y compris ses investissements dans China Asset Management Co., Ltd., Great-West Lifeco Inc., Northleaf Capital Group Ltd., Wealthsimple Financial Corp. et Portag3 Ventures LP. Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur. Les investissements sont classés dans ce secteur (plutôt que dans le secteur Gestion de patrimoine ou le secteur Gestion d'actifs) lorsque cela est justifié en raison de différents segments de marché, profils de croissance ou autres caractéristiques uniques.

L'**actif géré** et l'**actif sous services-conseils** représentent l'actif géré et l'actif sous services-conseils consolidés de la Société financière IGM. Dans le secteur Gestion de patrimoine, l'actif géré est une composante de l'actif sous services-conseils. Tous les cas où le secteur Gestion d'actifs fournit des services de gestion de placements ou des services de distribution de produits par l'intermédiaire du secteur Gestion de patrimoine ont été éliminés de notre présentation. Ainsi, les épargnes des mêmes clients détenues dans les différentes sociétés en exploitation d'IGM ne font pas l'objet d'une double comptabilisation.

L'**actif sous services-conseils** est l'indicateur clé du secteur Gestion de patrimoine. L'actif sous services-conseils regroupe les produits d'épargne et de placement détenus dans les comptes des clients de nos sociétés en exploitation du secteur Gestion de patrimoine.

TABLEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT AU PREMIER TRIMESTRE DE 2020

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GESTION DE PATRIMOINE		GESTION D'ACTIFS		INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES		ÉLIMINATIONS INTERSECTORIELLES		TOTAL	
	31 MARS 2021	31 MARS 2020	31 MARS 2021	31 MARS 2020	31 MARS 2021	31 MARS 2020	31 MARS 2021	31 MARS 2020	31 MARS 2021	31 MARS 2020
Produits										
Gestion de patrimoine	608,0 \$	566,8 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(4,5) \$	(4,1) \$	603,5 \$	562,7 \$
Gestion d'actifs	–	–	259,9	223,8	–	–	(26,9)	(25,3)	233,0	198,5
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(85,3)	(75,5)	–	–	4,6	4,1	(80,7)	(71,4)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	174,6	148,3	–	–	(22,3)	(21,2)	152,3	127,1
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,8	(1,2)	1,2	(2,2)	0,2	1,5	(0,1)	(0,1)	3,1	(2,0)
Quote-part du résultat des entreprises associées	–	–	–	–	41,6	20,1	–	–	41,6	20,1
	609,8	565,6	175,8	146,1	41,8	21,6	(26,9)	(25,4)	800,5	707,9
Charges										
Services-conseils et croissance des affaires	263,7	239,3	20,3	19,9	–	–	–	(0,1)	284,0	259,1
Activités et services de soutien	122,0	119,6	83,5	74,7	1,1	0,9	(0,1)	(0,1)	206,5	195,1
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	45,0	40,2	1,7	2,5	–	–	(26,9)	(25,2)	19,8	17,5
	430,7	399,1	105,5	97,1	1,1	0,9	(27,0)	(25,4)	510,3	471,7
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt										
Charges d'intérêts ¹	179,1	166,5	70,3	49,0	40,7	20,7	0,1	–	290,2	236,2
	22,3	22,2	5,8	5,1	–	–	–	–	28,1	27,3
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	156,8	144,3	64,5	43,9	40,7	20,7	0,1	–	262,1	208,9
Impôt sur le résultat	42,0	38,7	16,5	11,6	1,1	(2,3)	0,1	–	59,7	48,0
Bénéfice net ajusté	114,8	105,6	48,0	32,3	39,6	23,0	–	–	202,4	160,9
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	0,2	–	–	–	0,2	–
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires²	114,8 \$	105,6 \$	48,0 \$	32,3 \$	39,4 \$	23,0 \$	– \$	– \$	202,2	160,9
Autres éléments, déduction faite de l'impôt									–	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires									202,2 \$	160,9 \$

1. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et des intérêts sur les contrats de location.

2. Se reporter à la présentation des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des mesures additionnelles conformes aux normes IFRS dans le présent rapport de gestion pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non conformes aux normes IFRS.

TABLEAU 3 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS PAR SECTEUR –
PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2020

TRIMESTRES CLOS LE (en M\$)	GESTION DE PATRIMOINE		GESTION D'ACTIFS		INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES		ÉLIMINATIONS INTERSECTORIELLES		TOTAL	
	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020
Produits										
Gestion de patrimoine	608,0 \$	598,5 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	(4,5) \$	(4,3) \$	603,5 \$	594,2 \$
Gestion d'actifs	–	–	259,9	242,1	–	–	(26,9)	(25,8)	233,0	216,3
Charge de rémunération des courtiers	–	–	(85,3)	(78,6)	–	–	4,6	4,3	(80,7)	(74,3)
Gestion d'actifs – produits nets	–	–	174,6	163,5	–	–	(22,3)	(21,5)	152,3	142,0
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,8	1,0	1,2	1,0	0,2	1,1	(0,1)	0,1	3,1	3,2
Quote-part du résultat des entreprises associées	–	–	–	–	41,6	40,1	–	–	41,6	40,1
	609,8	599,5	175,8	164,5	41,8	41,2	(26,9)	(25,7)	800,5	779,5
Charges										
Services-conseils et croissance des affaires	263,7	254,8	20,3	28,3	–	–	–	–	284,0	283,1
Activités et services de soutien	122,0	113,3	83,5	74,6	1,1	0,9	(0,1)	0,2	206,5	189,0
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	45,0	42,7	1,7	1,5	–	–	(26,9)	(25,9)	19,8	18,3
	430,7	410,8	105,5	104,4	1,1	0,9	(27,0)	(25,7)	510,3	490,4
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt										
Charges d'intérêts ¹	179,1	188,7	70,3	60,1	40,7	40,3	0,1	–	290,2	289,1
	22,3	22,7	5,8	5,2	–	–	–	–	28,1	27,9
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	156,8	166,0	64,5	54,9	40,7	40,3	0,1	–	262,1	261,2
Impôt sur le résultat	42,0	44,2	16,5	14,2	1,1	(1,7)	0,1	–	59,7	56,7
Bénéfice net ajusté	114,8	121,8	48,0	40,7	39,6	42,0	–	–	202,4	204,5
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	0,2	0,2	–	–	0,2	0,2
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires²	114,8 \$	121,8 \$	48,0 \$	40,7 \$	39,4 \$	41,8 \$	– \$	– \$	202,2	204,3
Autres éléments, déduction faite de l'impôt										
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition									–	21,4
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée									–	3,4
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires									202,2 \$	229,1 \$

1. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et des intérêts sur les contrats de location.

2. Se reporter à la présentation des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des mesures additionnelles conformes aux normes IFRS dans le présent rapport de gestion pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non conformes aux normes IFRS.

L'**actif géré** est l'indicateur clé du secteur Gestion d'actifs. L'actif géré est un indicateur secondaire des produits et des charges du secteur Gestion de patrimoine en ce qui concerne ses activités de gestion de placements. L'actif géré regroupe les actifs des clients pour lesquels nous fournissons des services de gestion de placement, et comprend des fonds d'investissement dont nous sommes le gestionnaire de fonds, des mandats de services-conseils en placement à des institutions et d'autres comptes de clients pour lesquels nous assumons une responsabilité de gestion de portefeuille discrétionnaire.

PRÉSENTATION FINANCIÈRE

La présentation financière comprend les produits et les charges afin qu'ils correspondent aux indicateurs clés des activités et qui reflètent l'importance que nous accordons à la croissance des affaires et à l'efficacité opérationnelle. Les catégories sont les suivantes :

- **Produits du secteur Gestion de patrimoine** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion de patrimoine dans le cadre de la prestation de services de planification financière, de services-conseils en matière de placement et de services financiers connexes. Ces produits comprennent les honoraires de conseils financiers, les honoraires de gestion de placements et les honoraires d'administration connexes, les produits tirés de la distribution ayant trait aux produits et aux services bancaires et d'assurance, ainsi que les produits tirés des placements nets et autres produits relatifs aux activités de prêts hypothécaires.
- **Produits du secteur Gestion d'actifs** – Il s'agit des produits gagnés par le secteur Gestion d'actifs se rapportant aux services-conseils en matière de placement et aux services administratifs.
- **Rémunération des courtiers** – Il s'agit de la rémunération fondée sur l'actif et de la rémunération fondée sur les ventes versées aux courtiers par le secteur Gestion d'actifs.
- **Charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires** – Il s'agit des dépenses engagées à l'égard d'activités directement liées à la prestation de services de planification financière à des clients du secteur Gestion de patrimoine. Ces dépenses comprennent la rémunération, la reconnaissance et d'autres services de soutien offerts à nos conseillers financiers, aux directeurs dans le réseau de conseillers et aux spécialistes des produits et de la planification; les dépenses relatives aux installations, à la technologie et à la formation de nos conseillers et nos spécialistes financiers; d'autres activités de croissance des affaires, notamment la commercialisation et la publicité directes; et les activités de distribution aux intermédiaires exécutées par le secteur Gestion d'actifs. Une part importante de ces dépenses varie directement en fonction des niveaux de l'actif géré ou de l'actif sous services-conseils, de facteurs liés à la croissance des affaires, y compris les ventes et l'acquisition de nouveaux clients, ainsi que le nombre de relations qui existent avec les conseillers et les clients.
- **Charges liées aux activités et aux services de soutien** – Il s'agit des dépenses engagées dans le cadre des activités d'exploitation, y compris pour la technologie et les processus d'affaires; la gestion de placements et la gestion des gammes de produits à l'interne ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services.
- **Charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller** – Il s'agit des honoraires se rapportant aux services de gestion de placements fournis par des organisations de gestion de placements de tierces parties ou de parties liées. Ces honoraires varient habituellement en fonction des niveaux de l'actif géré. Ces honoraires comprennent ceux des services-conseils en placement fournis par le secteur Gestion d'actifs pour le secteur Gestion de patrimoine.

TABLEAU 4 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

TRIMESTRES CLOS LES	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	26,64 %	26,60 %	26,65 %
Incidence des éléments suivants :			
Quote-part du résultat des entreprises associées	(3,77)	(3,29)	(2,34)
Consolidation de la perte fiscale ¹	–	(0,96)	(1,30)
Autres éléments	(0,10)	(0,19)	(0,02)
Taux d'imposition effectif – bénéfice net ajusté	22,77	22,16	22,99
Cession d'actifs, déduction faite des coûts d'acquisition	–	(0,98)	–
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée	–	(0,31)	–
Taux d'imposition effectif – bénéfice net	22,77 %	20,87 %	22,99 %

1. Se reporter à la note 26, « Transactions entre parties liées », des états financiers consolidés du rapport annuel 2020 de la Société financière IGM Inc. (les « états financiers annuels »). Les ententes de consolidation des pertes fiscales ont cessé de donner lieu à des avantages le 31 décembre 2020.

Les charges d'intérêts représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location. La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré.

L'impôt sur le résultat est présenté dans chaque secteur. Les variations consolidées des taux d'imposition effectifs de la Société financière IGM sont présentées au tableau 4.

Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. L'incidence de toute modification des meilleures estimations de la direction constatée dans le bénéfice net ajusté est reflétée dans les autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

Les autres éléments comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats d'exploitation d'une période à l'autre. Ces éléments figurant aux tableaux 2 et 3 ne sont pas attribués à des secteurs.

- *Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus en 2020, déduction faite des coûts d'acquisition* – un montant de 25,2 M\$ (21,4 M\$ après impôt) comptabilisé au quatrième trimestre.
- *Quote-part des ajustements de l'entreprise associée en 2020* – un montant de 3,4 M\$, comptabilisé au quatrième trimestre, qui représentait la quote-part des ajustements après impôt de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société relativement à la

réévaluation d'un actif d'impôt différé, moins certaines charges de restructuration et certains coûts de transaction.

SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ ET DE L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS

Au 31 mars 2021, l'actif géré et l'actif sous services-conseils se chiffraient à 248,5 G\$, comparativement à 168,4 G\$ au 31 mars 2020, soit une augmentation de 47,6 %. Au 31 mars 2021, le total de l'actif géré s'élevait à 221,6 G\$, comparativement à 147,5 G\$ au 31 mars 2020, soit une hausse de 50,2 %. Les variations de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils sont présentées dans le tableau 5. L'augmentation de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils comprenait les acquisitions d'entreprises nettes de GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée (« GLC ») et de Greenchip Financial Corp. (« Greenchip ») de 30,3 G\$ par rapport au quatrième trimestre de 2020.

Les variations de l'actif géré des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 6 comprend les résultats des huit derniers trimestres et le rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS et du bénéfice net conformément aux normes IFRS.

Comme l'illustre le tableau 6, au cours des huit trimestres les plus récents, l'évolution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds d'investissement reflète grandement l'incidence des fluctuations des marchés nationaux et étrangers et des ventes nettes de la Société.

TABLEAU 5 : ACTIF GÉRÉ ET ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GESTION DE PATRIMOINE				GESTION D'ACTIFS		ÉLIMINATIONS INTERSOCIÉTÉS ¹		DONNÉES CONSOLIDÉES	
	IG GESTION DE PATRIMOINE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		PLACEMENTS MACKENZIE		31 MARS 2021	31 MARS 2020	31 MARS 2021	31 MARS 2020
	31 MARS 2021	31 MARS 2020	31 MARS 2021	31 MARS 2020	31 MARS 2021	31 MARS 2020				
Flux bruts										
Ventes brutes de fonds communs de placement ^{2,3}	3 351 \$	2 686 \$	230 \$	193 \$	4 512 \$	3 656 \$	- \$	- \$	8 093 \$	6 535 \$
Entrées brutes des courtiers	3 636	3 006	1 599	1 318			-	-	5 235	4 324
Flux nets										
Ventes nettes de fonds communs de placement ^{2,3}	501	(50)	(109)	(81)	1 461	355	-	-	1 853	224
Créations nettes de parts de FNB	-	-	-	-	405	82	-	-	405	82
Ventes nettes de fonds d'investissement	501	(50)	(109)	(81)	1 866	437	-	-	2 258	306
Ventes nettes de comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels	-	-	-	-	(414)	(86)	-	-	(414)	(86)
Ventes nettes de Mackenzie par le biais du secteur Gestion de patrimoine	212	14	68	14	-	-	(280)	(28)	-	-
Ventes nettes au titre de l'actif géré	713	(36)	(41)	(67)	1 452	351	(280)	(28)	1 844	220
Autres flux nets des courtiers	302	417	32	183	-	-	1	1	335	601
Total des flux nets	1 015	381	(9)	116	1 452	351	(279)	(27)	2 179	821
Actif géré et actif sous services-conseils										
Gestion de patrimoine										
Actif géré	100 745 \$	81 901 \$	5 308 \$	4 698 \$			- \$	- \$	106 053 \$	86 599 \$
Actifs de Mackenzie vendus par le biais du secteur Gestion de patrimoine	659	168	3 267	2 573			-	-	3 926	2 741
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	5 591	3 765	21 316	17 101			(10)	(7)	26 897	20 859
Actif sous services-conseils	106 995	85 834	29 891	24 372			(10)	(7)	136 876	110 199
Gestion d'actifs										
Fonds communs de placement FNB					58 137 \$	54 288 \$			58 137	54 288
					4 174	2 335			4 174	2 335
Fonds d'investissement Comptes à gestion distincte d'investisseurs institutionnels					62 311	56 623			62 311	56 623
					53 213	4 275			53 213	4 275
Total (excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine)					115 524	60 898			115 524	60 898
Comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine					76 041	64 068			76 041	64 068
Total de l'actif géré					191 565	124 966			191 565	124 966
FNB										
Distribués à des tiers					4 174	2 335			4 174	2 335
Détenus dans les produits gérés d'IGM					5 359	2 920	(5 359)	(2 920)	-	-
Total des FNB					9 533	5 255	(5 359)	(2 920)	4 174	2 335
Données consolidées										
Actif géré	100 745	81 901	5 308	4 698	191 565	124 966	(76 041)	(64 068)	221 577	147 497
Actifs de Mackenzie vendus par le biais du secteur Gestion de patrimoine	659	168	3 267	2 573	-	-	(3 926)	(2 741)	-	-
Autres éléments de l'actif sous services-conseils	5 591	3 765	21 316	17 101	-	-	(10)	(7)	26 897	20 859
Actif géré et actif sous services-conseils	106 995	85 834	29 891	24 372	191 565	124 966	(79 977)	(66 816)	248 474	168 356

- Les résultats consolidés éliminent la double comptabilisation dans les cas où les activités sont présentées dans plus d'un secteur.
- L'actif géré et les ventes nettes d'IG Gestion de patrimoine et d'Investment Planning Counsel comprennent les comptes à gestion distincte.
- Au premier trimestre, des investisseurs institutionnels, dont les produits de placement comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont apporté des changements à la répartition des fonds, ce qui a donné lieu à :
2021 – des ventes de 367 M\$ et des rachats nets de 411 M\$
2020 – des ventes de 373 M\$ et des ventes nettes de 181 M\$

TABLEAU 6 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	T1 2021	T4 2020	T3 2020	T2 2020	T1 2020	T4 2019	T3 2019	T2 2019
États consolidés du résultat net (en M\$)								
Produits								
Gestion de patrimoine	603,5 \$	594,2 \$	571,6 \$	531,1 \$	562,7 \$	587,1 \$	581,1 \$	577,5 \$
Gestion d'actifs	233,0	216,3	207,4	190,7	198,5	203,4	201,2	198,5
Charge de rémunération des courtiers	(80,7)	(74,3)	(71,3)	(66,1)	(71,4)	(69,8)	(68,9)	(69,6)
Gestion d'actifs – produits nets	152,3	142,0	136,1	124,6	127,1	133,6	132,3	128,9
Produits tirés des placements nets et autres produits	3,1	3,2	2,2	7,6	(2,0)	6,7	2,0	4,9
Quote-part du résultat des entreprises associées	41,6	40,1	43,5	43,3	20,1	32,6	28,9	28,2
	800,5	779,5	753,4	706,6	707,9	760,0	744,3	739,5
Charges								
Services-conseils et croissance des affaires	284,0	283,1	252,6	245,4	259,1	270,9	257,1	267,7
Activités et services de soutien	206,5	189,0	181,9	185,4	195,1	182,6	180,3	178,5
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	19,8	18,3	18,5	16,9	17,5	18,1	17,4	17,0
Charges d'intérêts ¹	28,1	27,9	27,9	27,5	27,3	27,8	27,8	27,6
	538,4	518,3	480,9	475,2	499,0	499,4	482,6	490,8
Bénéfice avant les éléments suivants	262,1	261,2	272,5	231,4	208,9	260,6	261,7	248,7
Profit à la vente de Personal Capital	-	-	37,2	-	-	-	-	-
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition	-	25,2	-	-	-	-	-	-
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	-	3,4	-	-	-	-	-	-
Charges de restructuration et autres charges	-	-	(74,5)	-	-	-	-	-
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée	-	-	-	-	-	(9,2)	-	(8,0)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	262,1	289,8	235,2	231,4	208,9	251,4	261,7	240,7
Impôt sur le résultat	59,7	60,5	44,3	47,9	48,0	59,8	59,2	55,6
Bénéfice net	202,4	229,3	190,9	183,5	160,9	191,6	202,5	185,1
Participation ne donnant pas le contrôle	0,2	0,2	-	-	-	-	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	202,2 \$	229,1 \$	190,9 \$	183,5 \$	160,9 \$	191,6 \$	202,5 \$	185,1 \$
Rapprochement des mesures financières non conformes aux normes IFRS² (en M\$)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non conforme aux normes IFRS	202,2 \$	204,3 \$	214,2 \$	183,5 \$	160,9 \$	200,8 \$	202,5 \$	193,1 \$
Autres éléments :								
Profit à la vente de Personal Capital, déduction faite de l'impôt	-	-	31,4	-	-	-	-	-
Profit à la vente de la Gamme de fonds Quadrus, déduction faite des coûts d'acquisition et de l'impôt	-	21,4	-	-	-	-	-	-
Quote-part des ajustements de l'entreprise associée	-	3,4	-	-	-	-	-	-
Charges de restructuration et autres charges, déduction faite de l'impôt	-	-	(54,7)	-	-	-	-	-
Quote-part des charges exceptionnelles de l'entreprise associée	-	-	-	-	-	(9,2)	-	(8,0)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – conforme aux normes IFRS	202,2 \$	229,1 \$	190,9 \$	183,5 \$	160,9 \$	191,6 \$	202,5 \$	185,1 \$
Bénéfice par action (¢)								
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires ¹								
- De base	85	86	90	77	68	84	85	81
- Dilué	85	86	90	77	68	84	85	81
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires								
- De base	85	96	80	77	68	80	85	77
- Dilué	85	96	80	77	68	80	85	77
Actif géré moyen et actif sous services-conseils moyen (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	165,5 \$	169,8 \$	163,7 \$	152,6 \$	158,5 \$	159,5 \$	156,8 \$	155,7 \$
Total de l'actif géré	217,6	177,6	171,4	159,2	163,3	164,5	162,1	161,8
Actif géré et actif sous services-conseils	243,9	202,2	194,9	181,5	186,0	187,4	184,7	184,2
Actif géré à la fin et actif sous services-conseils à la fin (en G\$)								
Actif géré des fonds d'investissement	168,4 \$	162,3 \$	164,9 \$	157,8 \$	143,2 \$	161,8 \$	157,6 \$	156,3 \$
Total de l'actif géré	221,6	214,0	172,6	165,4	147,5	166,8	162,5	162,3
Actif géré et actif sous services-conseils	248,5	240,0	196,4	188,3	168,4	190,0	185,1	184,9

1. Les charges d'intérêts comprennent des intérêts sur la dette à long terme et des intérêts sur les contrats de location.

2. Se reporter à la présentation des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des mesures additionnelles conformes aux normes IFRS du présent rapport de gestion ainsi qu'au Sommaire des résultats d'exploitation consolidés du rapport de gestion inclus dans le rapport annuel 2020 de la Société financière IGM Inc. pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non conformes aux normes IFRS de la Société.

Gestion de patrimoine

Le secteur Gestion de patrimoine comprend IG Gestion de patrimoine et Investment Planning Counsel Inc. (« IPC »).

Les produits du secteur Gestion de patrimoine comprennent ce qui suit :

- Les **honoraires de conseil** ont trait à la prestation de conseils financiers à des clients et comprennent des honoraires liés à la distribution de produits.
- Les **honoraires liés aux produits et aux programmes** ont trait à la gestion des produits de placement et comprennent les honoraires de gestion, d'administration et d'autres honoraires connexes.
- Les **autres produits tirés de la planification financière** sont des honoraires se rapportant à l'offre d'autres produits financiers aux clients, notamment des prêts hypothécaires, ainsi que des produits bancaires et d'assurance.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller sont transférées entre les secteurs et à des tierces parties pour la prestation de services de gestion de placement relativement à nos produits de placement. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

À compter du premier trimestre de 2021, les résultats de chaque secteur se reflètent maintenant dans le bénéfice net ajusté. La dette et la charge d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

IG Gestion de patrimoine, qui a été fondée en 1926, fournit une vaste gamme de services de planification financière personnelle et de gestion de patrimoine aux Canadiens par l'entremise de son réseau exclusif de 3 323 conseillers. Plus de un million de particuliers, de familles et de propriétaires d'entreprise sont clients d'IG Gestion de patrimoine.

Investment Planning Counsel, qui a été fondée en 1996, est une société indépendante qui distribue des produits et offre des services et des conseils financiers au Canada. Elle compte 693 conseillers financiers.

Le secteur Gestion de patrimoine propose une démarche exhaustive en matière de planification qui est assurée par les conseillers d'IG Gestion de patrimoine et d'IPC qui offrent une vaste gamme de produits et de services financiers.

La revue des activités du secteur Gestion de patrimoine porte principalement sur IG Gestion de patrimoine, car elle représente 96 % du bénéfice net ajusté de l'ensemble du secteur.

FAITS NOUVEAUX EN 2020

COVID-19 ET COMMUNICATION AVEC LES CLIENTS

Dans le contexte de la COVID-19 et des répercussions qui en découlent sur les marchés des capitaux mondiaux, nous avons accru considérablement le nombre de communications destinées aux clients et aux conseillers. Nous avons fourni des renseignements exhaustifs et des mises à jour continues sur le marché à nos conseillers de sorte qu'ils disposent des outils nécessaires pour soutenir nos clients et répondre à leurs besoins en matière de planification financière à long terme. Nos conseillers continuent de prendre contact et de communiquer

activement avec nos clients, et ils continuent d'insister sur l'importance de la planification à long terme et d'un portefeuille de placements diversifié.

STRATÉGIE D'IG GESTION DE PATRIMOINE

La promesse d'IG Gestion de patrimoine est d'inspirer confiance.

Notre mandat stratégique consiste à être le partenaire financier de choix au Canada.

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 5,0 billions de dollars au 31 décembre 2019, et nous considérons ces actifs comme le marché potentiel d'IG Gestion de patrimoine. Cette épargne est détenue dans une proportion de 75 % par des ménages qui détiennent un actif de plus de 1 M\$, qui sont désignés comme les clients à valeur élevée, et est autrement détenue dans une proportion de 21 % par des ménages dont l'actif se situe entre 100 000 \$ et 1 M\$, qui sont désignés comme les clients aisés. Les clients de ces secteurs présentent généralement des besoins plus complexes, et l'intérêt premier d'IG Gestion de patrimoine consistant à offrir des solutions exhaustives en matière de planification financière la met en bonne position pour croître et être concurrentielle au sein de ces secteurs.

Notre proposition de valeur vise à offrir un meilleur gamma, un meilleur bêta et un meilleur alpha.

Nous tentons d'offrir notre proposition de valeur au moyen :

- de conseils supérieurs – Acquérir une connaissance approfondie des investisseurs canadiens et façonner tout ce que nous entreprenons en fonction de ces renseignements;

- d'expériences client segmentées – Créer des expériences personnalisées tout au long de notre relation avec le client;
- de conseillers ayant l'esprit d'entreprise – Encourager nos conseillers ayant l'esprit d'entreprise à toujours offrir une expérience enrichissante et un plan complet permettant d'obtenir des résultats supérieurs;
- de solutions financières efficaces – Fournir à nos clients une gamme de solutions complète, bien construite, performante et à des tarifs concurrentiels;
- de processus d'affaires simples, faciles et numérisés – Revoir entièrement les interactions entre les clients et les conseillers afin de simplifier les processus, de réduire le nombre d'erreurs et de numériser l'expérience grâce à une structure de coût appropriée;
- d'une culture axée sur la performance et la diversité.

GAMMA

LA VALEUR DE TOUS LES EFFORTS DÉPLOYÉS EN COMPLÉMENT DE LA COMPOSITION DE PORTEFEUILLES DE PLACEMENTS, CE QUI COMPREND LA VALEUR QU'UN CONSEILLER FINANCIER AJOUTE AUX RELATIONS AVEC LES CLIENTS ET QUI DÉCOULE DE LA CRÉATION D'UN PLAN FINANCIER BIEN ÉLABORÉ ET DE SON SUIVI.

Conseillers ayant l'esprit d'entreprise, conseils supérieurs

Nos conseillers financiers procurent de la valeur aux clients en apprenant à connaître leurs besoins particuliers, en créant et en mettant en œuvre des plans financiers bien élaborés, et en offrant des conseils supérieurs. IG Gestion de patrimoine peut compter sur un réseau national de distribution regroupant plus de 3 000 conseillers financiers hautement qualifiés dans des collectivités partout au Canada. Nos services-conseils conviennent davantage aux gens dont les besoins financiers sont complexes.

Toutes les pratiques de conseillers d'IG Gestion de patrimoine comptent des professionnels qui détiennent un titre accrédité dans le domaine de la planification financière ou qui sont inscrits à un programme en vue d'obtenir un tel titre. Ces titres sont des qualifications liées à la planification financière reconnues à l'échelle nationale qui exigent qu'une personne démontre ses compétences en matière de planification financière par l'intermédiaire d'une formation, d'examen normalisés, de la satisfaction d'exigences liées à la formation continue et de l'imputabilité aux normes éthiques.

Les détails suivants présentent une répartition des principales composantes du réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine au 31 mars 2021 :

- 1 808 pratiques de conseillers (31 mars 2020 – 1 827), ce qui correspond au nombre de conseillers qui comptent plus de quatre ans d'expérience. Des conseillers associés peuvent faire partie de ces pratiques, comme il est décrit ci-dessous. Le niveau et la productivité des pratiques de conseillers constituent des éléments clés dans l'évaluation de nos

activités, car ces pratiques servent des clients qui représentent environ 95 % de l'actif géré.

- 441 nouveaux conseillers (31 mars 2020 – 501), qui sont les conseillers qui comptent moins de quatre ans d'expérience.
- 1 074 conseillers associés et directeurs régionaux (31 mars 2020 – 1 035). Les conseillers associés sont des membres de l'équipe des pratiques de conseillers détenant un permis; ils offrent des services et des conseils de planification financière à la clientèle servie par l'équipe.
- Le réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine comptait un total de 3 323 conseillers (31 mars 2020 – 3 363).

Les critères de recrutement d'IG Gestion de patrimoine augmentent les chances de succès des recrues tout en améliorant notre culture et notre marque.

Nos programmes de formation sont révisés et mis à jour chaque année afin d'offrir aux nouveaux conseillers les bases nécessaires pour établir une relation avec les clients. À mesure que les conseillers progressent, ils approfondissent leurs compétences en planification financière et en gestion d'entreprise en suivant divers programmes de formation.

Nous soutenons aussi nos conseillers et nos clients au moyen de notre réseau de spécialistes en matière de produits et de planification dans les domaines de la planification financière avancée, des prêts hypothécaires et services bancaires, de l'assurance et des valeurs mobilières. Ces spécialistes veillent à s'assurer que nous offrons une planification financière exhaustive regroupant la totalité des éléments qui composent la vie financière d'un client. Les conseillers ou les spécialistes qui offrent des services aux clients sont inscrits auprès de l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels (l'« ACCFM ») ou auprès de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM »).

Expériences client segmentées

IG Gestion de patrimoine se distingue de ses concurrents en offrant des services exhaustifs de planification à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Une des grandes priorités est de conseiller et d'attirer la clientèle à valeur élevée et aisée.

Pour répondre aux besoins distincts du marché des clients à valeur élevée, nous offrons IG Gestion privée de patrimoine, qui fournit des services de gestion des placements et des services de planification de la retraite, de planification fiscale et de planification successorale.

Le Plan vivant IG^{MC} est notre approche complète de la planification financière centrée sur le client qui reflète les besoins, les buts et les aspirations en constante évolution des familles et particuliers canadiens. Le Plan vivant IG dresse un portrait intégré de tous les aspects des finances d'un client. Il regroupe des stratégies de placement, de gestion fiscale et de gestion des risques pour constituer un plan parfaitement personnalisé. Au quatrième trimestre de 2020, IG Gestion de patrimoine a

adopté la plateforme de Conquest Planning pour le Plan vivant IG de nouvelle génération. Cet outil permet de montrer aux clients une image exhaustive de leurs finances et d'explorer des scénarios hypothétiques de manière simplifiée et accessible, et utilise l'intelligence artificielle afin de déterminer des stratégies de planification personnalisées pour chaque client.

Le Plan vivant IG met à profit le savoir-faire des conseillers d'IG Gestion de patrimoine qui servent environ un million de clients partout au Canada.

IG Gestion de patrimoine dispose d'une gamme complète de produits qui lui permet d'offrir un Plan vivant IG personnalisé qui évolue au fil du temps. Parmi ces produits figurent les suivants :

- Des solutions financières efficaces qui comprennent des véhicules d'investissement qui assurent une correspondance entre les besoins et les exigences de chaque client et les risques et le rendement des investissements.
- Des produits d'assurance qui comprennent divers types de contrats d'assurance offerts par des compagnies d'assurances de premier plan au Canada.
- Des solutions en matière de prêts hypothécaires et des services bancaires qui sont offerts dans le cadre d'un plan financier exhaustif.
- Le Programme philanthropique, qui est un programme à vocation arrêlée par le donateur qui permet aux Canadiens de faire des dons et d'établir un legs caritatif durable, sans les coûts élevés et les tracas administratifs liés à l'établissement d'une fondation privée.

Nous avons ouvert un Centre de service national pour servir les clients dont les comptes ont des soldes peu élevés, alors que nos pratiques de conseillers se concentrent sur des clients qui présentent des besoins plus complexes. Ces clients sont en grande partie pris en charge par notre Centre de service national qui offre du soutien à plus de 200 000 clients.

Les conseillers d'IG Gestion de patrimoine se concentrent sur les segments de marché des clients à valeur élevée et aisés, que nous définissons comme les ménages détenant plus de 1 M\$ et entre 100 000 \$ et 1 M\$, respectivement.

L'actif sous services-conseils des clients disposant d'un actif du ménage de plus de 1 M\$ (définis comme les « clients à valeur élevée ») totalisait 34,2 G\$ au 31 mars 2021, soit une augmentation de 66,4 % par rapport à l'exercice précédent, et représentait 32 % du total de l'actif sous services-conseils.

L'actif sous services-conseils des clients disposant d'un actif du ménage allant de 100 000 \$ à 1 M\$ (définis comme les « clients aisés ») totalisait 63,0 G\$ au 31 mars 2021, soit une augmentation de 15,7 % par rapport à l'exercice précédent, et représentait 59 % du total de l'actif sous services-conseils.

L'actif sous services-conseils des clients disposant d'un actif du ménage de moins de 100 000 \$ (définis comme les « clients du marché de masse ») totalisait 9,8 G\$ au 31 mars 2021, soit

une diminution de 9,7 % par rapport à l'exercice précédent, et représentait 9 % du total de l'actif sous services-conseils.

Processus d'affaires

À IG Gestion de patrimoine, nous cherchons constamment à bonifier nos systèmes et nos processus d'affaires de sorte que nos conseillers puissent servir les clients plus efficacement. Nous voulons améliorer les interactions entre les clients et les conseillers sur une base continue afin de simplifier les processus, de réduire le nombre d'erreurs et de numériser les opérations tout en nous dotant d'une structure de coût appropriée.

Le Portail des conseillers d'IG Gestion de patrimoine est une plateforme de gestion des relations avec les clients qui a été développée à partir de la technologie de Salesforce et qui a été lancée en 2020. Il permet à nos conseillers de gérer les relations avec les clients, d'améliorer leur efficacité au moyen de flux de travail numériques et d'accéder à des renseignements fondés sur des données afin de faciliter la gestion de leur pratique.

La plateforme de courtier d'IG Gestion de patrimoine permet une automatisation accrue et soutient les conseillers inscrits auprès de l'ACCFM et de l'OCRCVM, ainsi que de nouveaux produits disponibles par le truchement de notre plateforme de courtiers en valeurs destinés au segment de notre clientèle disposant d'un avoir net élevé.

Une culture axée sur la performance et la diversité

Nous devons absolument offrir une rémunération et des avantages concurrentiels pour attirer et maintenir en poste des talents exceptionnels. Notre approche en matière de formation et de perfectionnement, ainsi que notre recours à la rétroaction par le biais de sondages périodiques auprès de nos employés et de nos conseillers, leur permettent d'améliorer les services offerts à nos clients.

BÊTA ET ALPHA

BÊTA – LA VALEUR CRÉÉE PAR DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENTS COMPOSÉS JUDICIEUSEMENT DONT LE RENDEMENT CORRESPOND AUX PRÉVISIONS ET COMPORTE LE PLUS FAIBLE RISQUE POSSIBLE.

ALPHA – LA VALEUR D'UNE GESTION ACTIVE QUI GÉNÈRE UN RENDEMENT SUPÉRIEUR À CELUI DES INDICES DE RENDEMENT PASSIFS DONT LA COMPOSITION ET LE PROFIL DE RISQUE SONT COMPARABLES.

IG Gestion de patrimoine s'efforce d'obtenir un rendement correspondant aux prévisions et comportant le plus faible risque possible au moyen de portefeuilles de placements composés judicieusement (bêta), et de créer de la valeur pour les clients grâce à une gestion active (alpha). Pour ce faire, nous faisons appel à des sous-conseillers mondiaux hautement qualifiés afin que nos clients aient accès à une gamme diversifiée de produits et des solutions de placement. Chaque gestionnaire d'actifs est choisi au terme d'un processus éprouvé et rigoureux. Nous supervisons tous les sous-conseillers pour nous assurer que

leurs activités correspondent à leurs philosophies de placement, de même qu'aux objectifs et aux stratégies de placement des produits pour lesquels ils fournissent des conseils.

IG Gestion de patrimoine entretient des relations avec Placements Mackenzie et d'autres sociétés de placement d'envergure mondiale, comme BlackRock, T. Rowe Price, PIMCO, China AMC, Putnam et JP Morgan Asset Management.

Solutions financières efficaces

Nous fournissons à nos clients une gamme de solutions financières complète, bien construite et à des tarifs concurrentiels. Nous accroissons régulièrement l'étendue et la diversité de nos produits de placement grâce à l'ajout de nouveaux fonds et à des changements de produits qui permettent aux clients d'atteindre leurs objectifs.

Nos solutions comprennent ce qui suit :

- Une sélection vaste et approfondie de fonds communs de placement, diversifiée en fonction du gestionnaire, de la catégorie d'actifs, du style de placement, de la région du monde, de la capitalisation du marché et du secteur.
- Des portefeuilles gérés qui rééquilibrent les placements pour faire en sorte que les caractéristiques risque-rendement choisies soient maintenues. Ces solutions comprennent les Portefeuilles fondamentaux IG, les Portefeuilles à versements gérés IG, les Portefeuilles Investors et les Portefeuilles à risque géré IG.
- *Compte de services-conseils IG (« CSCIG ») et structures de frais dégroupés* – Le CSCIG est un compte à honoraires qui améliore l'expérience client en permettant aux clients de simplifier leur gestion financière en regroupant certains placements dans un seul compte, et qui offre des solutions à tarifs dégroupés à tous nos clients. Les CSCIG permettent une plus grande transparence des frais et peuvent comporter la plupart des titres et des produits de placement offerts sur le marché aux investisseurs individuels.
- *Portefeuilles Profil^{MC}* – Les Portefeuilles Profil comprennent une gamme de quatre solutions gérées qui procurent une diversification complète et sont conçus pour satisfaire les préférences personnelles des clients en matière de tolérance au risque et d'objectifs de placement. Ces portefeuilles offrent une exposition semblable à celle des placements des Fonds privés Profil et sont offerts aux ménages disposant de placements supérieurs à 100 000 \$ détenus au sein d'IG Gestion de patrimoine.
- *Portefeuilles privés Profil^{MC}* – Les Portefeuilles privés Profil sont des portefeuilles modèles composés de Fonds privés Profil, qui sont offerts aux ménages dont les placements détenus à IG Gestion de patrimoine dépassent 250 000 \$. Les Portefeuilles privés Profil ont été conçus de manière à favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au moyen d'une diversification par catégories d'actif, par styles de gestion et par régions du monde. Les améliorations récentes comprennent l'ajout de nouveaux portefeuilles modèles à mandat discrétionnaire et

de six nouveaux Fonds privés Profil pour soutenir les nouveaux modèles : trois Fonds privés de répartition active Profil, le Fonds privé de placements alternatifs Profil qui comprend des mandats axés sur des stratégies macroéconomiques mondiales, de positions longues/courtes et de couverture d'actions mondiales, le Fonds privé de FNB Profil offrant une exposition aux FNB à gestion passive et le Fonds privé à faible volatilité Profil dont la couverture géographique s'étend aux marchés canadien, américain, internationaux et émergents.

En outre, nous avons intégré des investissements dans des actifs privés grâce à la création du mandat de crédit privé du Fonds privé de titres à revenu fixe Profil, lequel prévoit des engagements dans trois des placements en titres de créance de sociétés fermées de Northleaf Capital Partners axés sur les prêts aux sociétés à moyenne capitalisation en Amérique du Nord et en Europe, ainsi que des engagements auprès de Sagard et de PIMCO.

- Des fonds distincts qui offrent un potentiel de croissance à long terme des placements ainsi qu'une gestion du risque, et qui sont assortis de garanties et dotés de caractéristiques facilitant la planification successorale.
- Des comptes à gestion distincte (comptes de courtage en gestion discrétionnaire) et comptes de courtage à honoraires.

Une proportion croissante des actifs des clients d'IG Gestion de patrimoine se trouvent dans les structures de frais dégroupés. Nous procédons actuellement au transfert de nos clients vers des produits à structures de frais dégroupés, ce qui constitue un changement important pour IG Gestion de patrimoine et le secteur canadien des fonds communs de placement dans son ensemble. Les produits à structures de frais dégroupés établissent une distinction entre les honoraires de conseil, lesquels sont directement facturés au compte d'un client, et les frais facturés aux fonds d'investissement sous-jacents. Cette distinction offre aux clients une transparence accrue en ce qui a trait aux honoraires qu'ils versent, et permet à IG Gestion de patrimoine de proposer une tarification concurrentielle, surtout pour les clients à valeur élevée. Cela permet par ailleurs à IG Gestion de patrimoine d'offrir une tarification différenciée en fonction du segment de clientèle, et ainsi de s'assurer qu'elle est concurrentielle et qu'elle récompense les clients qui nous ont été fidèles tout en favorisant le regroupement du patrimoine des clients chez IG et l'obtention de nouveaux clients.

Nous avons cessé d'offrir des options d'achat à frais regroupés pour la quasi-totalité des produits de placement.

IG Gestion de patrimoine surveille les rendements de ses placements en le comparant à certains indices de référence. Le service de notation de fonds de Morningstar[†] est l'une des notations surveillées lorsqu'il s'agit de déterminer le rendement de fonds.

Au 31 mars 2021, 70,3 % de l'actif des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine étaient notés trois étoiles ou plus par le service de notation de fonds Morningstar[†] et 31,8 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble

TABLEAU 7 : VARIATION DE L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS – GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Entrées brutes des clients	5 235 \$	4 425 \$	4 324 \$	18,3 %	21,1 %
Sorties brutes des clients	4 228	3 688	3 826	14,6	10,5
Flux nets	1 007	737	498	36,6	102,2
Rendements des placements	3 286	6 831	(15 119)	(51,9)	n.s.
Variation de l'actif, montant net	4 293	7 568	(14 621)	(43,3)	n.s.
Actif au début	132 583	125 015	124 820	6,1	6,2
Actif sous services-conseils à la fin	136 876 \$	132 583 \$	110 199 \$	3,2 %	24,2 %
IG Gestion de patrimoine	106 995	103 273	85 834	3,6	24,7
Investment Planning Counsel	29 891	29 318	24 372	2,0	22,6
Actif sous services-conseils moyen	134 873 \$	128 342 \$	121 850 \$	5,1 %	10,7 %
IG Gestion de patrimoine	105 491	100 295	94 923	5,2	11,1
Investment Planning Counsel	29 391	28 054	26 934	4,8	9,1

des fonds évalués par Morningstar[†], les proportions étaient de 84,8 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 51,7 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 mars 2021. La note Morningstar[†] est une mesure quantitative et objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds ajusté en fonction du risque par rapport à des fonds comparables.

ACTIF GÉRÉ ET ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS DU SECTEUR GESTION DE PATRIMOINE

L'actif géré et l'actif sous services-conseils sont des indicateurs de performance clés du secteur Gestion de patrimoine.

L'actif sous services-conseils du secteur Gestion de patrimoine se chiffrait à 136,9 G\$ au 31 mars 2021, soit une hausse de 24,2 % par rapport au 31 mars 2020. Le niveau de l'actif sous services-conseils est tributaire de trois facteurs : les entrées des clients, les sorties des clients et les rendements des placements.

L'actif géré du secteur Gestion de patrimoine s'est établi à 106,1 G\$, en hausse de 22,5 % par rapport au 31 mars 2020. Le niveau de l'actif géré est influencé par les ventes, les rachats et les rendements des placements.

Les variations de l'actif sous services-conseils et de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine pour les périodes considérées sont présentées dans les tableaux 7 et 8.

TABLEAU 8 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Ventes	3 581 \$	2 749 \$	2 879 \$	30,3 %	24,4 %
Rachats	3 189	2 847	3 010	12,0	5,9
Ventes nettes (rachats nets)	392	(98)	(131)	n.s.	n.s.
Rendements des placements	2 628	5 118	(11 822)	(48,7)	n.s.
Variation de l'actif, montant net	3 020	5 020	(11 953)	(39,8)	n.s.
Actif au début	103 033	98 013	98 552	5,1	4,5
Actif géré à la fin	106 053 \$	103 033 \$	86 599 \$	2,9 %	22,5 %
IG Gestion de patrimoine	100 745	97 713	81 901	3,1	23,0
Investment Planning Counsel	5 308	5 320	4 698	(0,2)	13,0
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement	104 899 \$	100 419 \$	96 145 \$	4,5 %	9,1 %
IG Gestion de patrimoine	99 564	95 194	90 909	4,6	9,5
Investment Planning Counsel	5 335	5 225	5 236	2,1	1,9

TABLEAU 9 : VARIATION DE L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS – IG GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Entrées brutes des clients	3 636 \$	2 938 \$	3 006 \$	23,8 %	21,0 %
Sorties brutes des clients	2 621	2 453	2 625	6,8	(0,2)
Flux nets	1 015	485	381	109,3	166,4
Rendements des placements	2 707	5 250	(11 647)	(48,4)	n.s.
Variation de l'actif, montant net	3 722	5 735	(11 266)	(35,1)	n.s.
Actif au début	103 273	97 538	97 100	5,9	6,4
Actif à la fin	106 995 \$	103 273 \$	85 834 \$	3,6 %	24,7 %
Actif sous services-conseils moyen	105 491 \$	100 295 \$	94 923 \$	5,2 %	11,1 %

ACTIF GÉRÉ ET ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS D'IG GESTION DE PATRIMOINE

Le lancement du compte de services-conseils IG signifie que des honoraires sont facturés à l'égard de l'actif sous services-conseils externe admissible. L'actif sous services-conseils est donc un indicateur de performance clé d'IG Gestion de patrimoine. Les produits provenant du compte de services-conseils IG sont gagnés grâce à l'actif sous services-conseils externe admissible. La rémunération de nos conseillers se calcule aussi en fonction de l'apport d'actifs dans le compte de services-conseils IG et dans d'autres programmes tarifés.

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine s'élevait à 107,0 G\$ au 31 mars 2021, soit une hausse de 24,7 % par rapport au 31 mars 2020, et l'actif géré des fonds communs de placement se chiffrait à 100,7 G\$, en hausse de 23,0 %.

Les variations de l'actif sous services-conseils et de l'actif géré d'IG Gestion de patrimoine pour les périodes considérées sont présentées dans les tableaux 9 et 10.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, les entrées brutes des clients se sont élevées à 3,6 G\$ en ce qui concerne l'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine, en hausse de 21,0 % par rapport à 3,0 G\$ pour la période correspondante de 2020. Les entrées nettes des clients se sont établies à 1,0 G\$ au premier trimestre, soit une amélioration de 634 M\$ par rapport aux entrées nettes des clients qui avaient atteint 381 M\$ pour la période correspondante de 2020. Au cours du premier trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 2,7 G\$ de l'actif sous services-conseils, comparativement à une diminution de 11,6 G\$ au premier trimestre de 2020.

TABLEAU 10 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – IG GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Ventes	3 351 \$	2 572 \$	2 686 \$	30,3 %	24,8 %
Rachats	2 850	2 581	2 736	10,4	4,2
Ventes nettes (rachats nets)	501	(9)	(50)	n.s.	n.s.
Rendements des placements	2 531	4 848	(11 210)	(47,8)	n.s.
Variation de l'actif, montant net	3 032	4 839	(11 260)	(37,3)	n.s.
Actif au début	97 713	92 874	93 161	5,2	4,9
Actif à la fin	100 745 \$	97 713 \$	81 901 \$	3,1 %	23,0 %
Actif géré quotidien moyen	99 564 \$	95 194 \$	90 909 \$	4,6 %	9,5 %
Ventes nettes au titre de l'actif géré					
Ventes nettes de fonds d'investissement	501 \$	(9) \$	(50) \$	n.s. %	n.s. %
Ventes nettes de Mackenzie par le biais du secteur Gestion de patrimoine	212	130	14	63,1	n.s.
	713 \$	121 \$	(36) \$	n.s. %	n.s. %

Les variations de l'actif géré des fonds communs de placement pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 10.

En plus des ventes nettes de 501 M\$ relativement aux produits (fonds) IG au premier trimestre de 2021, les ventes nettes relativement aux produits (fonds) Mackenzie se sont établies à 212 M\$, pour un total de ventes nettes de 713 M\$ relativement aux produits d'IGM. Au 31 mars 2021, les produits avec des structures de frais dégroupés représentaient un montant de 58,8 G\$, ou 58 % de l'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine, en hausse de 76,1 %, comparativement à 33,4 G\$ au 31 mars 2020, soit 41 % de l'actif géré.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ ET DE L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS – RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2020

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 107,0 G\$ au 31 mars 2021, soit une hausse de 24,7 % comparativement à 85,8 G\$ au 31 mars 2020. L'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 100,7 G\$ au 31 mars 2021, soit une augmentation de 23,0 % comparativement à 81,9 G\$ au 31 mars 2020. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement se chiffrait à 99,6 G\$ au premier trimestre de 2021, en hausse de 9,5 % par rapport à 90,9 G\$ au premier trimestre de 2020.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 3,4 G\$, soit une hausse de 24,8 % par rapport à la période correspondante de 2020. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 2,9 G\$, soit une hausse de 4,2 % par rapport à 2020. Pour le premier trimestre de 2021, les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine s'élevaient à 501 M\$, comparativement à des rachats nets de 50 M\$ en 2020. Au cours du premier trimestre, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 2,5 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une diminution de 11,2 G\$ au cours du premier trimestre de 2020.

Le taux de rachat trimestriel annualisé d'IG Gestion de patrimoine pour les fonds à long terme s'est établi à 11,2 % au premier trimestre de 2021, comparativement à 11,7 % au premier trimestre de 2020. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme d'IG Gestion de patrimoine s'établissait à 9,7 % au 31 mars 2021, comparativement à 10,7 % au 31 mars 2020, ce qui demeure nettement inférieur au taux de rachat moyen correspondant d'environ 15,0 % enregistré par l'ensemble des autres membres de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 31 mars 2021. Le taux de rachat d'IG Gestion de patrimoine a été très stable, comparativement au secteur des fonds communs de placement dans son ensemble, ce qui reflète notre intérêt primordial pour la planification financière.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ ET DE L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS – RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2020

L'actif sous services-conseils d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 107,0 G\$ au 31 mars 2021, soit une hausse de 3,6 %, comparativement à 103,3 G\$ au 31 décembre 2020. Au 31 mars 2021, l'actif géré des fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se chiffrait à 100,7 G\$, soit une augmentation de 3,1 %, par rapport à 97,7 G\$ au 31 décembre 2020. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est établi à 99,6 G\$ au premier trimestre de 2021, comparativement à 95,2 G\$ au quatrième trimestre de 2020, soit une augmentation de 4,6 %.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 3,4 G\$, soit une hausse de 30,3 % par rapport au quatrième trimestre de 2020. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 2,9 G\$ au premier trimestre, ce qui représente une hausse de 10,4 % par rapport au trimestre précédent, et le taux de rachat trimestriel annualisé s'est établi à 11,2 % au premier trimestre, comparativement à 10,3 % au quatrième trimestre de 2020. Les ventes nettes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine se sont élevées à 501 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 9 M\$ au cours du trimestre précédent.

AUTRES PRODUITS ET SERVICES D'IG GESTION DE PATRIMOINE

FONDS DISTINCTS

IG Gestion de patrimoine offre des fonds distincts, y compris sa gamme de fonds de placement garanti. Certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager, qui assure un revenu de retraite garanti, la vie durant. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par IG Gestion de patrimoine. Au 31 mars 2021, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,5 G\$, comparativement à 1,4 G\$ au 31 mars 2020.

ASSURANCE

IG Gestion de patrimoine demeure un chef de file au Canada pour la distribution de produits d'assurance vie. Grâce à des ententes conclues avec d'importantes compagnies d'assurance, IG Gestion de patrimoine offre une vaste gamme de produits : assurance temporaire, vie universelle, vie entière, invalidité, maladies graves, soins de longue durée, soins médicaux personnels et assurance collective.

Le nombre moyen de polices vendues par conseiller détenant un permis a été de 2,6 pour le trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à 2,1 en 2020. La distribution des produits d'assurance est appuyée par les spécialistes en planification de l'assurance d'IG Gestion de patrimoine partout au Canada; ils

ont pour mandat d'aider les conseillers à choisir des solutions avancées de planification successorale pour des clients à valeur élevée.

OPÉRATIONS SUR TITRES

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à ses clients des services qui complètent les services de planification financière et de placement. Les conseillers d'IG Gestion de patrimoine peuvent ainsi diriger des clients vers l'un de nos spécialistes en planification de patrimoine de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

PRÊTS HYPOTHÉCAIRES ET ACTIVITÉS BANCAIRES

Les spécialistes en planification hypothécaire d'IG Gestion de patrimoine sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec nos clients et leurs conseillers afin d'élaborer des stratégies de financement hypothécaire et d'autres stratégies de prêts qui correspondent aux besoins et aux objectifs de chaque client dans le cadre de son plan financier exhaustif.

Des prêts hypothécaires sont offerts par IG Gestion de patrimoine, un prêteur hypothécaire d'envergure nationale, et par l'intermédiaire de Solutions Bancaires[†] d'IG Gestion de patrimoine en vertu d'une entente de distribution à long terme avec la Banque Nationale du Canada. Le produit Tout-En-Un, une solution exhaustive de gestion des liquidités qui regroupe les caractéristiques d'un prêt hypothécaire, d'un prêt à terme, d'une marge de crédit renouvelable et d'un compte de dépôt, est aussi offert par l'intermédiaire de Solutions Bancaires[†].

Pour le premier trimestre clos le 31 mars 2021, les financements de prêts hypothécaires offerts par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine et de Solutions Bancaires[†] se sont chiffrés à 234 M\$, contre 187 M\$ en 2020, ce qui constitue une augmentation de 25,0 %. Au 31 mars 2021, les prêts hypothécaires offerts par l'intermédiaire d'IG Gestion de patrimoine et de Solutions Bancaires[†] totalisaient 9,1 G\$, comparativement à 10,2 G\$ au 31 mars 2020, soit une baisse de 10,2 %.

Le crédit disponible relatif aux comptes Tout-En-Un de Solutions Bancaires[†] ouverts au cours du trimestre clos le 31 mars 2021 s'élevait à 326 M\$, comparativement à 209 M\$ en 2020. Au 31 mars 2021, le solde des produits Tout-En-Un de Solutions Bancaires[†] était de 3,5 G\$, comparativement à 3,0 G\$ pour l'exercice précédent, ce qui représentait environ 51 % du crédit disponible total relatif à ces comptes.

Parmi les autres produits et services offerts par l'intermédiaire de Solutions Bancaires[†] d'IG Gestion de patrimoine figurent les prêts à l'investissement, les marges de crédit, les prêts personnels, l'assurance-crédit, les comptes de dépôt et les cartes de crédit. Grâce à Solutions Bancaires[†], les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires[†] s'inscrit dans l'approche d'IG Gestion de patrimoine qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire d'une vaste plateforme de planification financière. Le total des produits de prêt en circulation des clients d'IG Gestion de patrimoine dans le cadre du programme Solutions Bancaires[†], incluant les prêts hypothécaires Solutions Bancaires[†], s'élevait à 5,3 G\$ au 31 mars 2021, comparativement à 4,7 G\$ au 31 mars 2020.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 11 et comprend les activités d'IG Gestion de patrimoine et d'Investment Planning Counsel.

IG GESTION DE PATRIMOINE

Le bénéfice net ajusté d'IG Gestion de patrimoine est présenté dans le tableau 12. Le bénéfice net ajusté pour le premier trimestre de 2021 s'est chiffré à 110,5 M\$, soit une hausse de 8,4 % par rapport au premier trimestre de 2020, et une baisse de 5,9 % par rapport au trimestre précédent.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le premier trimestre de 2021 s'est chiffré à 173,0 M\$, soit une hausse de 7,3 % par rapport au premier trimestre de 2020, et une baisse de 5,2 % par rapport au trimestre précédent.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2020

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les honoraires de conseil comprennent des honoraires tirés de la prestation de conseils financiers aux clients, y compris des honoraires liés à la distribution de produits, qui dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Les honoraires de conseil se sont chiffrés à 271,3 M\$ au premier trimestre de 2021, en hausse de 19,6 M\$, ou 7,8 %, par rapport à 251,7 M\$ en 2020.

L'augmentation des honoraires de conseil pour le trimestre clos le 31 mars 2021 était principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 11,1 %, comme l'illustre

TABLEAU 11 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	333,0 \$	325,5 \$	308,5 \$	2,3 %	7,9 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	224,8	219,8	211,2	2,3	6,4
	557,8	545,3	519,7	2,3	7,3
Frais de rachat	3,8	3,2	6,2	18,8	(38,7)
Autres produits tirés de la planification financière	46,4	50,0	40,9	(7,2)	13,4
Total du secteur Gestion de patrimoine	608,0	598,5	566,8	1,6	7,3
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,8	1,0	(1,2)	80,0	n.s.
	609,8	599,5	565,6	1,7	7,8
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	172,7	164,3	154,7	5,1	11,6
Rémunération fondée sur les ventes	12,1	10,6	7,7	14,2	57,1
Autres					
Autres commissions liées aux produits	20,2	20,1	18,1	0,5	11,6
Croissance des affaires	58,7	59,8	58,8	(1,8)	(0,2)
	78,9	79,9	76,9	(1,3)	2,6
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	263,7	254,8	239,3	3,5	10,2
Activités et services de soutien	122,0	113,3	119,6	7,7	2,0
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	45,0	42,7	40,2	5,4	11,9
	430,7	410,8	399,1	4,8	7,9
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt	179,1	188,7	166,5	(5,1)	7,6
Charges d'intérêts	22,3	22,7	22,2	(1,8)	0,5
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	156,8	166,0	144,3	(5,5)	8,7
Impôt sur le résultat	42,0	44,2	38,7	(5,0)	8,5
Bénéfice net ajusté	114,8 \$	121,8 \$	105,6 \$	(5,7) %	8,7 %

TABLEAU 12 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – IG GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Produits					
Gestion de patrimoine					
Honoraires de conseil	271,3 \$	265,5 \$	251,7 \$	2,2 %	7,8 %
Honoraires liés aux produits et aux programmes	210,9	205,8	196,7	2,5	7,2
	482,2	471,3	448,4	2,3	7,5
Frais de rachat	3,7	3,0	6,1	23,3	(39,3)
Autres produits tirés de la planification financière	41,5	45,3	35,9	(8,4)	15,6
Total du secteur Gestion de patrimoine	527,4	519,6	490,4	1,5	7,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,4	0,8	(1,7)	75,0	n.s.
	528,8	520,4	488,7	1,6	8,2
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires					
Rémunération fondée sur l'actif	124,4	116,8	109,6	6,5	13,5
Rémunération fondée sur les ventes	12,1	10,6	7,7	14,2	57,1
Autres					
Autres commissions liées aux produits	17,1	17,3	15,2	(1,2)	12,5
Croissance des affaires	50,9	52,3	50,7	(2,7)	0,4
	68,0	69,6	65,9	(2,3)	3,2
Total des services-conseils et de la croissance des affaires	204,5	197,0	183,2	3,8	11,6
Activités et services de soutien	109,9	101,8	107,7	8,0	2,0
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	41,4	39,2	36,6	5,6	13,1
	355,8	338,0	327,5	5,3	8,6
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt	173,0	182,4	161,2	(5,2)	7,3
Charges d'intérêts	22,1	22,5	22,1	(1,8)	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	150,9	159,9	139,1	(5,6)	8,5
Impôt sur le résultat	40,4	42,5	37,2	(4,9)	8,6
Bénéfice net ajusté	110,5 \$	117,4 \$	101,9 \$	(5,9) %	8,4 %

le tableau 9, contrebalancée par la diminution du taux des honoraires de conseil. Le taux moyen des honoraires de conseil au premier trimestre s'est établi à 104,3 points de base de l'actif sous services-conseils moyen, comparativement à 106,6 points de base en 2020, ce qui reflète des changements dans la composition des produits et des clients, car un nombre accru de nos clients à valeur élevée sont désormais admissibles aux tarifs réduits.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires liés aux produits et aux programmes ont totalisé 210,9 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une hausse de 7,2 %, comparativement à 196,7 M\$ pour l'exercice précédent.

L'augmentation des honoraires liés aux produits et aux programmes au premier trimestre de 2021 était principalement attribuable à la hausse de l'actif géré moyen de 9,5 %, comme l'illustre le tableau 10. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes au premier trimestre s'est établi à 85,9 points de base de l'actif géré moyen, comparativement à

87,0 points de base en 2020, ce qui reflète des changements à la tarification et dans la composition des produits.

Les autres produits tirés de la planification financière proviennent principalement de ce qui suit :

- les activités bancaires hypothécaires;
- la distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire des Services d'Assurance I.G. Inc.;
- la prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.;
- les services bancaires offerts par le truchement de Solutions Bancaires[†].

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 41,5 M\$ au premier trimestre de 2021, ont augmenté de 5,6 M\$ par rapport à 35,9 M\$ en 2020. L'augmentation constatée pendant le trimestre tenait principalement à la hausse du bénéfice lié aux activités bancaires hypothécaires et des produits tirés des honoraires de distribution provenant des produits d'assurance.

Le sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre considéré est présenté dans le tableau 13.

PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits se rapporte principalement aux produits tirés des placements provenant de notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, ainsi que de titres et d'autres produits qui ne se rapportent pas à nos activités principales. Il comprend également une charge provenant du secteur Investissements stratégiques et autres visant l'utilisation de capital non attribué.

CHARGES

IG Gestion de patrimoine engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui comprennent la rémunération versée à nos conseillers. La plus grande partie de ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. D'autres activités de distribution et de croissance des affaires sont aussi comprises, lesquelles ne varient pas directement en fonction du volume des actifs ou des ventes, comme la commercialisation et la publicité directes, le soutien de spécialistes en planification financière et d'autres coûts engagés pour soutenir nos réseaux de conseillers. Ces charges sont généralement de nature discrétionnaire ou varient en fonction du nombre de conseillers ou de clients.

La rémunération fondée sur l'actif fluctue en fonction de la valeur de l'actif sous services-conseils. La rémunération fondée sur l'actif a augmenté de 14,8 M\$ pour le premier trimestre clos le 31 mars 2021 par rapport à 2020, pour s'établir à 124,4 M\$. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen et du rendement des conseillers.

La rémunération fondée sur les ventes des conseillers d'IG Gestion de patrimoine est calculée à partir des nouveaux actifs versés dans les comptes des clients d'IG Gestion de patrimoine (sous réserve des exigences en matière d'admissibilité). Tous les versements de rémunération fondée sur les ventes sont inscrits à l'actif et amortis, car ils reflètent les coûts marginaux visant à obtenir un contrat auprès de clients.

La rémunération fondée sur les ventes versée fluctue en fonction du volume des nouveaux actifs versés dans les comptes d'IG Gestion de patrimoine. La rémunération fondée sur les ventes versée à la vente de produits de placement est inscrite à l'actif et amortie sur sa durée d'utilité estimée lorsque la Société perçoit des honoraires directement auprès du client. Toute autre rémunération fondée sur les ventes versée à la vente de produits de placement est passée en charges à mesure qu'elle est engagée.

La rémunération fondée sur les ventes s'est établie à 12,1 M\$ pour le premier trimestre de 2021, soit une hausse de 4,4 M\$

TABLEAU 13 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – IG GESTION DE PATRIMOINE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	40,6 \$	44,1 \$	47,9 \$	(7,9) %	(15,2) %
Charges d'intérêts	31,2	33,5	39,8	(6,9)	(21,6)
Produits d'intérêts nets	9,4	10,6	8,1	(11,3)	16,0
Profit sur ventes ¹	2,3	3,7	1,8	(37,8)	27,8
Ajustements de la juste valeur	(0,9)	(1,0)	(2,7)	10,0	66,7
Autres	1,3	1,8	2,5	(27,8)	(48,0)
	12,1 \$	15,1 \$	9,7 \$	(19,9) %	24,7 %
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Titrisations	5 795 \$	6 126 \$	6 729 \$	(5,4) %	(13,9) %
Autres	2 583	2 670	2 772	(3,3)	(6,8)
	8 378 \$	8 796 \$	9 501 \$	(4,8) %	(11,8) %
Ventes de prêts hypothécaires aux parties suivantes² :					
Titrisations	367 \$	434 \$	248 \$	(15,4) %	48,0 %
Autres ¹	234	246	226	(4,9)	3,5
	601 \$	680 \$	474 \$	(11,6) %	26,8 %

1. Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, ainsi que les profits réalisés sur ces ventes.

2. Représentent les montants en principal vendus.

par rapport à 7,7 M\$ en 2020. L'augmentation de la charge s'explique par le fait que des commissions fondées sur les ventes additionnelles ont été inscrites à l'actif et amorties tout au long de 2020 et de 2021.

Les autres charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 50,9 M\$ au premier trimestre de 2021, comparativement à 50,7 M\$ en 2020.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts engagés pour soutenir notre fonction de gestion de patrimoine et nos autres fonctions générales et administratives, comme la gestion des produits, la technologie et les activités, ainsi que d'autres unités d'exploitation fonctionnelles, et d'autres charges de la Société. Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont établies à 109,9 M\$ pour le premier trimestre de 2021, comparativement à 107,7 M\$ en 2020, soit une hausse de 2,2 M\$, ou 2,0 %.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont établies à 41,4 M\$ pour le premier trimestre de 2021, comparativement à 36,6 M\$ en 2020, soit une hausse de 4,8 M\$, ou 13,1 %. L'augmentation est principalement attribuable à l'accroissement de l'actif géré.

CHARGES D'INTÉRÊTS

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 22,1 M\$ au premier trimestre de 2021, soit le même montant qu'au premier trimestre de 2020. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction d'une affectation de la dette à long terme à IG Gestion de patrimoine d'un montant de 1,7 G\$.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2020

PRODUITS TIRÉS DES HONORAIRES

Les produits tirés des honoraires de conseil ont augmenté de 5,8 M\$, ou 2,2 %, au premier trimestre de 2021 par rapport au quatrième trimestre de 2020, pour s'établir à 271,3 M\$. L'augmentation des honoraires de conseil au premier trimestre était principalement attribuable à la hausse de l'actif sous services-conseils moyen de 5,2 % pour le trimestre, comme l'illustre le tableau 9. Le taux moyen des honoraires de conseil au premier trimestre s'est établi à 104,3 points de base de l'actif géré moyen, comparativement à 105,3 points de base au quatrième trimestre de 2020.

Les honoraires liés aux produits et aux programmes se sont établis à 210,9 M\$ au premier trimestre de 2021, soit une augmentation de 5,1 M\$, comparativement à 205,8 M\$ au quatrième trimestre de 2020. L'augmentation des honoraires liés aux produits et aux programmes était attribuable à une hausse de l'actif géré. Le taux moyen des honoraires liés aux produits et aux programmes s'élevait à 85,9 points de base, tout comme au trimestre précédent.

Les autres produits tirés de la planification financière, qui se sont chiffrés à 41,5 M\$ au premier trimestre de 2021, ont diminué de 3,8 M\$ par rapport à 45,3 M\$ au quatrième trimestre, principalement en raison d'une diminution du bénéfice lié aux activités bancaires hypothécaires, comme l'illustre le tableau 13.

PRODUITS TIRÉS DES PLACEMENTS NETS ET AUTRES PRODUITS

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 1,4 M\$ au premier trimestre de 2021, comparativement à 0,8 M\$ au trimestre précédent, ce qui représente une hausse de 0,6 M\$.

CHARGES

Pour le trimestre considéré, les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont chiffrées à 204,5 M\$, comparativement à 197,0 M\$ au trimestre précédent, en raison essentiellement de l'augmentation de la rémunération fondée sur l'actif.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien se sont chiffrées à 109,9 M\$ au premier trimestre de 2021, comparativement à 101,8 M\$ au trimestre précédent, en hausse de 8,1 M\$, ou 8,0 %, en raison du caractère saisonnier des charges.

INVESTMENT PLANNING COUNSEL

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2020

Le bénéfice net ajusté lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 0,6 M\$ au premier trimestre de 2021 par rapport au premier trimestre de 2020.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2020

Le bénéfice net ajusté lié à Investment Planning Counsel a diminué de 0,1 M\$ au premier trimestre de 2021 par rapport au trimestre précédent.

Gestion d'actifs

Le secteur Gestion d'actifs comprend les activités de Placements Mackenzie.

Les produits du secteur Gestion d'actifs comprennent ce qui suit :

- Les **honoraires de gestion d'actifs** qui comprennent les honoraires provenant de nos fonds communs de placement, du secteur Gestion de patrimoine, et de tierces parties en ce qui concerne les services de gestion de placement. Le secteur Gestion de patrimoine est considéré comme un client du secteur Gestion d'actifs et les prix de transfert sont établis en fonction des frais engagés pour des mandats de gestion d'actifs d'importance similaire.

- Les **honoraires de gestion d'actifs – produits nets** qui viennent contrebalancer les honoraires de gestion par les charges de la rémunération versées aux courtiers.

L'actif géré pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans l'actif géré du secteur Gestion d'actifs.

À compter du premier trimestre de 2021, les résultats de chaque secteur se reflètent maintenant dans le bénéfice net ajusté. La dette et les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de l'évaluation faite par la direction : i) de la capacité à assurer le service de la dette; et ii) des secteurs où le service de la dette est assuré. L'impôt sur le résultat est également présenté dans chaque secteur.

Revue des activités

Placements Mackenzie est un fournisseur de solutions de gestion d'actifs diversifiées qui a été fondé en 1967. Nous offrons des services de gestion de placements et des services connexes dans le cadre d'une vaste gamme de mandats d'investissement au moyen d'une structure de boutiques de placement et nous utilisons une multitude de canaux de distribution. Nous sommes déterminés à fournir à nos clients des rendements élevés de placements grâce à une expérience de plus de 50 ans dans le secteur de la gestion de placements.

Mackenzie tire des honoraires de gestion d'actifs principalement des éléments suivants :

- Les honoraires de gestion tirés de ses fonds d'investissement, des comptes gérés à titre de sous-conseiller et de la clientèle institutionnelle.
- Les honoraires tirés de ses fonds communs de placement pour les services administratifs.
- Les frais de rachat sur les parts comportant des frais d'acquisition différés et des frais d'acquisition modérés.

La plus grande partie des produits de Mackenzie provient des honoraires de gestion. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe, et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle.

FAITS NOUVEAUX EN 2020

LA COVID-19 ET LA COMMUNICATION

Dans le contexte de la COVID-19 et des répercussions qui en découlent pour les marchés des capitaux mondiaux, nous avons accru considérablement le nombre de nos communications pour soutenir les conseillers financiers indépendants et nos clients institutionnels. Nous nous employons à leur fournir des mises à jour sur l'économie et sur les marchés boursiers, des analyses continuellement actualisées, et un accès aux gestionnaires de placements afin de garantir qu'ils disposent des outils et des ressources nécessaires pour soutenir leurs clients. Notre approche s'articulant autour de multiples boutiques de placement fait en sorte que les investisseurs pourront trouver la solution adéquate, peu importe la conjoncture du marché.

ACQUISITIONS

GLC Groupe de gestion d'actifs Ltée (« GLC »)

Le 31 décembre 2020, Mackenzie a acquis GLC, une société canadienne de gestion de placements dont l'actif géré s'élève à 37 G\$, auprès de la Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »).

Par ailleurs, la filiale de Lifeco, La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la « Canada Vie »), a acquis des contrats de gestion de fonds relatifs à la marque privée de la Gamme de fonds Quadrus. Mackenzie était auparavant gestionnaire et fiduciaire de la Gamme de fonds Quadrus. À la suite de la vente, Mackenzie continue d'offrir des services administratifs et d'investissement à la Gamme de fonds Quadrus.

Les avantages que Mackenzie retire de l'entente comprennent les suivants :

- L'ajout net de 30,1 G\$ à l'actif géré, ce qui fait de Mackenzie l'un des plus importants gestionnaires d'actifs au Canada.
- L'élargissement du réseau de distribution de Mackenzie en lui permettant d'accéder à la branche de l'épargne-retraite collective en plein essor et de faire partie des trois plus importants fournisseurs au Canada de solutions d'investissement destinées aux régimes à cotisations déterminées et à d'autres instruments d'épargne-retraite collectifs.
- L'augmentation des capacités d'investissement de Mackenzie par l'ajout d'une nouvelle boutique de placement en actions canadiennes.

L'acquisition comprend également une entente de distribution avec la Canada Vie, faisant de Mackenzie le conseiller en placements primordial pour ses produits individuels et collectifs, tout en améliorant les capacités et la compétitivité de la Canada Vie.

Greenchip Financial Corporation (« Greenchip »)

Le 22 décembre 2020, Mackenzie a acquis Greenchip, une société canadienne de premier ordre qui se consacre exclusivement à l'investissement à thème environnemental depuis 2007. Par suite de cette acquisition, l'actif géré a augmenté de 618 M\$, dont une tranche de 435 M\$ se rapportait à des mandats de sous-conseiller du Fonds d'actions mondiales de l'environnement Mackenzie. Mackenzie s'est imposée comme un chef de file pour ce qui est d'offrir aux Canadiens des placements durables, par le biais d'une gamme évolutive de fonds axés sur le leadership environnemental, la diversité de genre et la durabilité. L'acquisition de Greenchip est une évolution naturelle qui reflète le succès de la relation de sous-conseil de Greenchip avec le Fonds d'actions mondiales pour l'environnement Mackenzie.

STRATÉGIE DE GESTION D'ACTIFS

Mackenzie a pour objectif de devenir le fournisseur de solutions de gestion mondiale d'actifs et le partenaire commercial préféré au Canada.

La vision de Mackenzie est la suivante : nous nous engageons à assurer le succès financier des investisseurs, selon leur point de vue, ce qui a une incidence sur nos priorités stratégiques et assure la croissance future des activités. Notre mandat stratégique comporte deux volets : devenir le leader dans le secteur de détail au Canada et tisser des relations stratégiques significatives. Nous comptons réaliser ce mandat en attirant les meilleurs éléments du secteur de l'investissement, en répondant aux besoins changeants des conseillers financiers et des investisseurs au moyen de solutions uniques et novatrices, et en continuant d'offrir une qualité de niveau institutionnel dans tout ce que nous entreprenons.

Pour soutenir cette vision et ce mandat stratégique, nos employés s'efforcent de faire ce qui suit :

- Fournir un rendement ajusté en fonction du risque concurrentiel et constant
- Offrir des solutions de placement novatrices et de haute qualité
- Accélérer la distribution
- Promouvoir un leadership de marque
- Encourager l'excellence opérationnelle et la rigueur
- Favoriser une culture axée sur la performance et la diversité

Mackenzie cherche à maximiser le rendement des investissements de l'entreprise en concentrant ses ressources dans des secteurs qui ont une incidence directe sur la réussite de son mandat stratégique : la gestion de placements, la distribution et l'expérience client.

Nos services de gestion des placements sont offerts au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes spécialisées internes ayant chacune leur propre orientation et approche en matière de placement. Nos équipes de recherche et de gestion de portefeuille sont situées à Toronto, à Montréal, à Winnipeg, à Boston, à Dublin et à Hong Kong. Outre nos propres équipes de placement, nous nous adjoignons les services de partenaires stratégiques (sous-conseillers externes) pour compléter nos capacités en matière de placement dans des secteurs précis. Notre vaste éventail de capacités et de produits de placement en évolution constante constitue notre principale force afin de répondre aux besoins financiers changeants des investisseurs.

Nos affaires reposent sur trois canaux de distribution clés : le réseau de détail, les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Mackenzie distribue principalement ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Nos équipes de vente travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. Notre gamme de solutions de placement novatrice et exhaustive couvre toutes les catégories d'actifs et régions du globe. Nous offrons une gamme de solutions de placement et de produits pertinents conçue pour aider les conseillers à répondre aux besoins en constante évolution de leurs clients. Nous lançons régulièrement de nouveaux fonds et nous pouvons fusionner ou rationaliser notre gamme de fonds pour offrir des solutions de placement améliorées.

En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Grâce à ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de placement et fournit des services de sous-conseiller pour des programmes de placement de tierces parties ou de parties liées offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement.

Les alliances stratégiques avec des parties liées comprennent la prestation de services-conseils aux filiales d'IG Gestion de patrimoine, d'Investment Planning Counsel et de Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »). Au cours du deuxième trimestre de 2020, Mackenzie s'est associée à Wealhsimple pour lancer deux FNB socialement responsables. Dans le cadre de ses alliances stratégiques, Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement.

Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Nous attirons une nouvelle clientèle institutionnelle dans le cadre de nos relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite.

Les activités de ventes brutes et de rachats dans les comptes de la clientèle institutionnelle et des alliances stratégiques peuvent être plus importantes que celles dans le canal de détail, compte tenu de l'importance relative et de la nature de la relation de distribution liée à ces comptes. Ces comptes font également l'objet d'évaluations continues et d'activités de rééquilibrage qui peuvent entraîner des variations importantes des niveaux de l'actif géré.

Mackenzie continue de jouir d'une position enviable en vue de poursuivre le renforcement de ses relations de distribution. Pour ce faire, nous pouvons compter sur notre équipe de professionnels en placements chevronnés, à la force de notre réseau de distribution, à notre vaste gamme de produits, à nos produits offerts à des tarifs concurrentiels et à l'importance que nous accordons à l'expérience client et à l'excellence de nos placements.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire des variations du total de l'actif géré est présenté au tableau 14, et un sommaire des variations de l'actif géré des fonds d'investissement est présenté au tableau 15.

L'actif géré pour le secteur Gestion de patrimoine est compris dans le total de l'actif géré. Avant le troisième trimestre de 2020, l'actif géré par Mackenzie pour IG Gestion de patrimoine était exclu du secteur à présenter de Mackenzie. Les chiffres des périodes comparatives ont été retraités rétroactivement.

Au 31 mars 2021, le total de l'actif géré de Mackenzie se chiffrait à 191,6 G\$, un sommet inégalé, et une hausse de 53,3 %, comparativement à 125,0 G\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation de l'actif géré tient compte de l'incidence du montant de 30,3 G\$ lié aux acquisitions d'entreprises nettes de GLC et de Greenchip au quatrième trimestre. Le total de l'actif géré de Mackenzie (excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine) s'est établi à 115,5 G\$, un sommet inégalé, et une hausse de 89,7 %, comparativement à 60,9 G\$ pour l'exercice précédent. La

variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par les rendements des placements générés pour ses clients et les entrées de fonds nettes provenant de ses clients.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2020

Au 31 mars 2021, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 191,6 G\$, en hausse de 53,3 %, comparativement à 125,0 G\$. L'augmentation de l'actif géré comprenait les acquisitions d'entreprises nettes de 30,3 G\$ dont il est fait mention précédemment. Le total de l'actif géré de Mackenzie, compte non tenu des acquisitions nettes de 30,3 G\$ liées aux acquisitions d'entreprises nettes susmentionnées, a augmenté de 29,0 % par rapport au 31 mars 2020. L'actif géré, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine, se chiffrait à 115,5 G\$, soit une hausse de 89,7 %, par rapport à 60,9 G\$ au 31 mars 2020.

Au 31 mars 2021, l'actif géré des fonds d'investissement s'élevait à 62,3 G\$, comparativement à 56,6 G\$ au 31 mars 2020, soit une hausse de 10,0 %. L'augmentation nette comprenait la diminution de 13,2 G\$ de l'actif géré net à la suite de la vente de contrats de gestion de fonds communs de placement dans le cadre du dessaisissement de la Gamme de fonds Quadrus et de l'acquisition de Greenchip dont il est fait mention précédemment. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie de 58,1 G\$ a augmenté de 7,1 %, comparativement à 54,3 G\$ au 31 mars 2020. L'actif des FNB de Mackenzie, compte non tenu des FNB détenus dans les produits gérés d'IGM, se chiffrait à 4,2 G\$ au 31 mars 2021, soit une hausse de 78,8 %, par rapport à 2,3 G\$ au 31 mars 2020. L'actif des FNB, y compris les produits gérés d'IGM, s'est établi à 9,5 G\$ au 31 mars 2021, comparativement à 5,3 G\$ au 31 mars 2020.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 4,5 G\$, soit un sommet inégalé et une hausse de 23,4 %, comparativement à 3,7 G\$ en 2020. Au cours du trimestre considéré, les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 3,1 G\$, soit une baisse de 7,6 % par rapport à l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds communs de placement pour le trimestre clos le 31 mars 2021 se sont établies à 1,5 G\$, comparativement à des ventes nettes de 355 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2021, les créations nettes de parts de FNB se sont établies à 405 M\$, comparativement à 82 M\$ pour l'exercice précédent. Les ventes nettes de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 1,9 G\$, comparativement à des ventes nettes de 437 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de 1,2 G\$ de l'actif des fonds d'investissement, comparativement à une diminution de 7,0 G\$ pour l'exercice précédent.

TABLEAU 14 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – GESTION D'ACTIFS¹

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Actif géré excluant les comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine					
Ventes nettes (rachats nets)					
Fonds communs de placement ¹	1 461 \$	1 376 \$	355 \$	6,2 %	n.s. %
Créations nettes de parts de FNB	405	372	82	8,9	n.s.
Fonds d'investissement ²	1 866	1 748	437	6,8	n.s.
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	(414)	(75)	(86)	n.s.	n.s.
Total des ventes nettes (rachats nets)	1 452	1 673	351	(13,2)	n.s.
Variation attribuable à GLC ³	–	30 300	–	(100,0)	–
Rendements des placements	3 134	4 365	(7 710)	(28,2)	n.s.
Variation de l'actif, montant net	4 586	36 338	(7 359)	(87,4)	n.s.
Actif au début	110 938	74 600	68 257	48,7	62,5
Actif à la fin	115 524 \$	110 938 \$	60 898 \$	4,1 %	89,7 %
Actif géré consolidé					
Fonds communs de placement	58 137 \$	55 462 \$	54 288 \$	4,8 %	7,1 %
FNB	4 174	3 788	2 335	10,2	78,8
Fonds d'investissement ²	62 311	59 250	56 623	5,2	10,0
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes	53 213	51 688	4 275	3,0	n.s.
	115 524	110 938	60 898	4,1	89,7
Comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	76 041	74 210	64 068	2,5	18,7
Actif géré consolidé	191 565 \$	185 148 \$	124 966 \$	3,5 %	53,3 %
Total de l'actif moyen⁴					
À l'exclusion des comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine	112 718 \$	77 186 \$	67 136 \$	46,0 %	67,9 %
Données consolidées	187 213	149 491	137 464	25,2	36,2

1. Fonds communs de placement – Des clients institutionnels, dont les produits de placement comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont apporté des changements à la répartition des fonds :

– Au premier trimestre de 2021, cela a donné lieu à des ventes de 367 M\$, à des rachats de 778 M\$ et à des rachats nets de 411 M\$.

– Au quatrième trimestre de 2020, cela a donné lieu à des ventes de 625 M\$, à des rachats de 593 M\$ et à des ventes nettes de 32 M\$.

– Au premier trimestre de 2020, cela a donné lieu à des ventes de 373 M\$, à des rachats de 192 M\$ et à des ventes nettes de 181 M\$.

2. Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement d'IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.

3. Des contrats de gestion de fonds relatifs à la marque privée de la Gamme de fonds Quadrus ont été vendus pour 13,4 G\$ à Great-West Lifeco Inc. Un actif géré des fonds communs de placement de 183 M\$ a été acquis relativement à l'acquisition de la Greenchip Financial Corporation. Des comptes de la clientèle institutionnelle de 43,5 G\$ ont été acquis dans le cadre de la transaction avec Great-West Lifeco Inc.

4. En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds d'investissement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, des comptes de la clientèle institutionnelle et des autres comptes.

Au cours du premier trimestre de 2021, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 367 M\$, des rachats de 778 M\$ et des rachats nets de 411 M\$. Au cours du premier trimestre de 2020, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs

de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 373 M\$, des rachats de 192 M\$ et des ventes nettes de 181 M\$. Compte non tenu de ces transactions en 2021 et en 2020, les ventes brutes de fonds communs de placement ont augmenté de 26,3 % au cours du trimestre clos le 31 mars 2021 par rapport à l'exercice précédent, les rachats de fonds communs de placement ont diminué de 26,9 % et les ventes nettes de fonds communs de placement

TABLEAU 15 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS D'INVESTISSEMENT – GESTION D'ACTIFS¹

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Ventes	4 512 \$	4 501 \$	3 656 \$	0,2 %	23,4 %
Rachats	3 051	3 125	3 301	(2,4)	(7,6)
Ventes nettes (rachats nets) de fonds communs de placement ²	1 461	1 376	355	6,2	n.s.
Créations nettes de parts de FNB	405	372	82	8,9	n.s.
Ventes nettes (rachats nets) de fonds d'investissement³	1 866	1 748	437	6,8	n.s.
Variation attribuable au dessaisissement de la Gamme de fonds Quadrus et à l'acquisition de Greenchip ⁴	–	(13 216)	–	100,0	–
Rendements des placements	1 195	3 789	(7 025)	(68,5)	n.s.
Variation de l'actif, montant net	3 061	(7 679)	(6 588)	n.s.	n.s.
Actif au début	59 250	66 929	63 211	(11,5)	(6,3)
Actif à la fin	62 311 \$	59 250 \$	56 623 \$	5,2 %	10,0 %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	58 137 \$	55 462 \$	54 288 \$	4,8 %	7,1 %
FNB	4 174	3 788	2 335	10,2	78,8
Fonds d'investissement	62 311 \$	59 250 \$	56 623 \$	5,2 %	10,0 %
Moyenne quotidienne de l'actif des fonds d'investissement	60 647 \$	69 343 \$	62 362 \$	(12,5) %	(2,8) %

- Les investissements dans les fonds communs de placement et dans les FNB de Mackenzie par les fonds d'investissement d'IGM sont exclus de l'actif géré et des ventes nettes des fonds d'investissement.
- Fonds communs de placement – Des clients institutionnels, dont les produits de placement comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont apporté des changements à la répartition des fonds :
 - Au premier trimestre de 2021, cela a donné lieu à des ventes de 367 M\$, à des rachats de 778 M\$ et à des rachats nets de 411 M\$.
 - Au quatrième trimestre de 2020, cela a donné lieu à des ventes de 625 M\$, à des rachats de 593 M\$ et à des ventes nettes de 32 M\$.
 - Au premier trimestre de 2020, cela a donné lieu à des ventes de 373 M\$, à des rachats de 192 M\$ et à des ventes nettes de 181 M\$.
- Le total des ventes nettes et de l'actif géré des fonds d'investissement exclut les investissements des fonds communs de placement de Mackenzie dans les FNB.
- Des contrats de gestion de fonds relatifs à la marque privée de la Gamme de fonds Quadrus ont été vendus pour 13,4 G\$ à Great-West Lifeco Inc. Un actif géré des fonds communs de placement de 183 M\$ a été acquis relativement à l'acquisition de la Greenchip Financial Corporation.

se sont chiffrées à 1,9 G\$ en 2020, comparativement à des ventes nettes de fonds communs de placement de 174 M\$ pour l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, les ventes nettes, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine, ont totalisé 1,5 G\$, comparativement à des ventes nettes de 351 M\$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des transactions dont il est fait mention précédemment, les ventes nettes se sont établies à 1,9 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à des ventes nettes de 170 M\$ pour l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, les rendements des placements ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 3,1 G\$, comparativement à une diminution de 7,7 G\$ pour l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, les rachats de fonds communs de placement à long terme se sont chiffrés à 3,0 G\$, comparativement à 3,2 G\$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties, les rachats de fonds communs de placement à long

terme se sont élevés à 2,2 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à 3,0 G\$ pour l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de 2021, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 20,6 %, comparativement à 22,0 % pour le premier trimestre de 2020. Pour le premier trimestre de 2021, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme, compte non tenu des transactions de rééquilibrage, était de 15,2 %, comparativement à 20,6 % pour le premier trimestre de 2020. Au 31 mars 2021, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme s'établissait à 16,5 %, comparativement à 17,0 % pour l'exercice précédent. Compte non tenu des transactions de rééquilibrage, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 14,2 % au 31 mars 2021, comparativement à 16,4 % au 31 mars 2020. Le taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds communs de placement à long terme pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 14,6 % au 31 mars 2021. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux

de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'achat, l'actif à frais d'acquisition différés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition différés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition différés et l'actif à frais modérés et comportant des frais de rachat.

Au 31 mars 2021, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 76,0 G\$, soit 71,7 % du total de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 64,1 G\$, soit 74,0 % du total de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine au 31 mars 2020.

VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2020

Au 31 mars 2021, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 191,6 G\$, en hausse de 3,5 %, comparativement à 185,1 G\$ au 31 décembre 2020. L'actif géré, compte non tenu des comptes gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine, s'élevait à 115,5 G\$, en hausse de 4,1 %, par rapport à 110,9 G\$ au 31 décembre 2020.

L'actif géré des fonds d'investissement de Mackenzie se chiffrait à 62,3 G\$ au 31 mars 2021, soit une hausse de 5,2 %, comparativement à 59,3 G\$ au 31 décembre 2020. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 58,1 G\$ au 31 mars 2021, soit une hausse de 4,8 %, comparativement à 55,5 G\$ au 31 décembre 2020. L'actif des FNB de Mackenzie se chiffrait à 4,2 G\$ au 31 mars 2021, comparativement à 3,8 G\$ au 31 décembre 2020. L'actif des FNB, y compris les produits gérés d'IGM, s'est établi à 9,5 G\$ au 31 mars 2021, comparativement à 8,5 G\$ au 31 décembre 2020.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, les ventes brutes de fonds communs de placement de Mackenzie se sont chiffrées à 4,5 G\$, soit une hausse de 0,2 % par rapport au quatrième trimestre de 2020. Les rachats de fonds communs de placement se sont chiffrés à 3,1 G\$, soit une baisse de 2,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2020. Les ventes nettes de fonds communs de placement de Mackenzie pour le trimestre considéré se sont établies à 1,5 G\$, comparativement à des ventes nettes de 1,4 G\$ pour le trimestre précédent.

Au cours du trimestre considéré, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels ont engendré des ventes brutes de 367 M\$, des rachats de 778 M\$ et des rachats nets de 411 M\$. Au cours du quatrième trimestre de 2020, des changements à la répartition des fonds de certains programmes de tierces parties, qui comprennent des fonds communs de placement de Mackenzie, ont été effectués, lesquels

ont engendré des ventes brutes de 625 M\$, des rachats de 593 M\$ et des ventes nettes de 32 M\$. Compte non tenu de ces changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties au premier trimestre de 2021 et au quatrième trimestre de 2020, les ventes brutes de fonds communs de placement ont augmenté de 6,9 % et les rachats ont diminué de 10,2 %, tandis que les ventes nettes de fonds communs de placement se sont établies à 1,9 G\$ au cours du trimestre considéré par rapport à 1,3 M\$ au trimestre précédent.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 3,0 G\$, soit le même montant qu'au quatrième trimestre de 2020. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme était de 20,6 % pour le trimestre considéré, comparativement à 18,2 % pour le quatrième trimestre. Pour le premier trimestre de 2021, le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds communs de placement à long terme, compte non tenu des transactions de rééquilibrage, était de 15,2 %, comparativement à 14,5 % pour le quatrième trimestre de 2020. Compte non tenu des changements apportés à la répartition des fonds communs de placement de certains programmes de tierces parties, les rachats de fonds communs de placement à long terme se sont élevés à 2,2 G\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à 2,4 G\$ pour le quatrième trimestre de 2020. Les ventes nettes de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établies à 1,4 G\$, comparativement à des ventes nettes de 1,3 G\$ pour le trimestre précédent.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2021, les créations nettes de parts de FNB de Mackenzie se sont établies à 405 M\$, comparativement à 372 M\$ au quatrième trimestre.

Les ventes nettes de fonds d'investissement au cours du trimestre considéré se sont élevées à 1,9 G\$, comparativement à des ventes nettes de 1,7 G\$ au quatrième trimestre.

Au 31 mars 2021, les comptes de Mackenzie gérés à titre de sous-conseiller du secteur Gestion de patrimoine s'élevaient à 76,0 G\$, soit 71,7 % du total de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine, comparativement à 74,2 G\$, soit 72,0 % du total de l'actif géré du secteur Gestion de patrimoine au 31 décembre 2020.

GESTION DE PLACEMENTS

Au 31 mars 2021, l'actif géré de Mackenzie s'établissait à 191,6 G\$, incluant des mandats de sous-conseiller exécutés pour le secteur Gestion de patrimoine d'un montant de 76,0 G\$. Mackenzie dispose d'équipes situées à Toronto, à Montréal, à Winnipeg, à Boston, à Dublin et à Hong Kong.

Nous continuons d'offrir nos produits de placement au moyen d'une structure de boutiques de placement, qui sont des équipes

spécialisées internes ayant chacune leurs propres orientations et approche en matière de placement. Cette approche favorise la diversification des styles et des idées, et met à la portée de Mackenzie une vaste gamme de talents. La surveillance est assurée au moyen d'un processus employé pour toutes les équipes et dont l'objectif est de favoriser des rendements supérieurs ajustés en fonction du risque au fil du temps. Ce processus de surveillance s'articule autour de trois axes : i) déterminer l'avantage relativement à la performance de chacune des équipes et encourager celles-ci à conserver cet avantage, ii) encourager les pratiques exemplaires dans le cadre de l'élaboration de portefeuilles et iii) mettre l'accent sur la gestion des risques.

Notre équipe de placement se répartit actuellement en 17 boutiques spécialisées, lesquelles comprennent les ajouts récents suivants au quatrième trimestre de 2020 et les boutiques que nous venons de former et qui sont décrites ci-dessous :

- Ajout d'une nouvelle boutique en actions canadiennes à la suite de l'acquisition de GLC le 31 décembre 2020.
- Ajout d'une nouvelle boutique Greenchip à la suite de l'acquisition de Greenchip Financial Corp. le 22 décembre 2020.
- Lancement de notre nouvelle boutique axée sur l'investissement durable en avril 2021 dont les investissements seront exclusivement effectués dans des sociétés qui font preuve de leadership en ce qui a trait à leur comportement et à leurs pratiques en matière d'enjeux environnementaux, sociaux et relatifs à la gouvernance (« ESG »).

La participation de Northleaf accroît notre capacité à offrir à nos clients des solutions de placement en matière d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privés et d'infrastructures à l'échelle mondiale.

Outre ses propres équipes de placement, Mackenzie s'adjoit les services de sous-conseillers externes et de fournisseurs d'indices à bêta stratégique pour compléter ses capacités en matière de placement dans des secteurs précis. Ils comprennent Putnam Investments Inc., TOBAM, China AMC, Impax Asset Management LLC et Rockefeller Capital Management.

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 mars 2021, 22,2 %, 57,3 % et 60,0 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la notation attribuée par le service de notation de fonds Morningstar¹. Au 31 mars 2021, 84,5 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie évalués par Morningstar¹ étaient notés trois étoiles ou plus, et 48,8 % étaient notés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar¹, les proportions étaient de 84,8 % pour les fonds notés trois étoiles ou plus et de 51,7 % pour les fonds notés quatre et cinq étoiles au 31 mars 2021. Ces notations ne tiennent pas compte de la Gamme de fonds Quadrus¹.

PRODUITS

Mackenzie continue d'élargir sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients. En 2021, Mackenzie a lancé un certain nombre de nouveaux produits afin de renforcer sa gamme de produits.

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Mackenzie gère sa gamme de produits en procédant au lancement de nouveaux fonds et à la fusion d'autres fonds afin de rationaliser son offre de fonds pour les conseillers et les investisseurs.

En avril 2021, Mackenzie a élargi sa sélection de solutions durables en lançant deux nouveaux fonds communs de placement :

- Fonds mondial équilibré Mackenzie Greenchip
- Fonds mondial d'obligations durables Mackenzie

Le Fonds mondial équilibré Mackenzie Greenchip est le premier fonds à thématique environnementale du Canada destiné aux investisseurs de détail. Il se concentre principalement sur l'investissement dans l'économie environnementale et est géré par une combinaison unique de deux équipes de placement. Le volet actions est géré par la boutique Mackenzie Greenchip, une équipe de gestion de placements canadienne de premier plan qui se consacre exclusivement aux placements centrés sur des thèmes environnementaux. Ce volet du Fonds investira généralement dans des sociétés à moyenne et à grande capitalisation boursière axées sur le développement de produits et services qui soutiennent directement divers secteurs environnementaux. Le volet des titres à revenu fixe est géré par l'équipe des placements à revenu fixe Mackenzie, un pionnier de l'investissement durable doté d'un processus exclusif éprouvé. La partie en obligations du Fonds sera principalement constituée d'obligations et d'autres titres de créance dits verts servant à financer des solutions environnementales et durables.

Le Fonds mondial d'obligations durables Mackenzie permet de satisfaire la demande des investisseurs pour des titres à revenu fixe durables. Le Fonds vise à offrir une croissance du capital modérée en investissant principalement dans des titres à revenu fixe d'émetteurs de toutes les régions géographiques. Il s'agit de l'un des rares produits à revenu fixe durables actuellement offerts au Canada.

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

L'ajout de fonds négociés en bourse (« FNB ») est venu compléter la gamme riche et novatrice de fonds de Mackenzie et reflète sa vision centrée sur les investisseurs, ainsi que son engagement à fournir aux conseillers et aux investisseurs de nouvelles solutions pour procurer à ces derniers des résultats leur permettant d'atteindre leurs objectifs personnels. Ces FNB proposent aux investisseurs une autre option de placement qu'ils peuvent utiliser pour construire des portefeuilles diversifiés à long terme.

Au cours du deuxième trimestre de 2021, Mackenzie procédera au lancement du FINB d'actions mondiales charia Wealthsimple qui viendra diversifier davantage nos offres en matière de FNB.

La gamme actuelle de Mackenzie comprend 41 FNB : 22 FNB actifs et à bêta stratégique et 19 FNB indiciaires traditionnels.

À la fin du trimestre, l'actif géré des FNB s'établissait à 9,5 G\$, ce qui comprend des investissements de 5,4 G\$ des produits gérés d'IGM.

FONDS ALTERNATIFS

Au premier trimestre de 2021, Mackenzie a lancé le Fonds de crédit privé Mackenzie Northleaf. Ce fonds est géré par l'équipe des placements à revenu fixe Mackenzie, en partenariat avec Northleaf Capital Partners (« Northleaf »). Il vise à investir la majorité de ses capitaux dans le programme de prêts privés garantis de premier rang destiné aux investisseurs institutionnels de Northleaf. Cela permet au fonds d'offrir aux investisseurs de détail qualifiés la possibilité de réaliser un revenu plus élevé conjugué à une protection accrue des prêteurs, comparativement aux placements dans les marchés publics de titres d'emprunt.

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le secteur Gestion d'actifs comprend les produits gagnés dans le cadre des mandats de services-conseils exécutés pour le secteur Gestion de patrimoine et les investissements du secteur Gestion de patrimoine dans les fonds communs de placement et les FNB de Mackenzie.

Le bénéfice net ajusté du secteur Gestion d'actifs est présenté dans le tableau 16. Le bénéfice net ajusté pour le premier trimestre de 2021 s'est chiffré à 48,0 M\$, soit une hausse de 48,6 % par rapport au premier trimestre de 2020, et une hausse de 17,9 % par rapport au trimestre précédent.

Le bénéfice ajusté avant intérêts et impôt pour le premier trimestre de 2021 s'est chiffré à 70,3 M\$, soit une hausse de 43,5 % par rapport au premier trimestre de 2020, et de 17,0 % par rapport au trimestre précédent.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2020

PRODUITS

Les honoraires de gestion d'actifs sont classés soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties, soit au poste Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine.

- Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties comprennent ce qui suit :
 - Les honoraires de gestion d'actifs – tierces parties comprennent les honoraires de gestion et les honoraires d'administration tirés de nos fonds d'investissement et des honoraires de gestion provenant de nos comptes

TABLEAU 16 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – GESTIONS D'ACTIFS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Produits					
Gestion d'actifs					
Honoraires de gestion d'actifs – tierces parties	231,9 \$	215,1 \$	197,1 \$	7,8 %	17,7 %
Frais de rachat	1,1	1,2	1,5	(8,3)	(26,7)
	233,0	216,3	198,6	7,7	17,3
Charges de rémunération des courtiers					
Rémunération fondée sur l'actif	(78,3)	(73,5)	(67,8)	6,5	15,5
Rémunération fondée sur les ventes	(7,0)	(5,1)	(7,7)	37,3	(9,1)
	(85,3)	(78,6)	(75,5)	8,5	13,0
Honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties	147,7	137,7	123,1	7,3	20,0
Honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine	26,9	25,8	25,2	4,3	6,7
Gestion d'actifs – produits nets	174,6	163,5	148,3	6,8	17,7
Produits tirés des placements nets et autres produits	1,2	1,0	(2,2)	20,0	n.s.
	175,8	164,5	146,1	6,9	20,3
Charges					
Services-conseils et croissance des affaires	20,3	28,3	19,9	(28,3)	2,0
Activités et services de soutien	83,5	74,6	74,7	11,9	11,8
Comptes gérés à titre de sous-conseiller	1,7	1,5	2,5	13,3	(32,0)
	105,5	104,4	97,1	1,1	8,7
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt	70,3	60,1	49,0	17,0	43,5
Charges d'intérêts	5,8	5,2	5,1	11,5	13,7
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	64,5	54,9	43,9	17,5	46,9
Impôt sur le résultat	16,5	14,2	11,6	16,2	42,2
Bénéfice net ajusté	48,0 \$	40,7 \$	32,3 \$	17,9 %	48,6 %

gérés à titre de sous-conseiller, comptes de la clientèle institutionnelle et autres comptes. La plus grande partie des honoraires provient des honoraires de gestion tirés de nos fonds d'investissement. Le montant des honoraires de gestion dépend du volume et de la composition de l'actif géré. Les taux des honoraires de gestion varient en fonction des objectifs de placement et du type de compte des actifs gérés sous-jacents. Par exemple, les taux des honoraires de gestion des mandats d'actions sont plus élevés que ceux des mandats à revenu fixe et les comptes de fonds communs de placement destinés aux épargnants sont assortis de taux d'honoraires de gestion plus élevés que les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes de la clientèle institutionnelle. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie est destinée à des épargnants et vendue par l'entremise de conseillers financiers externes.

- Les frais de rachat comprennent les honoraires tirés du rachat d'actifs de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais d'acquisition différés commencent à 5,5 % la première année et diminuent progressivement pour s'établir à zéro après sept ans. Les frais de rachat pour l'actif comportant des frais modérés s'établissent entre 2,0 % et 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour atteindre zéro après deux ou trois ans, selon l'option d'achat.
- Les charges de rémunération des courtiers comprennent la rémunération fondée sur l'actif et la rémunération fondée sur les ventes. La rémunération fondée sur l'actif représente les commissions de suivi versées aux courtiers s'appliquant à certaines catégories de fonds communs de placement destinés aux épargnants et sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement. Elles varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'achat, des frais d'acquisition différés ou des frais modérés. La rémunération fondée sur les ventes est versée aux courtiers à la vente de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition différés et de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais modérés.
- Les honoraires de gestion d'actifs – Gestion de patrimoine comprennent les honoraires de sous-conseiller tirés du secteur Gestion de patrimoine.

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont établis à 147,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021, soit une hausse de 24,6 M\$, ou 20,0 %, comparativement à 123,1 M\$ pour l'exercice précédent. L'augmentation des honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties était principalement attribuable à une augmentation de 67,9 % de l'actif géré moyen, en partie contrebalancée par une diminution du taux effectif des honoraires de gestion d'actifs –

produits nets. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie au cours du trimestre clos le 31 mars 2021 s'est établi à 53,2 points de base, comparativement à 73,7 points de base pour la période correspondante de 2020.

La diminution du taux des honoraires de gestion – produits nets est principalement attribuable à l'augmentation des actifs de sous-conseiller liés à l'acquisition de GLC dont les taux effectifs sont moins élevés. Elle est aussi attribuable à d'autres facteurs comme une modification de la composition de l'actif géré, notamment l'accroissement de la proportion de produits à tarification autre que de détail. Des mandats de 2,6 G\$ remportés au cours du deuxième trimestre de 2020 relativement aux comptes gérés à titre de sous-conseiller et aux comptes de la clientèle institutionnelle ont contribué à l'augmentation des actifs autres que de détail.

Les honoraires de gestion – Gestion de patrimoine se sont établis à 26,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021, soit une hausse de 1,7 M\$, ou 6,7 %, comparativement à 25,2 M\$ pour l'exercice précédent. Cette augmentation des honoraires de gestion découle de la hausse du taux effectif des honoraires de gestion et de l'augmentation de l'actif géré moyen de 5,9 %. Le taux des honoraires de gestion de Mackenzie au cours du trimestre clos le 31 mars 2021 s'est établi à 14,7 points de base, comparativement à 14,4 points de base pour la période correspondante de 2020. L'augmentation du taux des honoraires de gestion est attribuable à une modification de la composition de l'actif géré.

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe principalement les rendements des placements liés aux placements de Mackenzie dans ses fonds exclusifs. Ces investissements sont généralement effectués lors du lancement d'un fonds et sont vendus dans le cadre des souscriptions par des tiers investisseurs. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 1,2 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à (2,2) M\$ pour l'exercice précédent.

CHARGES

Mackenzie engage des charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires qui comprennent essentiellement les activités de distribution aux intermédiaires et ces coûts varient directement en fonction du volume des actifs ou des ventes. Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires s'élevaient à 20,3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021, en hausse de 0,4 M\$, ou 2,0 %, par rapport à 19,9 M\$ en 2020.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien comprennent les coûts liés aux activités d'exploitation, y compris la technologie et les processus d'affaires, la gestion des placements et la gestion des gammes de produits à l'interne, ainsi que les fonctions de gestion d'entreprise et de soutien. Ces dépenses sont surtout attribuables à la rémunération et à la technologie, et comprennent d'autres dépenses liées aux fournisseurs de services. Les charges liées aux activités et aux

services de soutien s'élevaient à 83,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021, en hausse de 8,8 M\$, ou 11,8 %, par rapport à 74,7 M\$ en 2020.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller s'élevaient à 1,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2021, comparativement à 2,5 M\$ en 2020.

CHARGES D'INTÉRÊTS

Les charges d'intérêts, qui comprennent les charges d'intérêts affectées sur la dette à long terme et les charges d'intérêts sur les contrats de location, ont totalisé 5,8 M\$ au premier trimestre de 2021, comparativement à 5,1 M\$ au premier trimestre de 2020. Les charges d'intérêts sur la dette à long terme sont calculées en fonction d'une affectation de la dette à long terme à Mackenzie d'un montant de 0,4 G\$.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2020

PRODUITS

Les honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties se sont chiffrés à 147,7 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 10,0 M\$, ou 7,3 %, par rapport à 137,7 M\$ au quatrième trimestre de 2020. L'augmentation des honoraires de gestion d'actifs – produits nets – tierces parties était principalement attribuable à une augmentation de 46,0 % de l'actif géré moyen, contrebalancée par une diminution du taux effectif des honoraires de gestion d'actifs – produits nets. Le taux des honoraires de gestion d'actifs – produits nets de Mackenzie s'est établi à 53,2 points de base pour le trimestre

considéré, comparativement à 70,8 points de base pour le quatrième trimestre de 2020. La baisse importante du taux des honoraires de gestion – produits nets est principalement attribuable à l'augmentation des actifs des sous-conseillers découlant de l'acquisition de GLC, dont les taux effectifs sont moins élevés.

Les honoraires de gestion – Gestion de patrimoine se sont établis à 26,9 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse par rapport à 25,8 M\$ au quatrième trimestre de 2020, principalement en raison de l'augmentation de l'actif géré de 3,0 % par rapport au quatrième trimestre. Le taux des honoraires de gestion se situait à 14,7 points de base pour le trimestre considéré, comparativement à 14,3 points de base pour le quatrième trimestre.

Les produits tirés des placements nets et autres produits étaient de 1,2 M\$ pour le trimestre considéré, soit une hausse de 0,2 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2020.

CHARGES

Les charges liées aux services-conseils et à la croissance des affaires se sont établies à 20,3 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 8,0 M\$, ou 28,3 %, par rapport à 28,3 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020.

Les charges liées aux activités et aux services de soutien s'élevaient à 83,5 M\$ pour le trimestre considéré, soit une hausse de 8,9 M\$, ou 11,9 %, comparativement à 74,6 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020.

Les charges liées aux comptes gérés à titre de sous-conseiller se sont chiffrées à 1,7 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 1,5 M\$ au quatrième trimestre de 2020.

Investissements stratégiques et autres

Revue des résultats d'exploitation par secteur

Le secteur Investissements stratégiques et autres comprend les investissements dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), China Asset Management Co., Ltd. (« China AMC »), Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »), Wealthsimple Financial Corp. et Portag3 Ventures LP. Le capital non attribué est aussi compris dans ce secteur.

Le bénéfice provenant du secteur Investissements stratégiques et autres comprend la quote-part revenant à la Société du résultat de ses entreprises associées, Lifeco, China AMC et Northleaf, ainsi que les produits tirés des placements nets liés au capital non attribué.

Au troisième trimestre de 2020, la Société a vendu sa participation de 24,8 % dans Personal Capital, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. Le profit à la vente est exclu des résultats du secteur.

Les actifs détenus dans le secteur Investissements stratégiques et autres sont présentés dans le tableau 17.

Le capital non attribué représente le capital qui n'a été attribué à aucune des sociétés en exploitation et qui pourrait être utilisé à des fins d'investissement, de remboursement de la dette, de distributions aux actionnaires ou à d'autres fins générales de l'entreprise. Le capital est investi dans des instruments financiers de grande qualité et très liquides en vertu de la politique de placement de la Société.

Le bénéfice net ajusté du secteur Investissements stratégiques et autres est présenté dans le tableau 18.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU PREMIER TRIMESTRE DE 2020

La quote-part du résultat des entreprises associées a augmenté de 21,5 M\$ au premier trimestre de 2021 comparativement au premier trimestre de 2020. Ces résultats reflètent le bénéfice en capitaux propres provenant de Lifeco, de China AMC, de Northleaf et, jusqu'au troisième trimestre de 2020, de Personal Capital, ce dont il est question dans la rubrique intitulée « Situation financière consolidée » du présent rapport de gestion. L'augmentation observée au premier trimestre de 2021 découle principalement d'une hausse de 13,8 M\$ de la quote-part du résultat de Lifeco, d'une hausse de 3,6 M\$ de la quote-part du résultat de China AMC, ainsi que d'une hausse découlant de la vente de la participation de la Société dans Personal Capital au deuxième trimestre de 2020. L'augmentation est également attribuable à la quote-part du résultat de Northleaf, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, qui s'est chiffrée à 0,8 M\$ au premier trimestre de 2021. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont diminué pour s'établir à 0,2 M\$ au premier trimestre de 2021, comparativement à 1,5 M\$ en 2020.

RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2021 PAR RAPPORT À CEUX DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2020

La quote-part du résultat des entreprises associées s'est établie à 41,6 M\$ au premier trimestre de 2021, en hausse de 1,5 M\$ par rapport au quatrième trimestre de 2020. Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont établis à 0,2 M\$ pour le premier trimestre de 2021, comparativement à 1,1 M\$ au quatrième trimestre.

TABLEAU 17 : TOTAL DE L'ACTIF – INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES

(en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉCEMBRE 2020
Investissements dans des entreprises associées		
Lifeco	968,6 \$	962,4 \$
China AMC	693,7	720,3
Northleaf	249,6	248,5
	1 911,9	1 931,2
Investissements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		
Wealthsimple (investissement direct seulement)	1 409,1	511,6
Portag3 et autres investissements	114,5	81,7
	1 523,6	593,3
Capital non attribué et autres	290,7	240,6
Total de l'actif	3 726,2 \$	2 765,1 \$
Juste valeur de Lifeco	1 247,8 \$	1 133,2 \$

TABLEAU 18 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – INVESTISSEMENTS STRATÉGIQUES ET AUTRES

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020	VARIATION (%)	
				31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Produits					
Produits tirés des placements nets et autres produits	0,2 \$	1,1 \$	1,5 \$	(81,8) %	(86,7) %
Quote-part du résultat des entreprises associées					
Investissement dans Lifeco	28,1	27,3	14,3	2,9	96,5
Investissement dans China AMC	12,5	11,8	8,9	5,9	40,4
Investissement dans Northleaf	1,0	1,0	–	–	n.s.
Investissement dans Personal Capital	–	–	(3,1)	–	100,0
	41,6	40,1	20,1	3,7	107,0
	41,8	41,2	21,6	1,5	93,5
Charges					
Activités et services de soutien	1,1	0,9	0,9	22,2	22,2
Bénéfice ajusté avant intérêts et impôt	40,7	40,3	20,7	1,0	96,6
Charges d'intérêts	–	–	–	–	–
Bénéfice ajusté avant impôt sur le résultat	40,7	40,3	20,7	1,0	96,6
Impôt sur le résultat	1,1	(1,7)	(2,3)	n.s.	n.s.
Bénéfice net ajusté	39,6	42,0	23,0	(5,7)	72,2
Participation ne donnant pas le contrôle	0,2	0,2	–	–	n.s.
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	39,4 \$	41,8 \$	23,0 \$	(5,7) %	71,3 %

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Au 31 mars 2021, le total de l'actif de la Société financière IGM s'élevait à 16,9 G\$, comparativement à 16,1 G\$ au 31 décembre 2020.

AUTRES TITRES DE PLACEMENT

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 19.

JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les profits et les pertes sur les titres de placement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Investissements d'entreprise

Les investissements d'entreprise comprennent essentiellement les investissements de la Société dans Wealthisimple Financial Corp. (« Wealthisimple ») et dans Portag3 Ventures LP, Portag3 Ventures II LP et Portag3 Ventures III LP (« Portag3 »).

Wealthisimple est un gestionnaire de placements en ligne qui offre des conseils en matière de placement. L'investissement est classé à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Le 3 mai 2021, Wealthisimple a annoncé une mobilisation de capitaux propres de 250 M\$ dans le cadre d'un placement initial, ainsi qu'un placement secondaire de 500 M\$. Au 31 décembre 2020, la juste valeur de l'investissement direct et indirect de la Société s'élevait à 550 M\$. La juste valeur a connu une hausse de 897 M\$ pour s'établir à 1 448 M\$ au 31 mars 2021.

Dans le cadre du placement secondaire, la Société financière IGM Inc. recevra un produit d'environ 295 M\$ (257 M\$ après impôt). Conformément à cette transaction, la Société demeurera l'actionnaire le plus important de Wealthisimple, grâce à sa participation de 23 %, et son investissement continu aura une valeur de 1 153 M\$.

Portag3 sont des fonds qui investissent dans des sociétés en démarrage et dont le but est de soutenir des sociétés de services financiers inventives; ils sont sous le contrôle de la Corporation Financière Power, une filiale de Power Corporation du Canada. Au cours du premier trimestre de 2021, la Société a investi un montant de 4,1 M\$ relativement à Portag3 Ventures III LP. Au 31 mars 2021, la Société avait investi un montant total de 57,2 M\$ dans Portag3.

La juste valeur des investissements d'entreprise, qui totalise 1 523,6 M\$ est présentée déduction faite de certains coûts engagés au sein des structures des sociétés en commandite qui détiennent les investissements sous-jacents.

JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU RÉSULTAT NET

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les titres de capitaux propres et les fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des états consolidés du résultat net.

Certains fonds d'investissement exclusifs sont consolidés lorsque la Société a évalué qu'elle contrôle le fonds d'investissement. Les titres sous-jacents de ces fonds sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

PRÊTS

La composition du portefeuille de prêts de la Société est présentée au tableau 20.

Les prêts étaient constitués de prêts hypothécaires résidentiels et représentaient 35,5 % du total de l'actif au 31 mars 2021, comparativement à 39,4 % au 31 décembre 2020.

Les prêts évalués au coût amorti sont principalement composés de prêts hypothécaires résidentiels vendus à des programmes de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres émis à l'intention des investisseurs. Au 31 mars 2021, un passif correspondant totalisant 5,8 G\$ a été constaté au poste

TABLEAU 19 : AUTRES TITRES DE PLACEMENT

(en M\$)	31 MARS 2021		31 DÉCEMBRE 2020	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global				
Investissements d'entreprise	255,6 \$	1 523,6 \$	251,4 \$	593,3 \$
À la juste valeur par le biais du résultat net				
Titres de capitaux propres	1,5	1,7	1,5	1,5
Fonds d'investissement exclusifs	51,1	54,2	35,3	37,5
	52,6	55,9	36,8	39,0
	308,2 \$	1 579,5 \$	288,2 \$	632,3 \$

TABLEAU 20 : PRÊTS

<i>(en M\$)</i>	31 MARS 2021	31 DÉCEMBRE 2020
Coût amorti	5 946,2 \$	6 329,4 \$
Moins : Correction de valeur pour pertes de crédit attendues	0,8	0,8
À la juste valeur par le biais du résultat net	5 945,4	6 328,6
	49,7	3,3
	5 995,1 \$	6 331,9 \$

Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 6,2 G\$ au 31 décembre 2020.

Des prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés. Les prêts évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont des prêts hypothécaires résidentiels détenus temporairement par la Société en attendant d'être vendus. Les prêts détenus en attendant d'être titrisés sont comptabilisés au coût amorti. Les prêts détenus en attendant d'être vendus ou titrisés totalisaient 324,3 M\$ au 31 mars 2021, comparativement à 334,5 M\$ au 31 décembre 2020.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par IG Gestion de patrimoine sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, notamment des programmes de titrisation commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL ») ou des banques canadiennes. Au 31 mars 2021, IG Gestion de patrimoine gérait des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 10,6 G\$, dont une tranche de 2,4 G\$ est montée par les filiales de Lifeco.

ACCORDS DE TITRISATION

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire d'IG Gestion de patrimoine sont vendus à des fiduciaires de titrisation commandités par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la SCHL et par l'entremise du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »), ainsi que de programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandités par des banques canadiennes. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit et du risque de remboursement anticipé associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés de la Société est en partie limité grâce à l'assurance. En vertu des normes IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Puisque la Société a conservé le risque de remboursement anticipé, de même que certains éléments du risque de crédit associés à ses transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC

et de PCAA, celles-ci sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et les obligations correspondantes sont comptabilisés au coût amorti, puis les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires; ii) les composantes des swaps conclus en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit les rendements des placements résultant du réinvestissement du principal remboursé du prêt hypothécaire, sont comptabilisées à la juste valeur; iii) les réserves en trésorerie détenues conformément au Programme de PCAA sont comptabilisées au coût amorti.

Au premier trimestre de 2021, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 351,0 M\$, comparativement à 243,0 M\$ en 2020. La rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion et la note 6 des états financiers intermédiaires contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société, y compris les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement connexes de la Société.

PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »)

Au 31 mars 2021, la Société détenait une participation de 4 % dans Lifeco. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de Power Corporation du Canada.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisque la Société exerce une influence notable. La variation de la valeur comptable pour le trimestre clos le 31 mars 2021, par rapport à 2020, est présentée dans le tableau 21.

China Asset Management Co., Ltd. (« China AMC »)

Fondée en 1998 et l'une des premières sociétés de gestion de fonds de placement en Chine, China AMC s'est taillé et maintient une position de chef de file dans le secteur chinois de la gestion d'actifs.

TABLEAU 21 : INVESTISSEMENT DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

(en M\$)	31 MARS 2021				31 MARS 2020			
	LIFECO	CHINA AMC	NORTHLEAF	TOTAL	LIFECO	CHINA AMC	PERSONAL CAPITAL ³	TOTAL
TRIMESTRES CLOS LES								
Valeur comptable								
au 1^{er} janvier	962,4 \$	720,3 \$	248,5 \$	1 931,2 \$	896,7 \$	662,7 \$	194,5 \$	1 753,9 \$
Investissement	–	–	0,1	0,1	–	–	–	–
Dividendes	(16,4)	(26,8)	–	(43,2)	(16,4)	(13,7)	–	(30,1)
Quote-part des éléments suivants :								
Bénéfice (perte) ¹	28,1	12,5	1,0 ²	41,6	14,3	8,9	(3,1)	20,1
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale) et autres ajustements	(5,5)	(12,3)	–	(17,8)	12,4	45,6	16,5	74,5
Valeur comptable au 31 mars	968,6 \$	693,7 \$	249,6 \$	1 911,9 \$	907,0 \$	703,5 \$	207,9 \$	1 818,4 \$

1. La quote-part du résultat provenant de la participation de la Société dans des entreprises associées est comptabilisée dans le secteur Investissements stratégiques et autres.

2. La quote-part du résultat de Northleaf revenant à la Société, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'élevait à 0,8 M\$.

3. En 2020, la Société a vendu sa participation dans Personal Capital à une filiale de Lifeco, Empower Retirement.

L'actif géré total de China AMC, compte non tenu de l'actif géré des filiales, s'élevait à 1 461,1 milliards de yuans (285,1 G\$) au 31 décembre 2020, soit une hausse de 17,1 % (hausse en dollars canadiens de 18,9 %) par rapport à 1 247,8 milliards de yuans (239,7 G\$) au 30 juin 2020.

La participation de 13,9 % de la Société dans China AMC est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque la Société exerce une influence notable. La variation de la valeur comptable pour le trimestre clos le 31 mars 2021 est présentée dans le tableau 21. La variation des autres éléments du résultat global, s'élevant à un montant négatif de 12,3 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2021, est attribuable à une dépréciation de 1,7 % du yuan chinois par rapport au dollar canadien.

Northleaf Capital Group Ltd. (« Northleaf »)

Le 28 octobre 2020, Mackenzie, la filiale de la Société, et Lifeco ont acquis une participation ne donnant pas le contrôle dans Northleaf, un gestionnaire de fonds d'actions de sociétés fermées, d'instruments de crédit privés et d'infrastructures à l'échelle mondiale dont le siège social est à Toronto.

La transaction a été effectuée au moyen d'un instrument d'acquisition appartenant à 80 % à Mackenzie et à 20 % à Lifeco pour une contrepartie en trésorerie de 241 M\$ et une contrepartie additionnelle d'au plus 245 M\$ à l'échéance de cinq ans sous réserve de l'atteinte par la société d'une croissance exceptionnelle en ce qui a trait à certaines mesures de performance au cours de la période. Toute contrepartie additionnelle sera comptabilisée dans les charges au cours de la période de cinq ans et sera calculée en fonction de la juste valeur du paiement prévu, lequel est réévalué à la date de clôture de chaque période de présentation de l'information financière.

L'instrument d'acquisition a acquis un bloc de droits de vote de 49,9 % et une participation économique de 70 % dans Northleaf. Mackenzie et Lifeco ont l'obligation et le droit d'acheter la participation et le bloc de droits restants dans Northleaf à partir de l'échéance de la période approximative de cinq ans et par la suite. La participation économique de 70 % de l'instrument d'acquisition est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisqu'il exerce une influence notable. Cette influence notable tient à une représentation au sein du conseil d'administration, à la participation au processus d'élaboration de politiques et à des initiatives stratégiques communes.

La Société contrôle l'instrument d'acquisition; par conséquent, elle comptabilise la totalité de la participation économique de 70 % dans Northleaf et la participation ne donnant pas le contrôle liée à la participation nette de Lifeco dans Northleaf de 14 %. Déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, l'investissement d'IGM au 31 décembre 2020 s'établissait à 199,6 M\$ et comprenait une contrepartie en trésorerie de 192,6 M\$, des coûts de transaction inscrits à l'actif de 6,2 M\$ et une quote-part du résultat de 2020 de 0,8 M\$.

L'actif géré de Northleaf, y compris le capital investi et les engagements non investis, se chiffrait à 15,9 G\$ au 31 mars 2021 (31 décembre 2020 – 14,6 G\$). L'augmentation de 1,3 G\$ de l'actif géré au cours du trimestre est attribuable au montant de 1,5 G\$ affecté à de nouveaux engagements, ce qui a été contrebalancé par une diminution de 0,1 G\$ ayant trait au change en ce qui concerne les actifs libellés en dollars américains et par une diminution de 0,1 G\$ ayant trait au rendement du capital et autres.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 657,8 M\$ au 31 mars 2021, comparativement à 771,6 M\$ au 31 décembre 2020 et à 709,5 M\$ au 31 mars 2020. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 2,7 M\$ au 31 mars 2021, comparativement à 5,2 M\$ au 31 décembre 2020 et à 1,9 M\$ au 31 mars 2020, comme l'illustre le tableau 22.

Les fonds de clients déposés représentent les soldes de trésorerie détenus par des clients dans leurs comptes de placement et le montant qui contrebalance est inclus dans le passif lié aux dépôts.

Le fonds de roulement, qui correspond aux actifs courants moins les passifs courants, totalisait 379,4 M\$ au 31 mars 2021, comparativement à 330,8 M\$ au 31 décembre 2020 et à 591,1 M\$ au 31 mars 2020 (se reporter au tableau 23).

Le fonds de roulement, qui comprend le capital non attribué, est utilisé aux fins suivantes :

- Le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente.
- Le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.
- Le paiement d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.
- Le financement du rachat d'actions ordinaires et le remboursement de la dette à long terme.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements avant les commissions de vente (le « BAIIA avant les commissions de vente ») a totalisé

333,2 M\$ pour le premier trimestre de 2021, comparativement à 271,7 M\$ pour le premier trimestre de 2020 et à 326,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020. Le BAIIA avant les commissions de vente exclut l'incidence à la fois des commissions de vente versées et de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements après les commissions de vente (le « BAIIA après les commissions de vente ») a totalisé 286,1 M\$ pour le premier trimestre de 2021, comparativement à 231,0 M\$ pour le premier trimestre de 2020 et à 285,1 M\$ pour le quatrième trimestre de 2020. Le BAIIA après les commissions de vente exclut l'incidence de l'amortissement des commissions (se reporter au tableau 1).

Se reporter à la rubrique « Risque financier » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et de financement et à la façon dont elle gère ce risque.

FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau 24, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2021. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont connu une diminution de 113,8 M\$ pour le premier trimestre de 2021, comparativement à une diminution de 10,5 M\$ en 2020.

Les ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation au cours du premier trimestre de 2021, comparativement à 2020, comprennent les activités d'exploitation sans effet de trésorerie contrebalancées par les activités d'exploitation avec effet de trésorerie :

- La réintégration de l'amortissement des commissions de vente inscrites à l'actif, contrebalancée par la déduction des commissions de vente inscrites à l'actif versées.

TABLEAU 22 : ACTIVITÉS DE DÉPÔT – SITUATION FINANCIÈRE

(en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2,7 \$	5,2 \$	1,9 \$
Fonds de clients déposés	1 372,2	1 063,4	856,0
Débiteurs et autres montants à recevoir	–	36,5	11,9
Prêts	9,4	10,5	17,2
Total de l'actif	1 384,3 \$	1 115,6 \$	887,0 \$
Passif et capitaux propres			
Passif lié aux dépôts	1 351,8 \$	1 104,9 \$	876,4 \$
Autres passifs	22,1	0,3	0,5
Capitaux propres	10,4	10,4	10,1
Total du passif et des capitaux propres	1 384,3 \$	1 115,6 \$	887,0 \$

TABLEAU 23 : FONDS DE ROULEMENT

(en M\$)	31 MARS 2021	31 DÉC. 2020	31 MARS 2020
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	657,8 \$	771,6 \$	709,5 \$
Fonds de clients déposés	1 372,2	1 063,4	856,0
Débiteurs et autres actifs	443,5	391,3	375,4
Tranche courante des prêts hypothécaires et autres prêts	1 294,5	1 518,6	1 711,7
	3 768,0	3 744,9	3 652,6
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	700,6	756,5	573,3
Dépôts et certificats	1 350,4	1 101,4	872,1
Tranche courante des obligations à l'égard des entités de titrisation et autres	1 337,6	1 556,2	1 616,1
	3 388,6	3 414,1	3 061,5
Fonds de roulement	379,4 \$	330,8 \$	591,1 \$

- La réintégration de l'amortissement des immobilisations, des immobilisations incorporelles et d'autres actifs.
- La déduction de la participation dans le résultat des entreprises associées, contrebalancée par les dividendes reçus.
- La réintégration du régime de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi, contrebalancée par les cotisations en trésorerie.
- Des variations des actifs et passifs d'exploitation et autres.
- La déduction des versements en trésorerie liés à la provision au titre de la restructuration.

Les activités de financement au cours du premier trimestre de 2021 par rapport à 2020 avaient trait à ce qui suit :

- Une augmentation des obligations à l'égard d'entités de titrisation de 351,9 M\$ et des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 678,9 M\$ en 2021, comparativement à une augmentation des obligations

à l'égard d'entités de titrisation de 240,2 M\$ et à des remboursements d'obligations à l'égard d'entités de titrisation de 392,4 M\$ en 2020.

- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 134,0 M\$ en 2021, soit le même montant qu'en 2020.

Les activités d'investissement au cours du premier trimestre de 2021 par rapport à 2020 avaient principalement trait à ce qui suit :

- L'achat d'autres titres de placement totalisant 35,9 M\$ et le produit de 15,6 M\$ de la vente d'autres titres de placement en 2021, comparativement à 19,1 M\$ et à 0,5 M\$, respectivement, en 2020.
- Une augmentation des prêts de 380,5 M\$ et des remboursements de prêts et autres de 727,1 M\$ en 2021, comparativement à 321,3 M\$ et à 547,1 M\$, respectivement, en 2020, principalement liés aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.

TABLEAU 24 : FLUX DE TRÉSORERIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 MARS 2021	31 MARS 2020	VARIATION (%)
Activités d'exploitation			
Bénéfice avant impôt sur le résultat	262,1 \$	208,9 \$	25,5 %
Impôt sur le résultat payé	(55,3)	(42,1)	(31,4)
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	(154,4)	(76,5)	(101,8)
	52,4	90,3	(42,0)
Activités de financement	(468,5)	(294,2)	(59,2)
Activités d'investissement	302,3	193,4	56,3
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(113,8)	(10,5)	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	771,6	720,0	7,2
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	657,8 \$	709,5 \$	(7,3) %

- La trésorerie nette affectée aux entrées d'immobilisations incorporelles s'est établie à 18,8 M\$ en 2021, comparativement à 10,9 M\$ en 2020.

SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires en matière de capital, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 8,0 G\$ au 31 mars 2021, comparativement à 7,1 G\$ au 31 décembre 2020. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités d'exploitation continues en vue de satisfaire aux besoins en fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire comprennent les courtiers en valeurs mobilières, les courtiers de fonds communs de placement, les courtiers sur le marché non réglementé, les gestionnaires de portefeuille, les gestionnaires de fonds d'investissement et une société de fiducie. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences en matière de capital réglementaire.

La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 2,1 G\$ au 31 mars 2021, inchangée par rapport au 31 décembre 2020. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives standards, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

En 2021, les autres activités comprennent la déclaration de dividendes de 134,1 M\$ sur actions ordinaires, ou 0,5625 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres.

La notation actuelle attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A » avec une perspective stable. La notation attribuée par Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une tendance stable.

Les notations de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis soient faits et que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation soit respectée. Les descriptions des catégories de notations de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notations ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notations ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notations ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La notation « A » attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par S&P correspond à la sixième notation la plus élevée sur les 22 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Cette notation indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que l'obligation est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les obligations mieux notées.

La notation « A (élevée) », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la cinquième notation la plus élevée sur les 26 notations utilisées pour les titres d'emprunt à long terme. Selon l'échelle de notation à long terme de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la notation « A (élevée) » sont de bonne qualité et la capacité de paiement des obligations financières est considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne notation, les entreprises qui l'obtiennent pourraient être plus vulnérables à des événements futurs, mais les facteurs négatifs potentiellement déclencheurs sont considérés comme surmontables.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 25 présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs et des passifs financiers. Le tableau n'inclut pas la juste valeur des actifs et passifs financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur si leur valeur comptable se rapproche raisonnablement de leur juste valeur. Ces éléments comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les débiteurs et autres montants à recevoir, certains autres actifs financiers, les crédeurs et charges à payer et certains autres passifs financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- Les autres titres de placement ainsi que les autres actifs et passifs financiers sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels

TABLEAU 25 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	31 MARS 2021		31 DÉCEMBRE 2020	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Autres titres de placement				
– À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1 523,6 \$	1 523,6 \$	593,3 \$	593,3 \$
– À la juste valeur par le biais du résultat net	55,9	55,9	39,0	39,0
Prêts				
– À la juste valeur par le biais du résultat net	49,8	49,8	3,3	3,3
Instruments financiers dérivés	38,4	38,4	37,3	37,3
Actifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Prêts				
– Coût amorti	5 945,3	6 055,6	6 328,6	6 532,8
Passifs financiers comptabilisés à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés	28,2	28,2	34,5	34,5
Passifs financiers comptabilisés au coût amorti				
Dépôts et certificats	1 351,8	1 352,1	1 104,9	1 105,4
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	5 819,5	5 962,8	6 173,9	6 345,2
Dettes à long terme	2 100,0	2 493,8	2 100,0	2 653,8

cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.

- Les prêts classés comme étant détenus à des fins de transaction sont évalués selon les taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires, particulièrement les taux d'emprunt offerts par les établissements financiers en ce qui a trait aux prêts de détail.
- Les prêts classés au coût amorti sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur le marché pour les titres émis par les entités de titrisation dont les modalités et les caractéristiques sont semblables.

- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt du marché en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.
- La dette à long terme est évaluée selon les cours du marché pour chaque débenture disponible sur le marché.
- Les instruments financiers dérivés sont évalués selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Se reporter à la note 13 des états financiers intermédiaires, qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour le trimestre clos le 31 mars 2021.

Gestion des risques

La Société financière IGM est exposée à divers risques inhérents à la nature de ses activités. Notre succès continu repose sur notre capacité à gérer ces risques. La Société met l'accent sur une solide culture de gestion des risques et sur la mise en œuvre d'une approche efficace en la matière. Notre approche repose sur la coordination des mesures de gestion des risques à l'échelle de l'entreprise et de ses unités d'exploitation de même qu'elle vise à assurer la prise de risques prudents et mesurés afin de parvenir à un équilibre adéquat entre les risques et le rendement. La protection et l'amélioration de notre réputation sont fondamentales à notre programme de gestion des risques d'entreprise.

CADRE DE GESTION DES RISQUES

L'approche en matière de gestion des risques de la Société est assujettie à notre cadre de gestion des risques d'entreprise (« GRE ») exhaustif, qui comporte cinq principaux éléments : la gouvernance du risque, l'appétit pour le risque, les principes en matière de risque, un processus défini de gestion du risque et une culture de gestion du risque. Le cadre de GRE est élaboré conformément à notre politique de GRE, laquelle est approuvée par le comité exécutif de gestion des risques.

GOVERNANCE DU RISQUE

Notre structure de gouvernance du risque privilégie la désignation de responsables de la gestion des risques dans chacune des unités d'exploitation et prévoit un suivi par un comité exécutif de gestion des risques relevant du comité des risques du conseil d'administration (le « comité des risques ») et, en dernier ressort, du conseil d'administration. Une surveillance supplémentaire est assurée par le service de la GRE, les groupes de conformité et le service d'audit interne.

Le comité des risques assure la supervision principale de la gestion des risques et remplit le mandat à cet égard. C'est au comité des risques que revient la responsabilité d'aider le conseil d'administration à examiner et à surveiller la structure de gouvernance du risque et le programme de gestion des risques de la Société en s'acquittant de ce qui suit : i) l'assurance que les procédures appropriées ont été mises en place en vue de cibler et de gérer les risques et de définir la tolérance au risque; ii) l'assurance que les politiques, procédures et contrôles appropriés sont mis en œuvre en vue de gérer les risques; iii) l'examen régulier du processus de gestion des risques pour veiller à ce qu'il fonctionne efficacement.

D'autres risques précis sont gérés avec le soutien des comités relevant du conseil d'administration qui suivent :

- Le comité d'audit assume des responsabilités particulières de surveillance des risques ayant trait aux informations financières à fournir, aux contrôles internes et à l'environnement de contrôle, ainsi qu'à nos activités de conformité, y compris l'administration du code de conduite.

- Le comité des ressources humaines supervise les politiques et les pratiques de rémunération.
- Le comité de gouvernance et des candidatures supervise les pratiques liées à la gouvernance d'entreprise.
- Le comité des entités reliées et de révision supervise les conflits d'intérêts.

La surveillance de la direction en ce qui a trait à la gestion des risques revient au comité exécutif de gestion des risques, qui est constitué des chefs de la direction de la Société financière IGM, d'IG Gestion de patrimoine et de Placements Mackenzie ainsi que du chef des services financiers, du chef du contentieux, du chef de l'exploitation, du chef de la stratégie et de l'expansion et du chef des ressources humaines. Le comité est responsable de la surveillance du processus de gestion des risques de la Société financière IGM : i) en élaborant le cadre et les politiques de risque et en assurant le maintien; ii) en définissant l'appétit pour le risque; iii) en s'assurant que notre profil de risque et nos processus d'évaluation sont conformes à la stratégie et à l'appétit pour le risque; iv) en montrant l'exemple et en promouvant une culture solide de gestion des risques.

Les chefs de la direction des sociétés en exploitation ont la responsabilité globale de la surveillance de la gestion des risques dans leurs sociétés respectives.

La Société a réparti la responsabilité de la gestion des risques en se servant du modèle comportant trois lignes de défense, en vertu duquel la première ligne de défense représente les unités d'exploitation qui assument la principale responsabilité de la gestion des risques, appuyée par les fonctions de gestion des risques de la deuxième ligne et par une troisième ligne (la fonction d'audit interne) responsable de la vérification et de la validation de la conception et de l'efficacité du cadre de GRE.

Pour atténuer les répercussions de la COVID-19, la Société a demandé à ses équipes de concentrer leurs efforts sur la résolution et la gestion des enjeux liés à la COVID-19, et a formé de nouveaux comités et élaboré de nouveaux processus lorsque cela était nécessaire.

Première ligne de défense

La responsabilité de la gestion constante des risques revient principalement aux dirigeants des diverses unités d'exploitation et fonctions de soutien en ce qui a trait à leurs activités respectives. Les responsabilités des dirigeants d'unités d'exploitation et de fonctions de soutien comprennent notamment ce qui suit : i) établir et assurer le respect des procédures de détection, d'évaluation, de consignation et de communication ascendante des risques; ii) mettre en œuvre des activités de contrôle visant à atténuer les risques; iii) cibler les occasions de réduire ou de transférer les risques; iv) harmoniser les stratégies d'exploitation et d'affaires avec la culture de risque et l'appétit pour le risque de l'entreprise, tels qu'ils ont été établis par le comité de gestion des risques.

Deuxième ligne de défense

Le service chargé de la gestion des risques d'entreprise (« service de la GRE ») assure la surveillance et l'analyse du niveau de risque défini en fonction de l'appétit pour le risque visant toutes les activités de la Société, de même que la présentation de l'information à cet égard au comité de gestion des risques. Il est également responsable de ce qui suit : i) élaborer et maintenir le programme et le cadre de gestion des risques d'entreprise; ii) gérer le processus de gestion des risques d'entreprise; iii) fournir des lignes directrices et de la formation aux dirigeants des unités d'exploitation et fonctions de soutien.

La Société compte un certain nombre de comités constitués de dirigeants chevronnés qui assurent la surveillance de risques d'entreprise précis, notamment le comité de gestion des risques financiers et les comités de gestion du risque opérationnel. Ces comités procèdent à un examen critique des évaluations des risques, des pratiques de gestion des risques et des plans d'intervention face aux risques élaborés par les unités d'exploitation et les fonctions de soutien.

Les groupes de conformité de la Société assument d'autres responsabilités de surveillance; ils sont notamment chargés d'assurer la conformité aux politiques, aux lois et aux règlements.

Troisième ligne de défense

Le service d'audit interne constitue la troisième ligne de défense et fournit l'assurance indépendante à la haute direction et au conseil d'administration que les politiques, les processus et les pratiques de gestion des risques sont efficaces.

APPÉTIT POUR LE RISQUE ET PRINCIPES EN MATIÈRE DE RISQUE

Le comité de gestion des risques détermine l'appétit de la Société pour divers types de risque au moyen du cadre de gestion lié à l'appétit pour le risque. Conformément à ce cadre, un des quatre niveaux d'appétit pour le risque est attribué à chaque type de risque et activité de la Société. Ces niveaux d'appétit pour le risque varient entre un niveau où la Société a un appétit nul pour le risque et cherche à réduire au minimum toute perte, et un niveau où elle accepte volontiers d'être exposée, mais s'assure néanmoins que les risques sont bien compris et gérés. Ces niveaux d'appétit guident nos unités d'exploitation à mesure qu'elles entreprennent des activités et leur fournissent de l'information à l'égard de l'établissement de politiques, de limites, de contrôles et d'activités de transferts des risques.

Un énoncé relatif à l'appétit pour le risque et des principes en matière de risque fournissent des indications supplémentaires aux dirigeants et aux employés lorsqu'ils entreprennent des activités de gestion des risques. L'énoncé relatif à l'appétit pour le risque a d'abord pour objet de protéger la réputation et la marque de la Société, d'assurer une souplesse financière et de mettre l'accent sur l'atténuation du risque opérationnel.

PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

Le processus de gestion des risques de la Société est conçu pour favoriser :

- une évaluation continue des risques et de la tolérance à ceux-ci dans un contexte opérationnel en évolution;
- une détection et une compréhension adéquates des risques existants et émergents ainsi que des mesures d'intervention face aux risques;
- une surveillance et une communication ascendante des risques en temps opportun en fonction des changements dans les circonstances.

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur la capacité de la Société d'atteindre ses objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen du processus de gestion continue des risques de la Société.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques. Les risques sont évalués par une évaluation de la probabilité qu'ils surviennent et de l'incidence que cela aurait, compte tenu des contrôles et des activités de transfert des risques. Les résultats de ces évaluations sont ensuite comparés à notre appétit pour le risque et à notre tolérance au risque, et des mesures peuvent être mises en œuvre afin d'ajuster le profil de risque.

Les évaluations des risques sont supervisées et révisées sur une base continue par les unités d'exploitation et par des organes de surveillance, comme le service de la GRE, qui maintient et coordonne la communication et la consultation afin de favoriser une gestion et une communication ascendante efficaces des risques. Le service de la GRE présente sur une base régulière des rapports sur les résultats des évaluations des risques ainsi que sur le processus d'évaluation au comité de gestion des risques et au comité des risques du conseil d'administration.

CULTURE DE GESTION DES RISQUES

La gestion des risques est la responsabilité de chacun au sein de la Société. Le service de la GRE organise des ateliers pour toutes les unités d'exploitation afin de favoriser la sensibilisation à notre cadre de gestion des risques, et d'encourager son intégration dans nos activités.

Nous avons mis en œuvre un processus de planification des affaires qui vient renforcer notre culture de gestion des risques. Nos programmes de rémunération sont généralement fondés sur des objectifs, et ils n'encouragent ni ne récompensent la prise de risque excessive ou inappropriée, étant souvent axés plus particulièrement sur les objectifs de gestion des risques.

Notre programme de gestion des risques met l'accent sur l'intégrité, les pratiques éthiques, la gestion responsable et la prise de risques mesurés dans une perspective à long terme. Notre code de conduite tient compte de nos normes d'intégrité et de

déontologie et s'applique aux administrateurs, aux dirigeants et aux employés.

PRINCIPAUX RISQUES DE L'ENTREPRISE

Les risques importants pouvant avoir une incidence défavorable sur notre capacité d'atteindre nos objectifs stratégiques et commerciaux sont mis en évidence au moyen de notre processus de gestion continue des risques.

Nous avons recours à une méthodologie identique dans l'ensemble de nos organisations et de nos unités d'exploitation pour détecter et évaluer les risques, en tenant compte de facteurs internes et externes à l'organisation. Ces risques peuvent être répartis en cinq catégories, soit le risque financier, le risque opérationnel, le risque lié à la planification stratégique, les risques d'entreprise, ainsi que les risques environnementaux et sociaux.

1) RISQUE FINANCIER

RISQUE DE LIQUIDITÉ ET DE FINANCEMENT

Il s'agit du risque que la Société soit incapable de générer ou d'obtenir suffisamment de trésorerie en temps opportun et de façon rentable pour respecter ses obligations contractuelles ou prévues lorsque celles-ci viennent à échéance.

Nos pratiques de gestion des liquidités comprennent :

- la gestion des actifs liquides et des marges de crédit de sorte qu'ils satisferont les besoins de liquidités à court terme;
- le maintien de contrôles efficaces à l'égard des processus de gestion des liquidités;
- la présentation de prévisions à l'égard des liquidités et l'exécution de simulations de crise, sur une base régulière;
- l'évaluation sur une base régulière de la conjoncture des marchés des capitaux et de la capacité de la Société à obtenir du financement provenant des banques et des marchés des capitaux;
- la diversification et l'augmentation des sources de financement de prêts hypothécaires à long terme;
- la supervision de la gestion des liquidités par le comité de gestion des risques financiers, un comité composé de dirigeants dans le secteur de la finance et d'autres secteurs.

Le financement de la rémunération du réseau de conseillers, versée en contrepartie de la distribution de produits et de services financiers, constitue une exigence clé en matière de financement. Cette rémunération continue d'être financée au moyen des flux de trésorerie d'exploitation.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme et pour gérer toute exigence liée aux garanties sur dérivés. Par l'intermédiaire de ses activités bancaires hypothécaires, elle vend les prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, notamment à certains fonds communs

de placement, à des investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, à des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et au moyen de l'émission et de la vente de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH »), y compris les ventes à la Fiducie du Canada pour l'habitation conformément au Programme OHC. La Société maintient un niveau de transactions engagé auprès de certaines fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes. La capacité de réaliser des ventes conformément au Programme OHC repose sur la participation aux nouvelles émissions d'OHC et le réinvestissement du principal remboursé détenu dans les comptes de réinvestissement du principal. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation et de la réglementation gouvernementale, lesquelles sont susceptibles de changer. Les règles régissant les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé par la SCHL. La disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires dépend de la conjoncture et est sujette à changement.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2021 et de 2020, la Société :

- a continué d'évaluer des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires;
- a reçu un produit de 262,8 M\$ à la vente de la participation de la Société dans Personal Capital et dans la Gamme de fonds Quadrus.

Les obligations contractuelles de la Société sont présentées au tableau 26.

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit. Les marges de crédit de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 825 M\$ au 31 mars 2021, inchangées par rapport au 31 décembre 2020. Les marges de crédit au 31 mars 2021 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 650 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$, inchangées par rapport au 31 décembre 2020. La Société a déjà accédé à ses marges de crédit non engagées par le passé. Cependant, toute avance bancaire sur les marges de crédit non engagées sera consentie à la discrétion exclusive de la banque. Au 31 mars 2021 et au 31 décembre 2020, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées ni sur ses marges de crédit non engagées.

L'évaluation actuarielle à des fins de capitalisation relative au régime de retraite à prestations définies enregistré de la Société, effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2017, a été produite en mai 2018. L'évaluation détermine l'excédent ou le déficit du régime, à la fois sur la base de la solvabilité et de la continuité de l'exploitation. Une évaluation sur la base de la solvabilité détermine la relation entre l'actif du

TABLEAU 26 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

AU 31 MARS 2021 (en M\$)	À VUE	MOINS DE 1 AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Instruments financiers dérivés	– \$	13,1 \$	15,0 \$	0,1 \$	28,2 \$
Dépôts et certificats	1 349,9	0,5	0,6	0,8	1 351,8
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	–	1 324,5	4 454,5	40,5	5 819,5
Contrats de location ¹	–	28,0	90,0	156,6	274,6
Dette à long terme	–	–	–	2 100,0	2 100,0
Capitalisation des régimes de retraite ²	–	8,8	–	–	8,8
Total des obligations contractuelles	1 349,9 \$	1 374,9 \$	4 560,1 \$	2 298,0 \$	9 582,9 \$

1. Comprend les paiements de loyers restants liés aux locaux pour bureaux et au matériel utilisés dans le cours normal des activités.
2. La prochaine évaluation actuarielle requise sera effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2020. Les obligations liées à la capitalisation des régimes de retraite au-delà de 2021 pourraient connaître d'importantes variations et dépendront des évaluations actuarielles futures. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

régime et son passif en supposant que le régime a été liquidé et réglé à la date d'évaluation. Une évaluation sur la base de la continuité d'exploitation établit une comparaison de la relation entre l'actif du régime et la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus liés aux prestations, en supposant que le régime sera maintenu indéfiniment. Selon l'évaluation actuarielle, le régime de retraite enregistré avait un déficit de solvabilité de 47,2 M\$, comparativement à 82,7 M\$ dans la précédente évaluation actuarielle effectuée à la date d'évaluation du 31 décembre 2016. La diminution du déficit de solvabilité résulte principalement de la hausse des actifs découlant des cotisations et des rendements des placements, et le déficit doit être remboursé sur cinq ans. Le régime de retraite enregistré affichait un surplus de solvabilité sur la base de la continuité de l'exploitation de 46,1 M\$, comparativement à 24,4 M\$ au moment de l'évaluation précédente. La prochaine évaluation actuarielle obligatoire sera effectuée en fonction de la date d'évaluation du 31 décembre 2020. Au cours du premier trimestre de 2021, la Société a versé des cotisations de 2,0 M\$ (2020 – 6,5 M\$). Le gouvernement du Manitoba a annoncé que certaines cotisations que les entreprises sont tenues de verser à leurs régimes de retraite à prestations définies seraient temporairement suspendues, y compris les paiements de capitalisation visant à assurer la solvabilité pour les 13 mois s'échelonnant de décembre 2020 à décembre 2021. IGM a choisi de se prévaloir de ce moratoire sur les paiements spéciaux et, par conséquent, la Société prévoit verser des cotisations annuelles uniquement pour le coût des services rendus d'environ 10,8 M\$ en 2021, dont un montant résiduel de 8,8 M\$ jusqu'à la fin de 2021. Les décisions relatives aux cotisations aux régimes de retraite sont susceptibles de changer, puisque celles-ci sont touchées par plusieurs éléments, notamment le rendement du marché, les exigences réglementaires, les variations des hypothèses et la capacité de la direction de modifier la politique de capitalisation.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut sont suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie d'exploitation, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, notamment des résultats, qui subissent l'incidence importante qu'a le rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur les produits tirés des honoraires et les commissions de la Société ainsi que sur certaines autres charges. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2020.

RISQUE DE CRÉDIT

Il s'agit du risque de perte financière si, dans le cadre d'une transaction, l'une des contreparties de la Société ne respecte pas ses engagements.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les autres titres de placement détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit de façon continue pour en évaluer l'efficacité.

Trésorerie et équivalents de trésorerie et fonds de clients déposés

Au 31 mars 2021, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 657,8 M\$ (31 décembre 2020 – 771,6 M\$) étaient composés de soldes de trésorerie de 50,2 M\$ (31 décembre

2020 – 76,6 M\$) déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 607,6 M\$ (31 décembre 2020 – 695,0 M\$). Les équivalents de trésorerie sont constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 11,3 M\$ (31 décembre 2020 – 96,0 M\$), de bons du Trésor et de billets d'un gouvernement provincial de 115,9 M\$ (31 décembre 2020 – 148,8 M\$) et d'acceptations bancaires et d'autres billets à court terme émis par des banques à charte canadiennes de 480,4 M\$ (31 décembre 2020 – 450,2 M\$).

Les fonds de clients déposés de 1 372,2 M\$ (31 décembre 2020 – 1 063,4 M\$) représentent les soldes de trésorerie détenus dans les comptes de clients et qui sont déposés dans des institutions financières canadiennes.

La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. La Société évalue régulièrement la notation de crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie et aux titres à revenu fixe ainsi que sa gestion de ce risque n'a pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2020.

Portefeuilles de prêts hypothécaires

Au 31 mars 2021, les prêts hypothécaires résidentiels s'élevaient à 6,0 G\$ (31 décembre 2020 – 6,3 G\$), comptabilisés dans le bilan de la Société, comprenaient des prêts d'un montant de 5,7 G\$ (31 décembre 2020 – 6,0 G\$) vendus dans le cadre de programmes de titrisation, des prêts d'un montant de 324,3 M\$ (31 décembre 2020 – 334,5 M\$) détenus temporairement en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés et des prêts d'un montant de 13,3 M\$ (31 décembre 2020 – 14,1 M\$) liés aux activités d'intermédiaire de la Société.

La Société gère le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires résidentiels au moyen des éléments suivants :

- le respect de sa politique de prêt et de ses normes de souscription;
- le recours à ses capacités de gestion des prêts;
- l'utilisation d'une assurance en cas de défaut sur les prêts hypothécaires contractée par le client et d'une assurance en cas de défaut sur le portefeuille de prêts hypothécaires détenue par la Société;
- sa pratique de monter ses prêts hypothécaires uniquement au moyen de son propre réseau de spécialistes en planification hypothécaire et de conseillers d'IG Gestion de patrimoine, dans le cadre du Plan vivant IG d'un client.

Dans certains cas, le risque de crédit est également limité par les modalités et la nature des transactions de titrisation, comme il est décrit ci-dessous :

- Conformément aux règles régissant les TH LNH, lesquels totalisent 3,0 G\$ (31 décembre 2020 – 3,2 G\$), la Société a l'obligation d'effectuer promptement un paiement du principal et de coupons, que les montants aient été reçus ou non de l'emprunteur hypothécaire. Toutefois, les règles régissant les TH LNH exigent que la totalité des prêts soient assurés par un assureur approuvé.
- Le risque de crédit lié aux prêts hypothécaires titrisés à la suite du transfert aux fiduciaires de titrisation commanditées par des banques, prêts qui totalisent 2,7 G\$ (31 décembre 2020 – 2,8 G\$), se limite à des montants détenus dans les comptes de réserve en trésorerie et aux produits d'intérêts nets futurs, dont la juste valeur s'élevait à 67,5 M\$ (31 décembre 2020 – 73,0 M\$) et à 49,4 M\$ (31 décembre 2020 – 45,6 M\$), respectivement, au 31 mars 2021. Les comptes de réserve en trésorerie sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires. Ce risque est aussi atténué au moyen d'une assurance, car 1,9 % des prêts hypothécaires détenus dans des fiduciaires de PCAA étaient assurés au 31 mars 2021 (31 décembre 2020 – 3,0 %).

Au 31 mars 2021, une proportion de 53,3 % (31 décembre 2020 – 55,3 %) des prêts hypothécaires résidentiels comptabilisés dans le bilan étaient assurés. Au 31 mars 2021, les prêts hypothécaires douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 6,5 M\$, comparativement à 4,8 M\$ au 31 décembre 2020. Les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours de ces portefeuilles s'établissaient à 3,6 M\$ au 31 mars 2021, comparativement à 2,3 M\$ au 31 décembre 2020.

La Société conserve aussi certains éléments du risque de crédit associé aux prêts hypothécaires vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors dans le cadre d'une entente visant le rachat de prêts hypothécaires dans certaines circonstances favorables aux fonds. Ces prêts ne sont pas comptabilisés dans le bilan de la Société, puisque la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété relativement à ces prêts.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des prêts hypothécaires et la suffisance de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues de la Société se chiffrait à 0,8 M\$ au 31 mars 2021, soit le même montant qu'au 31 décembre 2020, et la direction considère qu'elle est adéquate pour absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires, compte tenu des considérations suivantes : i) l'historique du rendement du crédit; ii) les tendances récentes, y compris les répercussions économiques de la COVID-19 et le Plan d'intervention économique du Canada adopté pour soutenir les Canadiens et les entreprises face à la COVID-19; iii) les paramètres de crédit

actuels du portefeuille et les autres caractéristiques pertinentes;
iv) nos relations de planification financière solides avec nos clients;
v) les tests de résistance effectués à l'égard des pertes découlant de conditions défavorables sur les marchés immobiliers.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié aux portefeuilles de prêts hypothécaires ainsi que sa gestion de ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2020.

Instrumentés dérivés

La Société est exposée au risque de crédit par le biais des contrats d'instruments dérivés qu'elle utilise pour couvrir le risque de taux d'intérêt, faciliter les transactions de titrisation et couvrir le risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions. Ces dérivés sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Risque de marché » du présent rapport de gestion.

Dans la mesure où la juste valeur des dérivés est en position de profit, la Société est exposée au risque de crédit, c'est-à-dire au risque que ses contreparties manquent à leurs obligations aux termes de ces accords.

Les activités liées aux dérivés de la Société sont gérées conformément à sa politique de placement, laquelle comprend des limites imposées aux contreparties et d'autres paramètres visant à gérer le risque de contrepartie. Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 37,0 M\$ (31 décembre 2020 – 35,8 M\$), ne tient pas compte des conventions de compensation ni des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des accords de garantie y compris les droits aux produits d'intérêts nets futurs, était de 2,1 M\$ au 31 mars 2021 (31 décembre 2020 – 3,8 M\$). Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société n'était pas important au 31 mars 2021. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2020.

Se référer à la note 6 des états financiers intermédiaires et aux notes 2, 6 et 22 des états financiers annuels pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

RISQUE DE MARCHÉ

Il s'agit du risque de perte découlant de la variation de la valeur des instruments financiers de la Société en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers.

Risque de taux d'intérêt

La Société financière IGM est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts hypothécaires et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.

La Société gère le risque de taux d'intérêt lié à ses activités bancaires hypothécaires en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I comme suit :

- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société est partie à un swap conformément auquel elle a le droit de recevoir des rendements tirés du réinvestissement du principal des prêts hypothécaires et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. Au 31 mars 2021, ce swap avait une juste valeur négative de 11,7 M\$ (31 décembre 2020 – juste valeur négative de 21,1 M\$) et une valeur notionnelle en cours de 0,7 G\$ (31 décembre 2020 – 0,7 G\$). La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable et les rendements résultant du réinvestissement diminuent. Au 31 mars 2021, ces swaps avaient une juste valeur de 11,2 M\$ (31 décembre 2020 – juste valeur de 19,9 M\$) sur un montant notionnel en cours de 1,5 G\$ (31 décembre 2020 – 1,3 G\$). Au 31 mars 2021, la juste valeur négative nette de 0,5 M\$ (31 décembre 2020 – juste valeur négative de 1,2 M\$) de ces swaps est comptabilisée dans le bilan et leur valeur notionnelle en cours s'élève à 2,2 G\$ (31 décembre 2020 – 2,0 G\$).
- La Société est exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires à l'égard desquels elle s'est engagée, ou qu'elle détient temporairement en attendant la vente ou la titrisation auprès de sources de financement à long terme. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux coûts de financement pour les prêts hypothécaires qu'elle détient en attendant qu'ils soient vendus ou titrisés. La comptabilité de couverture est appliquée au coût des fonds à l'égard de certaines activités de titrisation. La partie efficace des variations de la juste valeur des swaps de taux d'intérêt connexes est initialement comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, puis subséquemment comptabilisée dans les produits du secteur Gestion de patrimoine sur la durée des obligations à l'égard d'entités de titrisation connexes. Ces swaps avaient une juste valeur de 0,2 M\$ (31 décembre 2020 – juste valeur négative de 0,3 M\$) sur un montant notionnel en cours de 169,1 M\$ au 31 mars 2021 (31 décembre 2020 – 191,3 M\$).

Au 31 mars 2021, l'incidence d'une augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été une diminution d'approximativement 2,2 M\$ (31 décembre 2020 – une diminution de 1,3 M\$). L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 décembre 2020.

Risque actions

La Société financière IGM est exposée au risque actions sur ses placements en titres de capitaux propres classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net ou en participations dans des entreprises associées. La juste valeur des placements en titres de capitaux propres s'élevait à 1 579,5 M\$ au 31 mars 2021 (31 décembre 2020 – 632,3 M\$), comme l'illustre le tableau 19.

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée pour les employés dans le cadre desquelles les paiements aux participants sont différés et liés au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM Inc. Afin de couvrir son exposition à ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

Risque de change

La Société financière IGM est exposée au risque de change en raison de sa participation dans China AMC. Les variations de la valeur comptable attribuables aux fluctuations des taux de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises donnerait lieu à une diminution (augmentation) de la valeur comptable globale des investissements étrangers d'environ 32,8 M\$ (36,2 M\$).

La quote-part du résultat de China AMC revenant à la Société, comptabilisée au poste Quote-part du résultat des entreprises associées dans les états consolidés du résultat net, est aussi touchée par les fluctuations des taux de change. Une appréciation (dépréciation) de 5 % du dollar canadien par rapport aux devises donnerait lieu à une diminution (augmentation) de la quote-part du résultat des entreprises associées revenant à la Société d'environ 0,6 M\$ (0,7 M\$).

RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ ET À L'ACTIF SOUS SERVICES-CONSEILS

Le total de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société financière IGM s'établissait à 248,5 G\$ au 31 mars 2021, comparativement à 240,0 G\$ au 31 décembre 2020.

Les principales sources de produits de la Société sont les honoraires de conseil et les honoraires de gestion d'actifs qui sont appliqués sous forme de pourcentage annuel du niveau de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils. Par conséquent, les produits et le bénéfice de la Société sont indirectement exposés à un certain nombre de risques financiers qui influent sur la valeur de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de façon continue. Les risques de marché, comme des fluctuations des cours boursiers, des taux d'intérêt et des taux de change, ainsi que le risque de crédit sur les titres d'emprunt, les prêts et les expositions au crédit provenant d'autres contreparties au sein des portefeuilles des clients figurent parmi ces risques.

Une conjoncture évolutive peut aussi donner lieu à une variation de la composition de l'actif géré de la Société entre des instruments de capitaux propres et des instruments à revenu fixe, ce qui pourrait se traduire par une baisse des produits selon les taux des honoraires de gestion relatifs aux différentes catégories d'actifs et aux divers mandats.

À long terme, la Société estime que l'exposition aux rendements de placements des portefeuilles de ses clients sera avantageuse pour les résultats de la Société et correspond aux attentes des parties prenantes. Par ailleurs, habituellement, la Société n'entreprend pas d'activités entraînant un transfert de risques, comme des opérations de couverture, en ce qui concerne ces expositions.

TABLEAU 27 : ACTIF GÉRÉ DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IGM –
COMPOSITION EN FONCTION DE L'ACTIF ET EN FONCTION DE LA DEVISE

AU 31 MARS 2021	FONDS D'INVESTISSEMENT	TOTAL
Trésorerie	1,3 %	2,2 %
Titres à revenu fixe et prêts hypothécaires à court terme	4,7	4,9
Autres titres à revenu fixe	24,7	24,2
Actions canadiennes	20,7	25,5
Actions étrangères	46,0	41,3
Biens immeubles	2,6	1,9
	100,0 %	100,0 %
Dollars canadiens	52,7 %	57,9 %
Dollars américains	30,5	27,7
Autres	16,8	14,4
	100,0 %	100,0 %

L'exposition de la Société à la valeur de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils concorde avec l'expérience de ses clients. L'actif géré est largement diversifié par catégories d'actifs, par régions du monde, par secteurs, par équipes de placement et par styles. La Société examine régulièrement la sensibilité de son actif géré, de ses produits, de son bénéfice et de ses flux de trésorerie aux fluctuations des marchés des capitaux.

2) RISQUE OPÉRATIONNEL

Il s'agit du risque de subir des pertes financières, des dommages à la réputation ou de faire l'objet de mesures réglementaires en raison de défaillances ou d'insuffisances des processus internes ou des systèmes, d'erreurs commises par des personnes ou d'événements externes, mais il exclut les risques d'entreprise, qui constituent une catégorie distincte de notre cadre de GRE.

Nous sommes exposés à un large éventail de risques opérationnels, incluant des défaillances de la sécurité et des systèmes informatiques, des erreurs relatives au traitement des transactions ainsi qu'aux modèles financiers et aux évaluations financières, des fraudes et des détournements d'actifs et une application inadéquate des processus de contrôle interne.

Les risques opérationnels liés au personnel et aux processus sont atténués au moyen de contrôles des politiques et des processus, tandis que la surveillance des risques et l'évaluation continue de l'efficacité des contrôles relèvent des services de conformité, du service de la GRE et du service d'audit interne de la Société.

La Société dispose d'un processus d'examen de l'assurance dans le cadre duquel elle évalue la nature et l'étendue d'une couverture d'assurance appropriée afin de fournir une protection adéquate contre les pertes imprévues ainsi que lorsque la loi, les organismes de réglementation ou des ententes contractuelles l'exigent.

Le risque opérationnel a une incidence sur l'ensemble des activités, y compris sur les processus mis en place afin de gérer les autres risques et, par conséquent, il peut être difficile de mesurer ce risque étant donné qu'il constitue un élément d'autres risques de la Société et qu'il n'est pas toujours possible de l'isoler.

Le cadre de gestion des risques de la Société met l'accent sur la gestion et le contrôle interne du risque opérationnel, et l'appétit pour le risque de la Société est très limité dans ce secteur.

Les dirigeants des unités d'exploitation sont responsables de la gestion au quotidien des risques opérationnels de leurs unités respectives, et des programmes, des politiques, des formations et des processus de gouvernance spécifiques ont été conçus afin de soutenir la gestion du risque opérationnel.

La Société dispose d'un plan d'intervention en cas de crise qui décrit les politiques et les procédures de coordination de l'intervention dans les cas où la crise peut se traduire par des répercussions considérables sur la réputation, les marques ou les activités d'exploitation de l'organisation. La Société

se soumet régulièrement à des exercices de simulation. La Société compte sur une équipe chargée de l'évaluation des crises composée de membres de la haute direction qui ont la responsabilité d'identifier et de gérer les crises. Il revient à cette équipe d'élaborer des stratégies, de superviser les interventions et de s'assurer que des experts appropriés se joignent à l'équipe d'intervention, en fonction du scénario.

La Société s'est aussi dotée d'un programme de gestion de la continuité des activités afin de permettre le maintien des activités et des processus critiques en cas d'interruption des activités.

Pour assurer la santé et la sécurité des employés et des clients de la Société, et contribuer aux efforts visant à réduire la vitesse et l'étendue de la propagation de la COVID-19, la Société a recours au télétravail pour la quasi-totalité de ses employés et de ses conseillers et a fermé temporairement ses bureaux en mars 2020. La Société évalue continuellement son plan et ses protocoles, et elle suit les directives des organismes de gouvernance externes en santé publique comme les médecins-hygiénistes, afin de déterminer le moment auquel les employés et les conseillers réintégreront les bureaux.

Le plan de continuité des affaires de la Société s'est avéré efficace, de sorte que la Société a été en mesure de maintenir ses activités et d'offrir des services aux clients en réduisant au minimum les perturbations.

CYBER-RISQUE ET RISQUE LIÉ AUX TECHNOLOGIES

Nous avons recours à des systèmes et des technologies afin de soutenir les activités et d'améliorer l'expérience des clients et des conseillers financiers. Nous sommes par conséquent exposés à des risques liés aux technologies et à la cybersécurité, comme des atteintes à la protection des données, le vol d'identité et le piratage, y compris le risque d'être confrontés à un refus de service ou à des attaques provenant de logiciels malveillants. Les occurrences de ces incidents dans la société en général ont augmenté depuis le début de la pandémie de COVID-19. De telles attaques pourraient compromettre les renseignements confidentiels de la Société ainsi que ceux de clients ou d'autres parties prenantes, et pourraient également entraîner des conséquences défavorables, y compris une perte de produits, des litiges, un contrôle réglementaire accru ou des dommages à la réputation. Afin de résister à ces menaces, nous avons mis en œuvre des programmes de cybersécurité à l'échelle de l'entreprise, avons comparé nos propres mesures aux normes d'excellence du secteur et avons établi des méthodes d'évaluation des menaces et de la vulnérabilité et nous nous sommes dotés des moyens d'intervention appropriés. La nécessité d'atténuer le risque de perte de données potentielle est accrue en raison de la prolongation des programmes de télétravail.

IMPARTITION

Pour soutenir nos activités d'exploitation, nous retenons régulièrement les services de tiers qui fournissent une expertise et nous permettent de gagner en efficacité. Notre exposition

au risque lié aux tiers fournisseurs de services peut inclure des risques liés à la réputation et à la réglementation ainsi que d'autres risques opérationnels. Des politiques, des procédures d'exploitation standards et des ressources dédiées, incluant un code de conduite du fournisseur et une politique en matière d'impartition, ont été élaborées et mises en œuvre afin de faire face spécifiquement au risque lié aux tiers fournisseurs de services. Nous effectuons des contrôles diligents et exerçons des activités de surveillance avant de conclure des relations contractuelles avec des tiers fournisseurs de services et de manière continue. Alors que nous nous fions de plus en plus à des fournisseurs externes, nous continuons d'améliorer nos ressources et nos processus pour appuyer la gestion du risque lié aux relations avec des tiers.

RISQUE LIÉ AUX MODÈLES

Nous utilisons une variété de modèles pour nous aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée et la réputation de la Société.

ENVIRONNEMENT JURIDIQUE ET RÉGLEMENTAIRE

Ce risque survient lorsque les lois, les ententes contractuelles et les exigences réglementaires ne sont pas respectées, ce qui concerne les lois qui réglementent la distribution de produits, la gestion de placements, la comptabilité, la présentation de l'information et les communications.

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autoréglementation auxquels elles appartiennent. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Ces exigences comprennent celles qui concernent la Société financière IGM à titre de société cotée en bourse, ainsi que celles qui s'appliquent aux filiales de la Société selon la nature de leurs activités. Elles comprennent la réglementation liée à la gestion et à l'offre de produits et de services financiers, y compris les valeurs mobilières, la distribution, l'assurance et les prêts hypothécaires, de même que d'autres activités menées par la Société sur les marchés où elle est présente. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont importantes et évoluent sans cesse. La Société et ses filiales sont assujetties à des examens

dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités de réglementation.

À défaut de se conformer aux lois et aux règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à l'environnement juridique et réglementaire en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. La surveillance des faits nouveaux en matière de réglementation et de leur incidence sur la Société est encadrée par le comité des initiatives réglementaires qui est présidé par le vice-président exécutif et chef du contentieux. La Société poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, de la formation, des tests, des contrôles et la présentation d'information. Le comité d'audit du conseil d'administration reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

La Société financière IGM fait la promotion d'une forte culture d'éthique et d'intégrité dans son code de conduite, qui est approuvé par le conseil d'administration et qui décrit les normes de conduite que doivent respecter les administrateurs, les dirigeants et les employés de la Société financière IGM. Le code de conduite renvoie à de nombreuses politiques ayant trait au comportement des administrateurs, des dirigeants et des employés. D'autres politiques d'entreprise couvrent la lutte contre le blanchiment d'argent et la protection des renseignements personnels. Une formation sur ces politiques doit être suivie une fois par an. Chaque année, les personnes qui sont assujetties au code de conduite doivent attester qu'elles ont compris les exigences énoncées dans le code et qu'elles s'y sont conformées.

Les unités d'exploitation sont responsables de la gestion du risque lié à l'environnement juridique et réglementaire et de la mise en œuvre de politiques, de procédures et de contrôles adéquats. Au sein de la Société, des services de la conformité sont responsables d'assurer une surveillance de toutes les activités de conformité assujetties à la réglementation. Le service d'audit interne de la Société assure aussi une surveillance à l'égard de questions liées à la conformité avec la réglementation.

PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

Nos clients nous confient leurs renseignements personnels et nous avons la responsabilité juridique et éthique de les protéger. Conformément aux lois canadiennes sur la protection des renseignements personnels, nous ne recueillons que les renseignements personnels nécessaires pour fournir nos produits et services aux clients, ou lorsque nous avons obtenu leur consentement. Nous ne divulguons pas de renseignements personnels sur les clients à moins que la loi ne l'exige, lorsque cela est nécessaire pour leur fournir des produits ou des services, ou lorsque les clients nous en donnent l'autorisation pour une autre raison.

Si nous devons partager les renseignements personnels des clients avec des tiers fournisseurs de services, nous demeurons responsables de ces renseignements et nous les protégeons au moyen de contrats qui engagent les fournisseurs de services à maintenir des niveaux de protection comparables aux nôtres.

Nos sociétés en exploitation ont mis en place des procédures exhaustives pour réagir à toute atteinte à la vie privée, atténuer les risques et prévenir toute récurrence. S'il a été déterminé qu'une atteinte constitue un risque réel de préjudice important pour un client, nous en aviserons la personne touchée, ainsi que le commissaire à la protection de la vie privée fédéral ou provincial, le cas échéant, en temps opportun.

La protection de la vie privée est couverte par notre formation annuelle obligatoire sur la conformité pour les employés. Nos obligations, nos conseils et nos pratiques exemplaires en matière de protection de la vie privée, ainsi que la façon de gérer les atteintes à la vie privée, les plaintes et les demandes d'accès à l'information, font partie des sujets abordés. Chaque société en exploitation a également son propre agent de la protection de la vie privée, qui fournit des recommandations au personnel et gère notre réponse aux préoccupations en matière de protection de la vie privée.

Chaque société en exploitation a ses propres procédures relatives à la protection de la vie privée qui sont pertinentes pour ses activités. Nous avons également une politique générale en matière de protection de la vie privée qui s'applique à l'ensemble de la Société financière IGM. De plus, nous avons offert une formation aux conseillers et au personnel des bureaux régionaux d'IG sur la protection de la vie privée et de la sécurité des clients pendant la pandémie, et avons publié des lignes directrices à l'intention de tous les employés sur la façon de protéger les renseignements personnels des clients et les documents confidentiels lorsqu'ils travaillent à domicile.

ÉVENTUALITÉS

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. En décembre 2018, un recours collectif proposé a été déposé devant la Cour supérieure de l'Ontario contre Mackenzie. Dans ce recours, on allègue que la Société n'aurait pas dû verser de commissions de suivi pour des fonds communs de placement à des courtiers qui ne font qu'exécuter des ordres sans donner de conseils. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence défavorable significative sur la situation financière consolidée de la Société.

3) RISQUE LIÉ À LA PLANIFICATION STRATÉGIQUE

Il s'agit du risque d'incidence défavorable découlant d'une gouvernance, d'une surveillance, d'une gestion des mesures incitatives et des conflits ou d'une stratégie inadéquate ou

inappropriée, ou découlant de faits nouveaux en matière de réglementation.

La Société financière IGM croit en l'importance d'une gouvernance d'entreprise efficace, et elle estime que les administrateurs jouent un rôle crucial dans le processus de gouvernance. Nous sommes d'avis qu'une saine gouvernance d'entreprise est essentielle au bon fonctionnement de la Société et à la qualité de ses résultats pour nos actionnaires.

La surveillance de la Société financière IGM est assurée directement par le conseil d'administration et par l'intermédiaire de ses cinq comités. Par ailleurs, le président et chef de la direction assume la responsabilité globale de la gestion de la Société. Les activités de la Société sont exercées principalement par trois sociétés en exploitation, soit le Groupe Investors Inc., la Corporation Financière Mackenzie et Investment Planning Counsel Inc., qui sont chacune gérées par un président et chef de la direction.

Nous avons mis en place un processus de planification des affaires qui prévoit l'élaboration d'un plan d'affaires annuel approuvé par le conseil d'administration et comprenant des objectifs et des cibles pour la Société. Des composantes de la rémunération des principaux dirigeants sont tributaires de l'atteinte de certaines cibles en matière de résultats et de certains objectifs prévus par ce plan. Les plans et l'orientation stratégiques font partie de ce processus de planification, et ils sont couverts par le programme de gestion des risques de la Société.

RISQUE LIÉ AUX FAITS NOUVEAUX EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION

Ce risque consiste en la possibilité que soient apportés des changements aux exigences réglementaires, juridiques ou fiscales qui pourraient avoir une incidence défavorable sur les activités ou les résultats financiers de la Société.

Nous sommes exposés au risque que des changements d'ordre juridique, fiscal et réglementaire surviennent, lesquels pourraient avoir une incidence défavorable sur la Société. Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société concernent notamment les frais réglementaires, le traitement fiscal de l'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation différente ou d'une application différente de la réglementation. Les faits nouveaux en matière de réglementation peuvent également avoir une incidence sur les structures des produits, la tarification ainsi que sur la rémunération des courtiers et des conseillers. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, forment des commentaires ou en discutent avec

les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

La Société surveille de près l'évolution de la réglementation, des directives et des communications, et participe actuellement à des discussions avec les autorités de réglementation, alors que le secteur s'efforce de résoudre les enjeux découlant de la COVID-19.

RISQUE LIÉ AUX ACQUISITIONS

La Société est exposée à des risques relatifs à ses acquisitions et à ses investissements stratégiques. Bien que la Société fasse un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des bénéfices ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

4) RISQUES D'ENTREPRISE

CONJONCTURE COMMERCIALE GÉNÉRALE

Ce risque représente l'incidence défavorable éventuelle de la concurrence ou d'autres facteurs externes relatifs au marché sur la Société financière IGM.

La conjoncture économique mondiale, les mouvements des marchés boursiers, des facteurs démographiques et d'autres facteurs, y compris le risque géopolitique et l'instabilité gouvernementale, peuvent influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière d'épargne. Ces éléments pourraient entraîner une baisse des ventes de produits et services de la Société financière IGM et/ou le rachat de placements par les investisseurs. Ces facteurs pourraient également avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et la valeur de l'actif géré de la Société, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Risques liés à l'actif géré » du présent rapport de gestion.

Pour gérer ce risque, la Société, comme l'ensemble de ses filiales en exploitation, communique avec les clients et insiste sur l'importance de la planification financière durant tous les cycles économiques. La Société et le secteur continuent à prendre des

mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, les conseillers attirés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 28 et décrits dans les sections des résultats d'exploitation des secteurs Gestion de patrimoine et Gestion d'actifs du présent rapport de gestion.

ÉVÉNEMENTS OU PERTES CATASTROPHIQUES

Des événements ou des pertes catastrophiques font référence au risque que se produisent des événements comme des tremblements de terre, des inondations, des incendies, des tornades, des pandémies ou des actes de terrorisme pouvant nuire à la performance financière de la Société.

Des événements catastrophiques peuvent causer une incertitude sur le plan économique, et influencer sur la confiance des investisseurs, les niveaux des revenus et les décisions en matière de planification financière. Cela pourrait avoir une incidence sur le niveau et la volatilité des marchés des capitaux et le niveau de l'actif géré et de l'actif sous services-conseils de la Société.

La pandémie mondiale de COVID-19 a causé des perturbations économiques, a eu une incidence défavorable sur la conjoncture, a entraîné une volatilité importante sur les marchés des capitaux, et s'est traduite par une hausse du chômage au Canada et à l'échelle internationale.

En réaction à la pandémie, la Société a mis en œuvre ses plans de continuité des affaires et a recours au télétravail pour la quasi-totalité de ses employés et de ses conseillers.

Il est difficile de prédire l'ampleur des effets de la pandémie de COVID-19 et des mesures gouvernementales prises pour la contrer sur les économies mondiales, nos clients et nos activités. Cet événement pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats financiers de la Société, selon sa durée et sa gravité.

PRODUITS ET SERVICES OFFERTS

Il s'agit du risque de faible rendement, de mauvaise qualité ou de diversité insuffisante des produits et services, lequel pourrait avoir une incidence défavorable sur la Société financière IGM.

TABLEAU 28 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

	31 MARS 2021	31 MARS 2020
Société financière IGM Inc.		
IG Gestion de patrimoine	9,7 %	10,7 %
Mackenzie	16,5 %	17,0 %
Counsel	22,3 %	20,7 %

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel et livrent concurrence à d'autres fournisseurs de services financiers, entreprises de gestion de placements et types de produits et services. L'augmentation du nombre de clients et leur fidélisation dépendent de nombreux facteurs, comme les rendements des placements, les produits et services offerts par les concurrents, les niveaux de service relatifs, la tarification relative, les caractéristiques des produits ainsi que la réputation des concurrents et les mesures qu'ils prennent. La concurrence pourrait avoir une incidence défavorable sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Pour obtenir une analyse plus approfondie, se reporter à la rubrique « Environnement concurrentiel » du présent rapport de gestion.

Nous fournissons à nos conseillers attirés, aux conseillers financiers indépendants, ainsi qu'aux épargnants et aux investisseurs institutionnels un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, dans le but de bâtir des relations durables. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement les produits et les services qu'elles offrent ainsi que leur tarification, afin d'assurer leur compétitivité sur le marché.

Nous nous efforçons d'offrir des produits qui procurent un rendement des placements élevé par rapport aux indices de référence et aux concurrents. Un rendement des placements insatisfaisant par rapport à celui des indices de référence ou à celui offert par les concurrents pourrait réduire le niveau de l'actif géré, le volume des ventes et la rétention de l'actif, et également avoir une incidence défavorable sur nos marques et notre réputation. Une sous-performance marquée ou prolongée pourrait avoir une incidence sur les résultats de la Société. Nous avons pour objectif de maintenir des processus et des méthodes en matière de placement qui nous donnent un avantage concurrentiel en diversifiant notre actif géré et nos gammes de produits pour ce qui est de l'équipe de placement, de la marque, de la catégorie d'actif, du mandat, du style et des régions.

RELATIONS D'AFFAIRES/RELATIONS AVEC LES CLIENTS

Ce risque représente l'incidence défavorable que pourraient avoir sur la Société financière IGM des changements associés aux relations avec les clients ou aux relations d'affaires importantes. Ces relations concernent principalement les clients et les conseillers d'IG Gestion de patrimoine, le réseau de distribution de détail de Mackenzie, les partenaires d'affaires stratégiques et importants, les clients des fonds Mackenzie, les sous-conseillers et les autres fournisseurs de produits.

Réseau de conseillers d'IG Gestion de patrimoine – Toutes les ventes de fonds communs de placement d'IG Gestion de patrimoine sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers d'IG Gestion de patrimoine communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si IG Gestion de patrimoine perdait un grand

nombre de conseillers clés, elle pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats d'exploitation et ses perspectives. IG Gestion de patrimoine se concentre sur le renforcement de son réseau de conseillers et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du secteur Gestion de patrimoine » du présent rapport de gestion.

Gestion d'actifs – La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie est réalisée par des conseillers financiers externes. De façon générale, les conseillers financiers offrent à leurs clients des produits de placement de Mackenzie en plus de produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et de ses services de placement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes brutes et de rachats peuvent être plus importantes dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats d'exploitation et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du secteur Gestion d'actifs » du présent rapport de gestion.

RISQUE LIÉ AU PERSONNEL

Ce risque correspond à l'incapacité potentielle d'attirer ou de garder des employés ou des conseillers, de les former de façon à leur faire atteindre un niveau de compétences approprié, d'assurer la mobilisation du personnel ou de gérer la relève et la transition au niveau des effectifs.

Notre personnel de gestion, de placement et de distribution joue un rôle important dans la conception, la mise en œuvre, la gestion et la distribution des produits et services offerts par la Société financière IGM. La perte de tels employés, ou encore l'incapacité d'attirer, de garder et de motiver un nombre suffisant d'employés qualifiés pourrait avoir une incidence négative sur les activités et le rendement financier de la Société financière IGM.

Nous avons élaboré une stratégie en matière de diversité et d'inclusion pour favoriser une expérience inclusive, équitable et cohérente pour nos employés et nos clients et qui renforce nos objectifs commerciaux actuels et futurs. Pour obtenir les résultats désirés, nous mettons l'accent sur trois piliers d'action : la sensibilisation, l'amélioration des comportements inclusifs des

dirigeants et l'établissement de partenariats externes et d'une mobilisation au sein des collectivités.

La COVID-19 a perturbé considérablement la vie professionnelle et personnelle des gens. Les mesures prises par la Société comprennent les suivantes :

- Mettre en œuvre une stratégie de télétravail afin de maintenir la distanciation sociale pour nos employés et nos conseillers.
- Fournir les outils et les processus nécessaires pour permettre à nos employés et à nos conseillers de travailler efficacement de la maison.
- Offrir des programmes d'aide aux employés et d'autres programmes pour favoriser le bien-être mental et physique de nos employés, de nos conseillers et de leurs familles.
- Élaborer une stratégie visant le retour sur le lieu de travail qui permettra aux employés et aux conseillers de réintégrer les bureaux de façon sécuritaire lorsque le temps sera venu.

5) RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

Il s'agit du risque de pertes financières ou d'autres incidences défavorables découlant d'enjeux environnementaux ou sociaux liés à nos activités d'exploitation ou d'investissement.

Les risques environnementaux comprennent des enjeux tels que ceux liés aux changements climatiques, à la biodiversité, à la pollution, aux déchets et à l'utilisation non durable de l'énergie, de l'eau et des autres ressources. Les risques sociaux comprennent des enjeux comme les droits de la personne, les normes du travail, la diversité et l'inclusion et les répercussions sur la collectivité.

La Société financière IGM s'est engagée depuis longtemps à faire preuve d'une gestion responsable, comme le décrit son énoncé sur le développement durable approuvé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration assure la surveillance de la gestion des risques. Il s'assure notamment que les risques environnementaux et sociaux importants sont cernés, gérés et surveillés de façon appropriée.

Le comité de gestion des risques de la Société, composé de membres de la haute direction, est chargé de la surveillance du processus de gestion des risques. D'autres comités de gestion assurent la surveillance de risques précis, notamment le comité du développement durable de l'entreprise et le conseil de la diversité et de l'inclusion. Le comité du développement durable de l'entreprise se compose de dirigeants qui ont pour tâche de s'assurer de la mise en œuvre de la politique et de la stratégie, d'établir des objectifs et de mettre en place des initiatives, d'évaluer les progrès réalisés et d'approuver la communication de l'information annuelle au sujet des facteurs environnementaux, sociaux et relatifs à la gouvernance (« ESG »).

Notre engagement à gérer de manière responsable est démontré par divers mécanismes, notamment notre Code de conduite professionnelle et de déontologie à l'intention des employés, des contractants et des dirigeants, notre code de conduite

du fournisseur pour les entreprises qui font affaire avec nous, notre politique de respect en milieu de travail, notre politique sur la diversité, notre politique environnementale et d'autres politiques connexes.

IG Gestion de patrimoine et Placements Mackenzie sont signataires des Principes pour l'investissement responsable (les « PIR »). Les sous-conseillers en valeurs d'IG Gestion de patrimoine ont également été tenus de signer les PIR avant la fin de 2019. Conformément aux PIR, les investisseurs s'engagent officiellement à intégrer des enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance à leurs processus de prise de décisions et de participation active en matière d'investissement. En outre, IG Gestion de patrimoine, Placements Mackenzie et Investment Planning Counsel ont mis en œuvre des politiques en matière d'investissement responsable énonçant les pratiques de chaque société.

Chaque année, la Société financière IGM produit un rapport qui porte sur sa gestion et sa performance concernant les facteurs ESG. Ce rapport sur le développement durable de l'entreprise peut être consulté sur notre site Web. La Société a été reconnue pour sa performance solide en matière de facteurs ESG, comme en attestent son inclusion dans la série d'indices FTSE4Good et dans le Jantzi Social Index, et sa position aux palmarès Global 100 et des 50 meilleures entreprises citoyennes 2021 de Corporate Knights. Par ailleurs, pour la quatrième année consécutive, la Société a été reconnue par le CDP en ce qui a trait à son leadership dans la communication de l'information sur les changements climatiques.

Nous estimons que les sociétés de services financiers ont un rôle important à jouer dans la lutte contre les changements climatiques.

La Société financière IGM est une participante de longue date au CDP (auparavant le « Carbon Disclosure Project »), qui encourage la communication d'information relative aux émissions de gaz à effet de serre et à la gestion des changements climatiques par les sociétés, incluant l'établissement et la surveillance de cibles de réduction des émissions. Nous sommes reconnus depuis trois ans par le CDP pour notre leadership dans la communication de l'information sur les changements climatiques.

Les pratiques sont en constante évolution à l'échelle mondiale en ce qui a trait à la détermination, à l'analyse et à la gestion des risques et des occasions liés au climat. Le Conseil de stabilité financière a mis sur pied le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (ou « GIFCC ») pour répondre à la demande par les investisseurs de renseignements étoffés à l'égard des risques et des occasions liés au climat. La Société financière IGM et ses sociétés en exploitation soutiennent les recommandations du GIFCC qui prévoient l'adoption d'un cadre de présentation de l'information financière relative aux changements climatiques. Cette information, présentée sur une base uniforme et volontaire, faciliterait la prise de décisions par les investisseurs, les analystes, les agences de notation et les autres parties prenantes.

COMMUNICATION DE L'INFORMATION SELON LE GIFCC

Le GIFCC recommande aux organisations de fournir de l'information sur les risques et occasions liés au climat dans quatre domaines, soit la gouvernance, la stratégie, la gestion des risques et les paramètres et objectifs. La mise en œuvre intégrale des recommandations du GIFCC s'inscrit dans un processus s'étalant sur plusieurs années.

Gouvernance : Le conseil d'administration de la Société financière IGM est responsable de la surveillance des risques et des stratégies, ce qui comprend les enjeux liés au climat. Par l'entremise de son comité des risques, le conseil est chargé de veiller à ce que les enjeux importants liés au climat soient adéquatement déterminés, gérés et surveillés. Notre chef des services financiers supervise la mise en œuvre des programmes de développement durable de l'entreprise et de gestion des risques d'entreprise. Nous avons mis sur pied une équipe de travail du GIFCC à l'échelle de l'entreprise composée de hauts dirigeants qui sont responsables de diriger la planification et la mise en œuvre des recommandations du GIFCC. Cette équipe de travail met l'accent sur l'amélioration de nos connaissances et de nos outils afin de quantifier les risques liés au climat de concert avec les acteurs de notre secteur, sur l'intégration accrue des enjeux liés au climat dans notre stratégie d'affaires, nos activités et notre gamme de produits, sur la progression de notre engagement auprès des entités dans lesquelles nous investissons et sur les façons de répondre aux attentes accrues en matière d'information à fournir.

Stratégie : Les occasions liées au climat sont repérées et évaluées au sein de la Société financière IGM au moyen de nos processus de planification des affaires, lesquels définissent nos priorités, nos initiatives et nos budgets stratégiques. En plus des engagements susmentionnés visant à être des investisseurs responsables par nos démarches auprès des entreprises dans lesquelles nous investissons et l'intégration des enjeux climatiques significatifs dans nos processus de placement, nous offrons des produits de placement assortis de mandats environnementaux ou sociaux précis.

À Placements Mackenzie, l'investissement durable constitue l'une de nos priorités stratégiques, et nous avons établi une fonction spécialisée qui relève du chef de la direction. Nous nous sommes également dotés d'une boutique de placement, Greenchip, qui est exclusivement axée sur l'investissement thématique pour lutter contre les changements climatiques.

À IG Gestion de patrimoine, nous avons intégré les questions environnementales et climatiques aux processus de sélection et de surveillance de nos sous-conseillers, et exigeons de tous nos sous-conseillers associés à notre gamme de produits qu'ils soient signataires des PIR de l'ONU. Notre comité de l'investissement durable compte parmi ses responsabilités l'intégration des enjeux liés aux changements climatiques dans notre gamme de produits et de services, et nous avons conçu des programmes de formation et de communication à l'intention de nos planificateurs financiers.

Gestion du risque : L'évaluation et la gestion des risques liés au climat sont intégrées à notre cadre de GRE. À Placements Mackenzie, chacune de nos boutiques de placement est responsable de déterminer à quel moment et de quelle manière les changements climatiques ont des conséquences significatives, et de quelle manière les risques physiques et les risques liés à la transition doivent être intégrés dans son processus de placement. Les équipes ont accès à des outils de données ESG et peuvent faire appel à un fournisseur de services d'envergure mondiale en ce qui a trait à la mobilisation des investisseurs, et pour qui l'engagement à l'égard des changements climatiques constitue une priorité. Afin de contribuer à l'évaluation des occasions et des risques importants liés au climat, Placements Mackenzie travaille à la mise en œuvre du cadre du Sustainability Accounting Standards Board (« SASB ») et d'un outil pour améliorer les données et l'analytique sur le climat. Nous suivons de près l'élaboration d'outils de modélisation destinés à notre secteur en ce qui concerne les changements climatiques, qui nous permettraient de mieux comprendre l'incidence de divers scénarios sur nos clients et sur la Société.

Mesures et cibles : Nous établissons, assurons le suivi et présentons chaque année des mesures et des objectifs liés aux changements climatiques dans notre réponse fournie au CDP et dans notre rapport sur le développement durable de l'entreprise, qui sont disponibles à l'adresse <https://www.igmfinancial.com/fr/developpement-durable>. Nous examinons actuellement les outils qui nous permettront de donner des renseignements plus complets sur les mesures relatives aux émissions dans nos portefeuilles de placements. Nous avons fixé des cibles en matière de réduction des émissions et d'énergie renouvelable dans le cadre de nos activités et nous sommes sur la bonne voie d'atteindre ces objectifs. À mesure que nous poursuivons l'élaboration de notre stratégie sur les changements climatiques, nous passerons en revue ces cibles afin de continuer à mesurer nos progrès.

Cadre des services financiers

Selon le plus récent rapport d'Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 5,0 billions de dollars au 31 décembre 2019. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Environ 66 % (3,3 billions de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire les besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 1,7 billion de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué d'environ 61 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société financière IGM, et son modèle d'entreprise a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. Nous faisons activement la promotion de la valeur des conseils financiers et de l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Environ 41 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 2,0 billions de dollars, étaient investis dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2019, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actif comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 77 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds d'investissement d'un montant de 168 G\$ au 31 mars 2021, la Société financière IGM fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. Nous sommes d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils offrent les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les sociétés de planification financière et les agents d'assurance se sont atténuées, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre

au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à la Société financière IGM, qui offrent aussi bien des services de planification financière que des services de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et des services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises liées représentait 47 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 31 mars 2021.

Le secteur canadien des fonds communs de placement continue d'être très concentré, les 10 principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant 73 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et 73 % du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 31 mars 2021. Nous prévoyons que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

Nous sommes d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus et à l'âge de la retraite continue d'augmenter.
- L'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique.
- L'importance réitérée du rôle du conseiller financier.
- Les politiques publiques quant à l'épargne-retraite.
- Les changements au cadre réglementaire.
- L'environnement hautement concurrentiel.
- L'évolution et les changements de la technologie.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

Nos filiales IG Gestion de patrimoine et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail du secteur des services-conseils, dont d'autres sociétés de planification financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurance. Notre filiale de gestion d'actifs, Placements Mackenzie, est en concurrence directe avec d'autres

entreprises de gestion de placements, et nos produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actif pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

La concurrence des autres fournisseurs de services financiers, les autres types de produits ou canaux de distribution, ainsi que les modifications apportées à la réglementation ou les changements de préférences des clients pourraient influencer sur les caractéristiques de nos gammes de produits et services, notamment sur la tarification, la structure des produits, la rémunération des courtiers et des conseillers, ainsi que les informations à fournir. Nous assurons un suivi continu, participons aux discussions sur les politiques et adaptons notre offre de produits et services selon les besoins.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace et responsable de ses activités et une valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires. Nous sommes à mi-chemin d'une transformation sur cinq ans visant la modernisation de nos plateformes numériques et de notre infrastructure technologique afin d'améliorer l'exécution de nos activités, de réaliser des gains d'efficacité et de bonifier le service à nos clients. Nous sommes d'avis que la Société financière IGM est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions de croissance à venir.

Nous disposons de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- Une distribution vaste et diversifiée, axée sur une planification financière exhaustive, par l'entremise de plus de 35 000 conseillers financiers.
- Une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Des relations durables avec ses clients, ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.

- Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de Power Corporation.

UNE DISTRIBUTION VASTE ET DIVERSIFIÉE

En plus de détenir deux des principales organisations de planification financière canadiennes, IG Gestion de patrimoine et Investment Planning Counsel, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des entités manufacturières et de distribution à l'échelle mondiale afin d'offrir des services de gestion de placements.

UNE VASTE GAMME DE PRODUITS

Nos filiales continuent de créer et de lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour les clients.

DES RELATIONS DURABLES AVEC LES CLIENTS

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers ont tissées avec les clients. De plus, nos filiales peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

L'APPARTENANCE AU GROUPE DE SOCIÉTÉS DE POWER CORPORATION

À titre de membre du groupe de sociétés de Power Corporation, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés et a accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

Estimations et méthodes comptables critiques

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Aucun changement n'a été apporté aux hypothèses relatives aux estimations comptables critiques de la Société depuis le 31 décembre 2020, à l'exception de ce qui suit :

- *Avantages du personnel* – La Société offre des régimes d'avantages à son personnel, dont un régime enregistré de retraite à prestations définies (le « RER ») capitalisé accessible à tous les employés admissibles, un régime de retraite supplémentaire à l'intention des dirigeants (le « RRSD ») non capitalisé pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles. Les taux d'actualisation ont augmenté considérablement depuis le 31 décembre 2020. Le taux d'actualisation du RER de la Société au 31 mars 2021 s'est établi à 3,50 %, comparativement à 2,70 % au 31 décembre 2020. L'actif du régime de retraite a augmenté pour s'établir à 518,6 M\$ au 31 mars 2021, par rapport à 517,0 M\$ au 31 décembre 2020. L'obligation au titre du régime de retraite à prestations définies totalisait 554,1 M\$ au 31 mars 2021, comparativement à 650,1 M\$ au 31 décembre 2020. Le régime de retraite à prestations définies a affiché un passif au titre des prestations

constituées de 35,5 M\$ au 31 mars 2021, comparativement à 133,1 M\$ au 31 décembre 2020. Le total des profits comptabilisés dans les Autres éléments du résultat global, y compris au titre du régime de retraite à prestations définies, du RRSD et du régime d'avantages postérieurs à l'emploi, s'est établi à 113,9 M\$ (83,1 M\$ après impôt) pour le trimestre clos le 31 mars 2021.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

La Société financière IGM n'a effectué aucun changement de méthodes comptables en 2021.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société assure un suivi constant des modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et analyse l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

L'IASB entreprend actuellement un certain nombre de projets qui donneront lieu à l'apport de changements aux normes IFRS existantes, lesquels changements pourraient avoir une incidence sur la Société. Des mises à jour seront fournies au fur et à mesure que les projets progresseront.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du premier trimestre de 2021, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Aucun changement n'a été apporté aux types de transactions entre parties liées depuis celles présentées au 31 décembre 2020. Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 8, 26 et 29 des états financiers annuels de la Société.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 mars 2021, il y avait 238 382 528 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 31 mars 2021, il y avait 13 020 192 options sur actions en cours; de ce nombre, 7 269 091 pouvaient être exercées. Au 30 avril 2021, il y avait 238 454 705 actions ordinaires en circulation et 12 948 015 options sur actions en cours, dont 7 196 914 pouvaient être exercées.